Vol. 7 • No. 14 • Du 16 au 22 Octobre 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

A LA MÉMOIRE DE L'ILLUSTRE JEAN JACQUES DESSALINES



Voir page 4

Père de la Nation haitienne, le génie révolutionnaire de Dessalines se manifesta et fit de lui la grande figure dominante de l'épopée de 1804

L'OCCUPATION DE LA MINUSTAH SE RENFORCE !



Voir page 4

Alors qu'une délégation internationale fait pression sur les fonctionnaires de l'ONU pour mettre fin à l'occupation d'Haïti, la Minustah voit maintenant son retrait « possible » qu'après 2016



Rezolisyon Fowòm Popilè, 29 Septanm 2013 nan Pòtòprens!

Page 6

English

Page 9



A qui profite l'envenimement de la crise politique?

Page 7



FMI et Banque mondiale : l'heure du bilan !

Page 10



Italie : la catastrophe de Lampedusa

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Ils n'ont pas quitté la scène politique !

Par Berthony Dupont

Les anniversaires sont à la fois douloureux et glorieux. En ce mois triste d'octobre, nous commémorons l'assassinat de nos héros révolutionnaires fauchés par l'ennemi numéro un des peuples : l'impérialisme mondial. Le souvenir de ceux qui sont tombés sous les balles assassines des forces obscurantistes et qui ont versé leur sang en holocauste doit rester un exemple pour tous les peuples, porteurs d'un projet de libération nationale mais qui pour cela affrontent chaque jour de rudes combats.

Les situations historiques de ces hommes tombés au champ d'honneur ne sont pas différentes de celles de la guerre actuelle et c'est pour cela que l'exemplarité de leur sacrifice collectif doit nous servir de leçons à tout instant.

Nous commémorons hélas ! la mémoire de Jean-Jacques Dessalines, le fondateur de notre patrie, assassiné le 17 Octobre 1806, deux ans seulement après avoir forcé le destin en léguant une Nation au peuple haïtien.

Dessalines Le Grand est toujours vivant ! C'est avec ce cri d'espoir, ce symbolisme que nous devrons affronter la vie pour empêcher que l'irrémédiable arrive ! Lui qui voulait édifier un monde nouveau de liberté avec des structures nouvelles pour le bien-être des masses pauvres.

Nous ne pouvons ne pas invoquer l'assassinat crapuleux du 8 octobre 1966 en Bolivie par la CIA du légendaire révolutionnaire, Ernesto Che Guevara, un type d'homme nouveau intégré à son milieu, fier de servir et de défendre sans esprit de lucre les intérêts des masses colonisées et exploitées. Nous ne pouvons pas non plus oublier de si tôt Maurice Bishop de la Grenade assassiné le 19 octobre 1983 par l'administration Reagan et quelques trois années plus tard, celui du président du Mozambique Samora Machel le 19 octobre 1986.

La liste devait s'allonger, quand le 16 Octobre 1987, les ennemis du changement ont frappé le Burkina Faso en éteignant l'étoile du jeune révolutionnaire Thomas Sankara.

Leurs histoires ne sont pas différentes, ils ont tous consenti des sacrifices énormes pour combattre la tyrannie, la domination et l'exploitation coloniale. Tous ces hommes ont en commun, symbolisé la dignité, la volonté, la souveraineté et la détermination révolutionnaire dans leur lutte héroïque et quotidienne pour la libération économique et politique des masses populaires. « Nous ne pleurons pas nos morts disait Amilcar Cabral, nous les vengerons pour que nos peuples retrouvent dans toute leur plénitude la dignité et la liberté »

Ces assassinats confirment que les forces impérialistes ci-devant esclavagistes sont toujours prêtes à recourir à n'importe quel moyen pour imposer leurs quatre volontés. Or ce n'est pas un hasard si le 10 octobre dernier alors qu'une délégation internationale composée d'Haïtiens, de Caribéens et de Latino-américains s'était rendue dans les enceintes de l'ONU pour demander que les Nations unies respectent la résolution du Sénat haïtien exigeant que leurs soldats quittent Haïti avant le mois de mai 2014, tandis que le même jour, le Conseil de sécurité décidait de proroger leur mandat jusqu'au 15 octobre 2014 à l'encontre de la volonté populaire.

En fait, les Nations unies, le ministère des Affaires étrangères des Etats-unis viennent d'imposer pour une autre année consécutive la continuation de la mise sous tutelle du pays de Dessalines et de Péralte. Quant à nous nous resterons persuadés que la vigilance des forces laborieuses populaires, progressistes et révolutionnaires saura déjouer toutes les machinations et toutes manœuvres des forces occupantes pour combattre le régime corrompu des mercenaires Martelly-Lamothe.

Dessalines, Péralte, Che, Sankara, Bishop sont certainement partis ; mais ils n'ont pas quittés la scène politique pour autant. En d'autres termes, ils sont même plus vivants que beaucoup d'actuels dirigeants sans scrupules, sans conscience, sans conviction et sans un brin de dignité qui ne cessent de vendre leur pays et qui sont fiers qu'il soit occupé par des forces étrangères.

Nous commémorons ces leaders qui ont donné leur vie dans la lutte contre la colonisation pour lancer un message clair à leurs assassins, leur dire que nous n'avons pas oublié, que tout le monde sait qui ils sont, et que tous les peuples le savent aussi.

L'ampleur des manifestations de protestations et des cérémonies à la mémoire de ces dirigeants agira comme un catalyseur non seulement pour ne jamais oublier la malignité de l'ennemi, mais aussi pour forcer les laquais locaux et leurs maîtres de Washington, Ottawa, Londres et Paris à se rappeler que « les peuples qui luttent ne perdent jamais leurs batailles ».

L'occupation de la MINUSTAH se renforce !



Les membres de la délégation au siège de l'ONU à New York posant pour une photo souvenir avec William Gardner, le leader du Bureau des Affaires politiques - Division Europe & Amérique Latine - du département de "Peacekeeping Operations" (DPKO), et son assistant Patrick Hein

Par Kim Ives

Alors qu'une délégation internationale fait pression sur les fonctionnaires de l'ONU pour mettre fin à l'occupation d'Haïti, la Minustah voit maintenant son retrait « possible » après 2016

Un haut responsable de l'ONU affirme maintenant que le Conseil de sécurité envisage de maintenir des troupes de l'ONU en Haïti pendant encore trois ans en dépit d'une résolution unanime du Sénat haïtien exigeant leur départ au plus tard en mai 2014.

Le 10 octobre, une importante délégation internationale a rencontré des représentants des Nations Unies au siège de l'ONU à New York pour exprimer leur forte opposition à l'occupation militaire étrangère continue d'Haïti et pour exiger le retrait immédiat des troupes. Le même jour, le Conseil de sécurité **a voté pour renouveler le mandat** de déploiement de troupes de l'ONU en Haïti pour une année supplémentaire, jusqu'au 15 octobre 2014.

Conduits par le sénateur haïtien Moïse Jean-Charles, les 14 délégués en provenance d'Haïti, du Brésil, du Mexique, de la Guadeloupe et les États-Unis se sont réunis avec William Gardner, le leader du Bureau des Affaires politiques - Division Europe & Amérique Latine - du département de "Peacekeeping Operations" (DPKO), et son assistant Patrick Hein.

C'est la troisième année que le Comité international «Défendre Haïti c'est nous défendre nous-mêmes», basé au Brésil, a organisé une délégation pour faire pression sur les responsables de l'ONU en vue de retirer la Mission des Nations Unies pour stabiliser Haïti (MINUSTAH), qui a été déployée le 1er juin, 2004.

Lors de la réunion de l'an dernier, Gardner avait dit que la MINUSTAH pourrait éventuellement être retirée après 2015. Lors de la réunion de cette année, il a reculé d'une autre année, jusqu'en 2016, la date « *possible* » de leur départ.

« *Donc, le Secrétaire général fournira au Conseil, dans son prochain rapport [sur Haïti] en Mars une série de propositions pour un scénario après 2016, qui pourrait inclure un départ de la MINUSTAH* », a déclaré Gardner aux délégués dans une salle de conférence au 27e étage du Secrétariat. «*Toutes les options sont possibles* ».

La déclaration a été un outrage pour les délégués, qui ont tous présenté des arguments expliquant pourquoi l'ONU doit quitter Haïti.

« *En 2004, le président George Bush avait invité le président du Brésil [Luiz Inácio Lula da Silva] à avoir le Brésil diriger des troupes de l'ONU en Haïti pendant seulement six mois* », a déclaré Barbara Coralles, la coordinatrice de la commission brésilienne anti-MINUSTAH qui possède des filiales dans toute l›Amérique latine, en Amérique du Nord et en Europe. « *Maintenant, ça dure depuis presque 10 ans. Pourquoi la souveraineté du peuple haïtien est-elle foulée aux pieds?* »

Le sénateur Moïse Jean-Charles a souligné que le peuple haïtien, par l'intermédiaire de ses représentants élus, a rejeté de manière retentissante la présence des troupes onusiennes sur le sol haïtien, laquelle présence représente une violation flagrante de la Constitution haïtienne et du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies.

« *Nous ne sommes pas en guerre* », a dit M. Jean-Charles à M. Gardner. « *Comment pouvons-nous avoir des troupes des Nations Unis stationnées en Haïti? Nous avons demandé dans une résolution du Sénat le retrait de la MINUSTAH du pays et nous l'avons clairement dit: après le 28 Mai 2014, la MINUSTAH devrait être hors d'Haïti* ».

« *C'est une forme de colonisation moderne* », a ajouté le sénateur. «*C'est un handicap à notre auto-détermination* ».

Les délégués de la Guadeloupe, du Mexique et des États-Unis ont également expliqué à Gardner pourquoi les gens dans leurs pays se sont également opposés à la MINUSTAH et continueront à se battre en vue de son retrait.

« *Nous aimerions voir les Nations Unies continuer d'exister*», a déclaré Colia Clark du « *Guadeloupe Haiti Tour Committee* », qui a visité Haïti à plusieurs reprises pour dénoncer la MINUSTAH , « *mais continuer d'exister en tant que corps qui représente les peuples du monde et non les intérêts des entreprises capitalistes internationales, en particulier celles des États-Unis, qu'il semble servir maintenant* ». Clark est un vétéran des luttes aux États-Unis pour les droits civils, qui a travaillé et participé à des manifs avec Medgar Evers et Martin Luther King, Jr..

La délégation a également rendu visite aux syndicats à New York avec à l'esprit l'approfondissement des liens de solidarité et de soutien. Le 10 octobre, elle a rencontré Arthur Cheliotes, le président de la section locale 1180 des *Communications Workers of America* (CWA) et le 11 octobre avec Ozzie Lo Verme, le président de la section locale 808 de la Fraternité internationale des *Teamsters*.

Enfin, la délégation a rencontré la communauté haïtienne de New York dans les locaux d'*Haïti Liberté* à Brooklyn, dans la soirée du 11 octobre, où le sénateur Moïse Jean-Charles, Yves Pierre-Louis du bureau d'*Haïti Liberté* à Port-au-Prince, et Eddy Damas et Jocelyn Lapitre de la délégation de la Guadeloupe, ont pris la parole. Luis Baro, un représentant de l›ambassade de Cuba à New York, a également assisté à la réunion et a pris la parole, tout comme Colia Clark.

Ci-dessous la résolution finale émise par la délégation qui s'est rendue à l'ONU.

DECLARATION - 10 OCTOBRE 2013

2004 – 2014 : Dix ans, ça suffit! La Minustah hors d'Haïti!

Nous, soussignés, responsables politiques et syndicaux, militants des droits de l'homme, militants pour la paix et pour la démocratie, avons été mandatés par la **Conférence continentale pour le retrait des troupes de la MINUSTAH d'Haïti «Défendre Haïti c'est nous défendre nous-mêmes »** pour nous rendre en délégation au siège des Nations Unies le 10 octobre 2013, en vue de présenter les exigences unanimes de la Conférence :

Retrait immédiat des troupes de la MINUSTAH de l'ONU d'Haïti !

Dédommagement de toutes les victimes de l'épidémie du choléra !

Suite à la page (4)

Une adolescente de 14 ans détournée, violée et scandalisée à P-au-P

Par Jackson Rateau

Le jeudi 10 Octobre 2013 dernier, à Bourdon, une localité de Port-Au-Prince mi bourgeoise mi populaire, proche du réservoir d'eau dudit quartier, une jeune lycéenne de 14 ans, en 8e année fondamentale, toute vêtue de son uniforme, en milieu de journée, a été violée par un homme de 48 ans.

Aux environs de 12 :30 pm, dans les parages en pleine effervescence d'une ville enflammée, les deux personnes, l'adolescente et son violeur, ont été découverts nus, en pleine activité sexuelle à l'intérieur d'un véhicule.

Le violeur, un nommé Anso Dormévil, qu'on qualifie de malade sexuel, est né le 20 Mars 1965. Il professe le métier de mécanicien. Voisin des parents de l'adolescente, Anso qui s'est déclaré être l'amant de l'enfant, a avoué à la justice avoir eu des relations sexuelles avec elle en 3 occasions. Le jour de son acte de la honte pour toute la société haïtienne, disons-le, il a utilisé son véhicule telle une sorte de bordel, pour enserrer sa proie. Selon le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Me Francisco René, l'acte commis par l'immoral Anso Dormévil, est quelque chose de prémédité et bien ourdi puisque le prédateur a eu le soin, en conséquence, de bien préparer son forfait : calfeutrer les pare-brises de sa Nisan Pathfinder, se procurer des réserves de carburant en cas de panne d'essence et de l'eau à l'enfant pour son nettoyage. Ce sont tous des éléments utiles, constituant des preuves à conviction pour le corps du délit. Bienfaiteur de la famille, il a toujours fourni de l'assistance en nourriture et loyer aux parents de l'enfant, a révélé Dormévil à la police.

Le commissaire a aussi soutenu que cet acte d'agression sexuelle commis sur la jeune fille ne peut-être connoté de détournement mineur, comme le prétendent plus d'un. Il s'agit purement et simplement de viol, puisqu'étant accompli sans préservatifs et surtout, sans consentement de l'enfant.

Néanmoins, c'est un évènement dont toute la ville en parle. Commentant le scandale, plus d'uns pensent qu'on a violé la jeune fille une deuxième fois, quand, sans penser aux conséquences, certains observateurs irresponsables ont publié les photos nues de la victime sur les réseaux sociaux.

«... Des prédateurs sexuels profitent de la précarité socio-économique des enfants et des parents. Ce monsieur est un violeur, selon le décret de Juillet 2005, considérant comme tel toute relation sexuelle avec un mineur. La notion de consentement ne tient pas quand il s'agit d'un mineur. Ce monsieur doit être puni », a déclaré Olga Benoit, de l'organisation féminine Solidarité de la Femme Haïtienne (SOFAH).

Informant que le dossier est déjà acheminé au cabinet d'instruction, le patron du parquet qui condamne la publication des photos de l'adolescente sur les réseaux sociaux, a indiqué ce qui suit :

«... Le dossier sera acheminé par devant le tribunal criminel sans assistance de jury. Il n'y a pas de doute, le verdict final sera l'application de l'article 280 du code pénal haïtien qui prévoit la prison à perpétuité pour de tels crimes ».

A La Mémoire de l'illustre Jean Jacques Dessalines

Par Jacques E. Leblanc

Tombait au Pont rouge, il y a 207 ans, le fondateur de l'indépendance de notre pays, victime d'une lutte sans merci entre les deux secteurs de la bourgeoisie naissante pour l'appropriation des moyens de production, qui en 1806 était la terre.

Contrairement à ce que pensent certains historiens, ce crime n'était pas une réaction contre une prétendue tyrannie. Nos historiens ont puisé largement dans l'arsenal idéologique des classes dirigeantes pour essayer de dénaturer les faits.

Nous savons que l'histoire de toute société basée sur la propriété privée, des moyens de production et d'échange est nécessairement l'histoire de la lutte des classes qui sont aux prises dans cette société. Et il est devenu une vérité élémentaire de dire que l'existence même des classes dans une société indique du coup l'existence d'une lutte entre ces classes. De sorte que la violence utilisée par une classe pour assurer ses intérêts n'est autre que la transposition sur le plan politique et social d'une lutte qui découle de la nature des rapports de production, de la nature même du mode de production. Et l'idée même de recourir à la violence ne germe pas "comme ça" dans la tête des hommes, s'il n'existe pas in abstracto, n'est pas une conséquence du péché originel de l 'église catholique. Cette idée n'est autre que le reflet dans le cerveau des hommes d'un état de fait d'une nécessité matérielle: la nécessité d'assurer des intérêts économiques.

La violence reprochée par les historiens bourgeois à Dessalines existait sans doute, mais au profit des nouveaux libres, au profit de ceux qui travaillent la terre et qui par conséquent devraient en être les détenteurs. On comprend dès lors que les généraux qui avaient les leviers de commande se sont soient mis ensemble pour supprimer Dessalines. Le fondateur de l'indépendance est tombé au Pont rouge, victime des secteurs noirs et jaunes (les généraux en tête) qui voulaient asseoir leur autorité militaire sur une base économique stable. Les faits après le drame du Pont Rouge sont venus le prouver. Et la grande vérité qui émerge de cette époque historique est que Dessalines au Pont Rouge victime de la lutte pour l'appropriation par les généraux etc...des moyens de production, a donné par anticipation raison à Karl Marx.

Ce que nous devons souligner aussi c'est la lutte héroïque pour l'indépendance nationale ; lutte dont Dessalines fut l'âme et qui rappelle des gloires éternellement jeunes. Jean Jacques Dessalines au lendemain même de 1804 a orienté tous les efforts de la jeune nation vers un self- défense contre un retour offensive éventuel du colonialisme-français.

Et aujourd'hui quels sont ceux-là qui ont repris et gardé la tradition de Dessalines?

L'impérialisme nord-américain comme jadis l'impérialisme français étouffe le développement économique de notre pays. Cet impérialisme fauteur de guerre veut que notre pays reste sa propriété privée pour l'écoulement des usines nord' américaines et un fournisseur de matières premières à bon marché. Autrement dit que le pays garde son statut semi-colonial avec sa séquelle de misère, de chômage, d'avilissement de la main d'œuvre et finalement l'avilissement de la Patrie ellemême.

Dessalines fut un des grands héros de notre patrie. Ce guerrier immortel qui sur la place d'armes des Gonaïves en 1804, proclama l'état libre d'Haïti fut ' le sublime va-nu-pieds' entre tous qui mit fin réellement à l'esclavage honteux des noirs.



Monument de Jean-Jacques Dessalines au Champ de Mars à Port-au-Prince

Jean Jacques Dessalines fut celui qui cristallisa en lui le génie révolutionnaire de la race noire. Esclave d' abord pendant 30 ans sous le nom de Jacques Duclos, sa vie de misères, de privations de calamités devait nourrir en lui le sentiment de révolte et de haine contre le colon esclavagiste. Son cœur criait vengeance pour lui et pour ses frères misérables dont il voulait briser les chaines.

Le génie révolutionnaire de Dessalines se manifesta et fit de lui la grande figure dominante de l'épopée de 1804 en ce sens qu'il sut ajouter aux qualités de Toussaint, sous les ordres de qui il travailla comme officier, celle de fermeté, de décision, de discipline, d'audace de violence même que recommandaient les circonstances.

L'histoire réactionnaire voudrait faire de Dessalines un être farouche et barbare. Le fondateur de notre indépendance pensait que pour sortir de la fournaise dans laquelle les noirs de St Domingue étaient placés par les colons sanguinaires et les ennemis des principes de 89, il fallait continuer le travail du Précurseur Toussaint avec un plan d'action plus rapide et plus expéditif.

Aussi lorsque Toussaint fut déporté par une odieuse machination, Dessalines sut avec tact et intelligence s'allier la collaboration de Pétion et de Clervaux et forger ainsi l'unité haïtienne, facteur important pour la victoire. En plaçant alors des chefs indigènes à divers postes de commande et en réalisant la politique de la ' terre écorchée ', Dessalines devait avoir finalement raison de ses ennemis et à aboutir à la magnifique victoire qui fut le point de départ de notre Nation.

L'homme inculte qu'était Dessalines ne concevait pourtant pas la révolution sans un résultat concret pour ces' va-nu-pieds' au nom desquels il avait livré la guerre d'indépendance. Il voulut arriver à un partage équitable des terres au lendemain de cette épopée héroïque de 1804. Mais c'était s'attaquer aux privilèges des riches propriétaires noirs et mulâtres qui avaient hérité du passé colonial et continuaient à marcher sur les traces des colons exploiteurs. L'Empereur Dessalines tomba sous les balles d'un assassin que la jeune classe réactionnaire avait armé.

Encore que le geste de Dessalines en voulant assurer la sécurité économique de ses frères exploités ne s'inspirât d'aucune idéologie marxiste, nous du journal, nous nous inclinons devant ce guerrier intrépide, fondateur de notre indépendance et rendons hommage à ce Symbole de la révolution, qui loin de mettre la charrue devant les bœufs voulut procéder radicalement à la base pour nous forger une Patrie.

Fidèle à Dessalines pour qui nous avons une vénération très profonde nous continuerons à mener la lutte pour notre indépendance économique jusqu'à ce que soient renversées les bastilles de l'impérialisme et ses bastions nationaux jusqu'à la victoire finale, qui n'est rien d'autre que l'installation du socialisme.

Oui, ce 17 Octobre nous retrouve dans la même voie, cette voie qui fut celle de notre illustre héros Jean Jacques Dessalines.

Avec tous ceux-là qui le peuvent nous disons : SUIVONS LA VOIE DE NOTRE DIEU.

Suite de la page (3)

La Conférence Continentale s'est tenue à Port-au-Prince les 31 mai et 1er juin 2013, avec la participation de 140 délégués de dix pays. C'était la troisième conférence de la sorte depuis 2008.

Nous avons été reçus aux Nations Unies le 10 octobre 2013 par M. William Gardner, du Bureau des Affaires politiques, Division Europe & Amérique Latine, Département des Opérations de Maintien de la Paix (UN DPKO), à qui nous avons présenté les résultats de la Conférence.

Notre délégation a notamment fait remarquer l'importance de la résolution adoptée par le Sénat haïtien qui, à titre de co-dépositaire de la souveraineté nationale, a pris position pour exiger « *un retrait progressif et ordonné des troupes onusiennes dans un délai n'excédant pas un (1) an à partir de la date du vote de cette résolution, soit le 28 mai 2014*. »

A partir des rapports des camarades haïtiens, notre délégation a été en mesure de mettre en exergue la situation actuelle du pays, qui subit l'occupation militaire depuis presque dix ans : mettant l'accent sur l'implication de la Minustah dans la répression des manifestations politiques en réponse à la mobilisation populaire ; l'absence de convocations des élections ; l'impossibilité d'organiser des élections vraiment démocratiques dans un pays sous occupation militaire; les exactions accrues de la part des soldats de l'ONU (tous sous couvert d'impunité de l'ONU !!) ; et la situation inhumaine des Haïtiens vivant en diaspora.

Le représentant de l'ONU, M. Gardner, a répondu qu'en dépit de la volonté des institutions souveraines d'Haïti et du peuple haïtien, « les Nations Unies maintiendront la présence des troupes de la Minustah au moins jusqu'en 2016 ».

Contrairement à la résolution du Sénat Haïtien sur la question du choléra, exigeant l'indemnisation des victimes, M. Gardner a répondu que l'ONU n'en était pas responsable et qu'elle n'indemniserait pas les victimes.

Notre délégation a réaffirmé que la mobilisation va continuer et à s'amplifier pour exiger le retrait immédiat des troupes de la Minustah. Dans cette perspective, elle appelle tous les gouvernements à respecter la résolution votée par le Sénat Haïtien au nom du peuple haïtien, exigeant le « retrait des troupes de la Minustah pas plus tard que le 28 mai 2014 ». C'est pourquoi notre délégation appelle à poursuivre, dans la plus large unité, sur tous les continents, la mobilisation pour le départ immédiat de la Minustah d'Haïti.

10 ans ça suffit ! Faisons de 2014, l'année de la plus ample mobilisation pour le départ de la Minustah d'Haïti !

Exigeons des gouvernements d'Amérique Latine, des Caraïbes — et de tous les gouvernements impliqués dans l'occupation d'Haïti —, qu'ils organisent immédiatement le retrait de leurs troupes !

Engageons des démarches auprès des parlements de ces pays et insistons qu'ils apportent une réponse positive en solidarité à l'appel parlementaire lancé par le Sénat Haïtien!

Dans chaque pays, informons encore plus largement les organisations politiques, syndicales, populaires et démocratiques, et invitons-les à se joindre à cette campagne de la façon qu'elles jugeront la plus appropriée!

Dans le cadre des décisions de la Conférence continentale tenue en Haïti le 31 mai- 1er Juin 2013, les organisations impliquées dans les campagnes qui ont été adoptées sont en train d'examiner les initiatives au niveau continental pour le premier semestre de 2014, y compris la perspective de tenir une quatrième conférence sur Haïti. Lorsque ces décisions seront prises, nous nous engagerons à propager largement les informations de façon à approfondir la campagne.

Plus que jamais, la consigne de la Conférence Continentale et des organisations qui donnent suite à la campagne est à l'ordre du jour pour tous les peuples à travers le monde:

Pour le retrait immédiat des troupes de la Minustah d'Haïti!
« Défendre Haïti c'est nous défendre nous-mêmes »

Signatures (la délégation) : **HAITI : Moise Jean-Charles**, Sénateur ; **Fignolé Louis St-Cyr**, CATH ; **Yves Pierre-Louis**, Haiti Liberté – **BRÉSIL : Barbara Corrales**, Comite Defender o Haiti é Defender a Nòs Mesmos – **ETATS-UNIS : Larry Adams**, Peoples Organization for Progress ; **Ray Laforest**, 1180 Communication Workers of America ; **Nat Wood**, Producer, MNN Public Television ; **Colia La Fayette Clark**, Guadeloupe Haiti Tour; **Quincy Saul**, Eco-socialist Horizons ; **Anthony Gronowicz**, New York City Green Party; **Nellie Bailey**, Occupy Harlem – **GUADELOUPE : Eddy Damas**, membre du bureau de l'UGTG, responsable à la communication ; **Jocelyn Lapitre**, ATPC, Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe, LKP ; **MEXIQUE : Luis Alfonso Vázquez Villalobos**, OPT, Organisation des Travailleurs et du Peuple.

La délégation a été appuyée par les messages, les propositions et les lettres des personnes et organisations suivantes:

ALGÉRIE : Labatcha , Salim , Député, l'Assemblée populaire nationale , APN (Congrès de l'Algérie), et le secrétaire général de la Fédération des travailleurs de l'alimentation et de l'agriculture, de l'UGTA ; Tazibt , Ramdane , adjoint, APN ; Akdjout , Amar , secrétaire général de la Fédération nationale du textile Les travailleurs (UGTA) , Abdellah El Houari , Wilaya Secrétaire général, Union générale des travailleurs algériens (UGTA) ; Hamarnia , Mohamed Tayeb , secrétaire national Organisation , UGTA ; Ben Bessa Rahima , adjoint, APN ; Zitouni Lamtaï , Secrétaire général de l'Organisation africaine de syndicats , Division de l'énergie des mines de métaux et , DHEB Ben Ali , UGTA ; Djouambi , Amar , secrétaire général , du Commerce et de la Fédération du commerce , UGTA ; Chaabane , Souraya , adjoint, APN ; Boufenara , Mohamed , adjoint, APN - **ARGENTINE:** Centrale de Travailleurs Argentins (CTA) - **BOLIVIE:** Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) - **Brésil:** Centrale des travailleurs unifiés (CUT) - Eduardo Suplicy , sénateur ; Syndicat des travailleurs de la fonction publique (Sintrasem) dans la ville de Florianópolis - **DOMINIQUE:** Arlington Wilson , secrétaire adjoint général de l' Union nationale des travailleurs , NWU - **FRANCE:** Jacques Girod, force Ouvrière , Paris - **ETATS-UNIS:** Communication Workers of America (CWA), section locale 1180 , Fraternité internationale des Teamsters (IBT), section locale 808 - **GUADELOUPE :** Association des travailleurs et des Peuples de la Caraïbe (ATPC) - **MEXIQUE :** Electrical Workers Union (PME) - **PÉROU:** Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), la Fédération nationale des métallurgistes du Pérou , l'Union nationale des travailleurs de l'enseignement supérieur; Syndicat des enseignants -Unis de Lima , la Fédération de génie électrique Les travailleurs, CGTP , Section de Lambayeque.

Si vis pase, pare boulon

Par Fanfan la Tulipe

Ceux-là et celles qui ont fait leurs humanités, connaissent bien l'adage latin Si vis pacem, para bellum. Nous, élèves de troisième, ne nous préoccupions guère de l'origine de cette locution latine. Nous savions seulement qu'elle voulait dire «si tu veux la paix, prépare la guerre». Nous n'en soupçonnions guère la portée politique ou philosophique. Mais la malice estudiantine, sans doute bien avant ma génération, lui avait trouvé une traduction qui aurait fort surpris l'auteur romain présumé de cette célèbre formule, l'écrivain Végèce, de son vrai nom Publius Flavius Vegetius Renatus, célèbre pour son Epitoma rei militaris sur la tactique militaire romaine. De façon cavalière, fière, nous, élèves haïtiens ti landeng, préférions une traduction plus au goût de notre créole : si vis pase, pare boulon.

Il n'est pas de mon propos de discuter du bien fondé (ou du mal fondé) du concept de paix armée sous-jacente à l'adage végécien. Lequel concept a pris d'ailleurs une tournure inquiétante, koumatibouloute, dès le XXe siècle avec l'accumulation d'armements par différentes nations, les uns plus terribles que les autres, avec capacité de destruction massive. Je veux plutôt considérer, l'à-propos du boulon, la pertinence boulonne de l'image, par rapport à la situation politique haïtienne que je comparerais à une vis sociale protestataire, dénonciatrice, revendicatrice, en attente de boulonnage.

En effet, les déceptions, les désillusions, les frustrations, l'irritation, l'insatisfaction, le mécontentement, la lassitude et même un sentiment de révolte ont fait leur chemin dans l'esprit du citoyen haïtien au fur et à mesure du déploiement sans vergogne de la désinvolture, du sans-gêne, de l'inconscience, de l'incompétence, de la grossière effronterie et de la vulgarité du régime Martelly. Les vifs ressentiments dans l'âme de tout un chacun se sont manifestés de façon diverse.

Ainsi, et de façon symbolique, le parcours du bois Kita Nago des Irois jusqu'à Ouanaminthe a voulu montrer qu'une force puissante, pacifique, faite de courage et de détermination se développe au sein des masses. Une vis de ténacité taraudante, vrillante à travers l'agacement d'une population à bout de souffle, témoigne de l'impatience d'un peuple à voir le régime en place donner quelque signe de changement en sa faveur. La force de résistance des couches défavorisées et leur longanimité dans l'adversité sont à la racine de cette dynamique de vis Kita en attente d'un boulon Nago, organisationnel, mobilisateur pour en finir avec la honte et l'indécence majuscules du gouvernement Martelly-Lamothe.

De façon plus concrète, il y a eu à travers le pays, des manifestations, jusqu'ici pacifiques, exprimant le ras-le-bol d'une population aux abois, impatiente d'en découdre avec un régime fort en malversations, corruption, dilapidation des fonds publics, mensonges, démagogie, insensibilité au dénuement des mases et encouragement à l'impunité. Ainsi, le jeudi 21 et le lundi 25 juin 2012, les habitants du Canapé-Vert et de Jalousie, le plus grand bidonville de la commune de Pétion-ville, avaient gagné les rues, érigeant des barricades de pneus enflammés et de carcasses de voitures pour protester contre la démolition de leurs maisons, environ 400. Ils s'en étaient pris directement au président Michel Joseph Martelly, allant jusqu'à regretter de l'avoir porté au pouvoir. Le lundi 9 juillet 2012, c'était au tour de la population des Gonaïves de manifester. Plusieurs centaines de personnes, pancartes en mains, exprimant leurs revendications, manifestaient ce lundi, en vue d'exiger du gouvernement l'amélioration des conditions de vie de la population. Les manifestants tout en déplorant le fait que leur situation avait empiré, exigeaient aussi la construction d'infrastructures dans la 4ème ville du pays, notamment le marché public, l'Hôpital La providence et la prison civile détruite lors des mouvements violents de l'opposition GNBiste en janvier 2004 contre le président Aristide.

Haïti Liberté de son côté, rapportait: «Le lundi 10 septembre 2012, l'Union Nationale des Normaliens d'Haïti (UNNOH), dirigée par le professeur Josué Mérilien défilait dans les rues de la capitale pour exiger un vrai changement dans le système éducatif haïtien, l'amélioration des conditions de vie des enseignants-tes avec un salaire décent pour les professeurs. Le mardi 11 septembre, le Mouvement de Liberté Egalité pour la Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF) était également devant les locaux du ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST) pour exiger la création d'emplois, l'amélioration des conditions de vie des populations marginalisées et la baisse du coût de la vie. Le mercredi 12 septembre, deux (2) manifestations ont été simultanément réalisées par les révoqués des entreprises publiques, à Port-au- Prince, et par les habitants de Léogâne, à l'initiative de la Plateforme des Employés Victimes [de la politique néolibérale] des Entreprises publiques (PEVEP)» (édition du 25 Septembre 2012).

Le vendredi 21 septembre, plusieurs milliers de personnes, selon RFI, avaient gagné les rues au Cap-Haïtien pour exprimer leur colère contre le gouvernement. La population du Cap manifestait contre la cherté de la vie, considérant que le président Michel Martelly n'avait pas rempli les promesses faites lors de sa campagne électorale. Un mécontentement qui s'était exprimé au cours des derniers jours dans plusieurs villes de province, notamment à Jacmel et aux Cayes, toujours selon RFI qui titrait : «En Haïti, la grogne populaire contre le gouvernement ne faiblit pas».

A Miragoane, dans le département des Nippes, au sud d'Haïti, plusieurs centaines de personnes étaient descendues dans les rues, ce même vendredi 21 septembre. Ils entendaient ainsi protester contre la cherté de la vie et le chômage. Ils scandaient aussi des propos hostiles à l'endroit du président Martelly et de son premier ministre Laurent Lamothe, selon ce que rapportait le journal Le Matin. Et on n'oubliera pas de sitôt la colossale manif *voye l ale-katon wouj-di Obama kenbe kalanbè a,* en date du 30 septembre 2012, à travers les rues de Cité Soleil, à l'initiative du sénateur Moïse Jean-Charles. Manif symbolique d'un autre tour de vis à travers l'inconscience, l'incohérence, la malévolence, la malveillance et les violences du gouvernement Martelly-Lamothe. Mais jusqu'à présent, le boulon se fait attendre.

Des milliers de personnes, avec (encore) à leur tête le Sénateur Moise Jean-Charles farouche opposant du président Martelly, ont manifesté sans incident au Cap-Haitien, le mercredi 14 août dernier, selon Haïti Press Network, rapporté sur le site Tropik. Les manifestants ont circulé dans les rues de la Métropole du Nord, pour protester contre « la cherté de la vie, le chômage, l'insécurité et les messages à "l'oral" du Président Martelly ». Ils ont également réclamé que « lumière soit faite sur la mort du Juge Jean Serge Joseph ».

Des milliers de manifestants, au Cap-Haïtien, ont réclamé, le lundi 30 septembre dernier, à l'appel de «Baz Popilè Nò», proche de Fanmi Lavalas, la démission et l'arrestation du chef de l'Etat et du Premier ministre, au cours d'une gigantesque manifestation qui devait commémorer les 22 ans du coup d'Etat militaire contre l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, selon le journal Le Nouvelliste (30 septembre 2013). Sur tout le parcours, les manifestants, pancartes et branches d'arbres en main, lançaient des propos hostiles au chef de l'Etat, le qualifiant d'«ancien ninja» qui travaillait, dans le temps, à la solde du major Michel François. La manif avait sillonné diverses artères de la ville, sans incident, à part des échauffourées enregistrées au centre-ville, entre policiers et manifestants, sur un raccourci proposé par la police, mais refusé par les participants à la marche de commémoration du coup d'Etat du 30 septembre 1991 et de protestation contre le régime Kaletèt.

Plusieurs milliers de sympathisants de Fanmi Lavalas et du Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD) ont participé, à Port-au-Prince, le lundi 30 septembre dernier, à une manifestation afin de marquer le 22ème anniversaire du coup d'état contre le président Jean Bertrand Aristide, selon ce qu'a rapporté Radio Métropole. Les manifestants lançaient des slogans hostiles au gouvernement et réclamaient la démission du président Michel Martelly. Ils réclamaient, dans le même temps, la libération des prisonniers politiques et la levée de l'interdiction de départ à l'encontre de l'avocat André Miche

La manifestation s'était déroulée sous le signe d'une alliance entre les dirigeants du MOPOD et les leaders de Fanmi Lavalas. Toutefois la marche avait été dispersée par les forces de l'ordre quand des manifestants voulurent franchir un barrage policier érigé dans des artères attenantes au Palais National. Les policiers tirèrent des coups de feu et firent usage de gaz lacrymogène pour disperser la manif. Les manifestants n'avaient pas pu boucler leur parcours sur la Place de la constitution au Champ de Mars mais plusieurs d'entre eux avaient pu se rendre devant le Parlement, toujours selon Métropole.



La force de résistance des couches défavorisées et leur longanimité dans l'adversité sont à la racine de cette dynamique de vis Kita en attente d'un boulon Nago, organisationnel, mobilisateur pour en finir avec la honte et l'indécence majuscules du gouvernement Martelly-Lamothe.



Le parcours du bois Kita Nago des Irois jusqu'à Ouanaminthe a voulu montrer qu'une force puissante, pacifique, faite de courage et de détermination se développe au sein des masses populaires.



La vis de colère citoyenne et de rejet du nauséabond régime Martelly a suffisamment vrillé son chemin à travers l'impatience populaire. Il ne manque que le boulon d'une mobilisation manche longue contre les dents bien longues et les mains trop longues du pouvoir pour parfaire l'opération finale tant attendue de la population.

C'est dire que à travers le pays une vis de mécontentement, de colère, de déception, d'exaspération, de grogne, d'insatisfaction a déjà vrillé son chemin à travers les innombrables et graves vicissitudes qui sont le lot de la population. Elle perce inexorablement le mur de la honte, de la déchéance morale et d'une inconscience sans borne manifestées par le tandem Martelly-Lamothe. Des clameurs montent de partout au pays en écho à ce mouvement de vrille en attente de boulon.

Les médias non inféodés au régime font leur travail et dénoncent régulièrement les dérives tragiques du gouvernement Martelly, particulièrement sa volonté manifeste de baboüquetter la presse. Solidaire des manifestations de révulsion de la conscience citoyenne face à la conduite politique et morale dépravée de Martelly et de sa bande de ouistitis, ouistutus et ouistatas, elle contribue à enfoncer davantage la vis de colère populaire à travers le mur des violences anti-citoyennes de Martelly et de son petit cénacle de saltimbanques *sousou*, baraquins, tabarins, *tenten*, maringouins, menteurs, bonimenteurs, salisseurs, farceurs, phraseurs, aloral'eurs, baratineurs, *madigra, chaloska*, scélérats, malfrats, vicieux, pouilleux, fripouilleux, merdeux, scrofuleux et autres pesteux, amateurs, acheteurs, distributeurs, vendeurs et revendeurs de *poud la*.

La vis de colère citoyenne et de rejet du nauséabond régime Martelly a suffisamment vrillé son chemin à travers l'impatience populaire. Il ne manque que le boulon d'une mobilisation manche longue contre les dents bien longues et les mains trop longues du pouvoir pour parfaire l'opération finale tant attendue de la population. Pour y arriver, il faudra bien que les partis politiques, particulièrement les rares qui jouissent d'une audience populaire, les éléments conscients de la société civile, les représentants des courants religieux, les organisations de défense des droits du citoyen, les étudiants, les associations civiques et professionnelles, se rangent à l'idée et à la réalité d'un sérieux, mobilisateur et dynamique *men kontre* avec les masses et leurs représentants, pour enfin ajuster le boulon du déferlement populaire qui devra balayer la honteuse mascarade lamotho-martellyste.

*Vis la pase, boulon p*èp la deja pare.

Rezolisyon Fowòm Popilè, 29 Septanm 2013, Pòtòprens

Kowòdinasyon Desalin (KOD) ap prezante rezolisyon final ki te soti nan kokennchenn fowòm ki te reyalize dimanch 29 septanm lan nan lokal Fany Villa a, avèk plis pase 100 patisipan ki te soti nan kat kwen peyi a.

Entwodiksyon

Gouvènman Michel Martelly-Laurent Lamothe la pa janm legal nan peyi a, paske Konsèy Elektoral Pwovizwa (KEP) a, sèl abit eleksyon yo, se Madan Manigat ak Jude Celestin li te bay ki pou ale nan dezyèm tou. Se Wachintonn, OEA ak fòs okipasyon an MINUSTAH atravè Edmond Mulet ki t ap pase Ayisyen lòd, kijan pou yo fè eleksyon epi ki moun ki pou ladann, ki te vin enpoze yon dezyèm tou eleksyon 20 Mas 2011 ant Mirlande Manigat ak Michel Martelly. Rejim sa a ki soti nan yon eleksyon tètchat pa genyen okenn lejitimite pou majorite pèp Ayisyen an.

Depi Hillary ak Bill Clinton te fin enstale Martelly, se nan yon je zegui lavi pèp la ap pase anba tout kalite tray. Premye zak ilegal Martelly poze se pran lajan karebare san Palman an pa okouran sou tout Transfè ak apèl Telefòn entènasyonal yo ayisyen aletranje ap fè pou ede fanmi yo.

Met sou sa, li tonbe manifeste otorite l nan fè vyolans ak represyon tankou 22 oktòb 2011, li eseye kraponnen vwazen l epi fè gwo presyon sou li pou l te kab pran kay vwazen an. 26 oktòb 2011, li arete yon depite anfonksyon. Nan jou ki te 17 fevriye 2012, Martelly akonpaye yon bann sanmanman pran lari Pòtoprens depi nan Ayewopò desann nan Fakilte Etnoloji a, kote y al atake etidyan yo, tire sou yo.

Martelly atravè yon pakèt pwojè bidon, "per diem" tèt nèg, ak lòt zak "banditis legal", vòlè kòb leta. Sa pa rete la, yon jounalis Dominiken Nuria Piera devwale yon pakèt dokiman ki montre aklè Martelly te pran $2.6 million lan nan men yon senatè peyi l yo rele Felix Bautista pou l te fè kanpay elektoral li.

Gouvènman sa a se yon bann drògdilè ki ladan l nou pa kab bliye deklarasyon Sherlson Sanon fè sou senatè Edo Zenny ak Joseph Lambert pou dròg ak zak sasinay ak kriminèl yo fè sou moun nan popilasyon an. Jiskaprezan Chèf gangstè yo rele Clifford Brant lan pa janm jije, sitou Ollivier pitit Martelly, sekirite Martelly te lonmen nan gang sa a ki t ap kidnape moun nan peyi a.

Atak kont laprès yomenm nou pa kab konte yo, tèlman yo anpil. Dènye a se atak Jij Lamarre Belizaire fè sou Radyo Kiskeya.

Men pi gwo krim gouvènman sa a, se lanmò jij Jean Serge Joseph. Martelly ak Premye minis Laurent Lamothe ak Minis Jistis Jean Renel Sanon koze apre yon reyinyon, jedi 11 jiyè nan biwo Garry Lissade ak jij la. De jou apre, jij la pral mouri, akoz tansyon sou presyon yo te fè sou li, oubyen akoz pwazon yo ta ba li. Men sa k pi grav la, yo bay manti ak nasyon an ak tout je chèch, kòmkwa yo pat menm konn jij la, alevwa pou yo t al nan reyinyon ak li.

Se konsa de (2) Komisyon espesyal nan palman an aprè ankèt yo mennen pibliye yon rapò kote yo mande karebare pou mete Martelly, Premye minis Laurent Lamothe ak Minis Jistis Jean Renel Sanon annakizasyon.

Trèz (13) depite siyen **mizannakizasyon** an kont Martelly. Men, tout moun konnen ak lajan Prezidan Martelly ap pran nan trezò piblik la san konte lajan Petrocaribe a, li achte yon majorite nan depite yo. Alò mizannakizasyon kapab jwenn baryè, anpeche Sena a rive jije Martelly ak akolit li yo.

Sa vle di wout legal pou destitye Martelly atravè palman an bloke. Sèl mwayen ki rete se pouvwa popilè a ki pou fè volonte pa l pase paske nou pa kab pran plis ankò. Abraham di sètase !

Martelly te pran pouvwa ilegalman, malerezman se limenm ki pwomilge amandman Konstitisyon 1987 la, kidonk amandman sa a pakab valab. Pou noumenm tout desizyon k ap pran pou pote yon alemye san konfizyon pou peyi a **dwe chita sou Konstitisyon 1987 la.**

Oganizasyon popilè yo jounen jodia vle pran responsabilite yo devan Listwa pou yo deside goumen kont Pouvwa ilegal sa a ki pa gen okenn lejitimite men ki kontinye ap fè sa k pa sa pou sal figi peyi a pi rèd nan enterè peyi enperyalis yo.

Sitiyasyon nou ye jounenjodia se Wachintonn, OEA ak Okipasyon Nasyonzini an ki mete nou la. Gouvènmam an pa gen kapasite pou l delivre anyen pou amelyore lavi pèp la, se poutèt sa nou menm òganizasyon popilè ki reyini jodi a nan Fany Villa nou deside fòk lalin peyi a chanje katye.

Pwopozisyon

Noumenm nan **Kòwòdinasyon Desalin** nou pwopoze tout sektè peyi a mete tèt yo ansanm pou fòme yon **"Konsèyleta"** pou mennen peyi a obonpò. Se pa yon koudeta, ni yon kidnapin, nou pa gen zam lan men nou, pou n al tire sou pèsonn. Nou pa la pou sa, se pa pratik pa nou. Nou se pitit peyi a, si lavi peyi a andanje, peyi a bloke, prèt pou mouri, se noumenm pitit li anpremye ki pou pote bonjan renmèd, bonjan solisyon pou li.



Plis pase 100 delege te soti nan kat kwen peyi a, pou te vin patisipe nan kokennchenn fowòm ki te reyalize dimanch 29 septanm lan nan lokal Fany Villa

Se nan sans sa a, chak sektè pral genyen pou l patisipe nan travay Tèt ansanm sa a. Sa k fè peyi a mache se diferan fòs k ap travay ladann l tankou : Peyizan yo, Etidyan yo, Fanm yo, Jèn yo, Sendika yo, Patwon yo, Pati Politik yo, Sosyete Sivil la ak Sektè relijye yo, elatriye.

Nou pwopoze yon **Jij onèt ak serye nan Lakou Kasasyon** ak yon **Konsèyleta 13 manm** k ap genyen yon reprezantan:

1) òganizasyon peyizan yo
2) òganizasyon popilè yo
3) pati politik yo
4) òganizasyon fanm yo
5) sektè sendikal la
6) sektè patwonal la
7) sektè vodouyizan yo
8) sektè protestan yo
9) sektè katolik la
10) etidyan
11) jèn yo
12) sosyete sivil la
13) pati nonnaliye yo

Palman

Tout palmantè, savledi depite yo ak de tyè (2/3) Sena, ap toujou rete nan plas yo jiskaske manda yo fini nan lane 2015. Yo ta kontinye jwe wòl yo nan Palman an. Konsèyleta t ap gen dwa menm pou konvoke yo nan sesyon ekstrawòdinè si nesesè, memjan prezidan an ka fè l.

Byenke nou wè wout sa bloke poulemoman, nou pwopoze nou kontinye rele chalbari dèyè depite yo, sitou depite nan PSP, blok tètkale a, pou yo fè mizannakizasyon an jan 2 komisyon, 13 depite, ak Sena mande nan denyè vòt li pran 26 septanm. Li ta ideyal si depite PSP yo ta sispann fè mawonaj epi pran responsabilite devan listwa vote rapò palman an ak mizannakizasyon menm jan Senatè yo fè l.

Wòl Konsèyleta

Konsèyleta pral chita ansanm ak **Jij Kasasyon** sa a pou yo jwenn yon fòmil demokratik pou yo nommen yon gouvènman, sètadi minis nan diferan ministè peyi a epi yon premye minis.

Gouvènman sa a ta mete anplas yon **Konsèy elektoral pwovizwa demokratik** ki pou fè eleksyon jeneral nan peyi a pou tout pòs ki vid yo, nan yon delè ki pa depase 6 mwa.

Si ta genyen yon vakans nan Konsèyleta, sètadi yon moun ta kite ou mouri avan Konsèy la fin fè travay li, sektè ki ta afekte a ta toujou kapab voye yon nouvo reprezantan.

Peyi a pa ta dwe aksepte lajan pou eleksyon sa yo nan men okenn gouvènman etranje ak enstitisyon entènasyonal. Nenpòt peyi ki ta chwazi pou yon rezon oubyen yon lòt pote solidarite yo ak pèp Ayisyen, nou pap refize yo men yo pap kapab mele nan zafè entèn peyi a. Y ap bay sipò yo, men san okenn kondisyon.

MINUSTAH

MINUSTAH pa ta gen dwa mele nan pwosesis sa a, menm si li poko gentan wete tout twoup li yo nan peyi a. Dènye manm MINUSTAH pa ta dwe rete nan peyi a pita pase mwa Me 2014, jan rezolisyon Sena a mande l.

Konklizyon

Administrasyon Martelly a ansanm ak kèk lòt enstitisyon entènasyonal, sitou anbasad peyi enperyalis yo tankou Wachintonn, Paris, Ottawa, elatriye pral di sa nou pwopoze la a pa legal, pa resevab.

Fòk pèp la kanpe pou l defann sa li akouche a. Lè peyi enperyalis yo fè koudeta osnon eleksyon ilegal yo, menm lè pèp la konn rejte l, yo pa janm pran sa ankonsiderasyon. Tanpri souple, n ap mande yo kite pèp Ayisyen an pran desten l nan men l.

Sa nou pwopoze la a, li pi demokratik, pi otantik, pi onèt, pi souvren pase tout manèv enperyalis yo abitye fè nan peyi a. Li lè, li tan, pou pèp ayisyen sispann pran lòd nan men kolon yo, se nou ki pou konstwi pwòp demokrasi pa nou, paske nou se yon peyi, nou pa yon koloni, nou granmoun tèt nou.

Jan Thomas Sankara te di l: *"An nou oze envante lavni!"*

Rezolisyon Fowòm Popilè 29 septanm 2013 nan Pòtoprens !

Noumenm, òganizasyon ki te nan fowòm lan, nou dakò ak pwopozisyon KOD yo ki se :

1. - Pa ale nan eleksyon ak Martelly ak ekip tètkale nan tèt peyi a.

2.–Ranfòse mobilizasyon manch long kont Martelly ak fòs okipasyon Nasyonzini an, MINUSTAH.

4. -Anpeche tout depite PSP yo ki pa ta vote mizannakizasyon kont Martelly, Lamothe ak Sanon rantre lakay yo.

5. –Kontinye travay ak tout òganizasyon yo pou ranfòse kapasite refleksyon ak Pratik yo.

6. - Mete kanpe yon komite swivi ak tout òganizasyon ki te patisipe nan fowòm lan pou kontinye reflechi sou pwoblèm peyi a.

Pòtoprens 7 oktòb 2013, òganizasyon ki siyen yo se:

-Oganizasyon Tèt Ansanm nan Nip- (OTAN)
-Rasanbleman Popilè pou Chanjman-(RPCS)
-Oganizasyon Jèn Aktif pou Devlopman- (OJAD)
-Mouvman Revolisyonè pou Devlopman Nòdwès-(MRDNO)
-Oganizasyon Jèn Patriyotik pou Devlopman Baradè- (OJPB)
-OPDMK - Nòdwès
-KODESA/ Nò
-AFBPP -Nòdès
-OJANORD
-Mouvman pou Libète, Egalite ak Fratènite tout Ayisyen- MOLEGHAF
-Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo.
-RASH

A qui profite l'enveniment de la crise politique ?



De gauche à droite le Premier ministre , Laurent Salvador Lamothe , le Président de l'Assemblé nationale, Dieuseul Simon Desras, le Président de la République, Michel Joseph Martelly, et le Vice-président de l'Assemblée Nationale, Alexis Jean Tholbert

Par Thomas Péralte

La crise politique aiguë qui perdure toujours en Haïti est dominée essentiellement par le refus d'organiser les élections partielles, la présence continue des forces d'occupation de l'ONU et la poursuite de la mobilisation à travers le pays. La crise récurrente telle qu'elle se produit en Haïti, en effet, n'est jamais innocente, elle est l'expression même de la société mi- féodale mi- capitaliste dominée par l'occupation des grandes puissances impérialistes de l'occident. Dans une telle société, les rapports de domination se nourrissent d'illusion et de fausseté. Il y a toujours incompatibilité structurelle entre les intérêts de la classe dominante et la réalité évidente.

La classe dominée revendique la décolonisation mentale, économique et l'indépendance réelle, alors que les pays impérialistes et dominateurs comptent sur les collabos locaux pour dominer les masses populaires. Dans cet ordre d'idées, depuis plus de deux ans, ils ont placé l'équipe tètkale ayant à sa tête le président Martelly pour maintenir leur occupation, leur domination et exploitation à outrance sur le peuple haïtien. De l'autre côté, pour la classe populaire, la mobilisation populaire et l'organisation de la lutte sont l'unique solution à toute forme de crise fabriquée de toutes pièces pour maintenir Haïti sous l'occupation, l'exploitation et la domination capitaliste, dont les principales victimes ne sont autres que les masses populaires.

Les velléités du président Martelly de rendre dysfonctionnel le Parlement haïtien entre dans l'agenda d'envenimer la crise dans l'intérêt des classes dominantes d'ici et d'ailleurs. Au Parlement haïtien, le projet de loi électorale élaborée par le « Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent » (CTCEP) est toujours en discussion, le président Martelly tarde toujours à convoquer les députés en session extraordinaire pour voter ce projet de loi, après que le Sénat approuve des dizaines de modifications proposées par la commission.

Tandis qu'au CTCEP, l'exécution d'un soi-disant calendrier électoral proposé par le président de cette institution, Emmanuel Ménard provoque déjà des mécontentements au sein même de ladite institution. Le conseiller Néhémie Joseph et son collègue Léopold Bellanger ne s'associent pas aux démarches du président du CTCEP qui tente de mettre en application le pré-calendrier avec le processus de recrutement des membres des Bureaux Electoraux Départementaux (BED) et Bureaux Electoraux Communaux (BEC) et l'enregistrement des partis politiques. De plus, le conseiller Néhémie Joseph a dénoncé la décision unilatérale d'Emmanuel Ménard de procéder à la révocation de 14 employés de l'Institution électorale. Selon le conseiller Néhémie, les huit (8) autres collègues n'avaient pas été mis au courant d'une telle décision qui touche notamment des employés du bureau de communication, du secrétariat et de la direction de la logistique de l'organisme électoral. Il critique également le comportement du président de CTCEP qui a boudé une rencontre avec d'autres membres du conseil en vue de débattre certaines questions sensibles pour la bonne marche de l'Institution.

D'un autre côté, le lundi 14 Octobre dernier, une rencontre a eu lieu entre le président Michel Martelly et les présidents des deux Chambres du Parlement Simon Dieuseul Desras et Tholbert Alexis. Elle aurait débouché sur la formation d'une commission dans les trois jours qui s'en suivent devant plancher sur les dossiers relatifs au fonctionnement de l'institution parlementaire. Pour le sénateur Westner Polycarpe, le président Martelly n'a ni l'autorité ni légitimité pour convoquer et organiser des élections libres dans le pays, depuis que le Sénat ait voté la mise en accusation du président Martelly conformément aux dispositions constitutionnelles.

Quant au sénateur Wencesclass Lambert, proche du pouvoir, il se range du côté des sénateurs s'opposant à la dissolution du Parlement. En se référant de la loi électorale de juillet 2008, le sénateur Wencesclass se positionne contre le renvoi d'un autre tiers du Sénat le deuxième lundi de janvier 2014.

L'intervention de la Congresswoman Maxine Waters (D-CA), au Congres des Etats-Unis rappelait entre autres, la rumeur qui « veut que le président Martelly a l'intention de forcer ces dix sénateurs à quitter leurs fonctions en Janvier 2014 » a été le prétexte pour le Sénateur Wencesclass Lambert, proche du pouvoir, d'affirmer comme plusieurs de ses collègues, qu'il n'avait pas l'intention de quitter sa fonction, le deuxième lundi de janvier 2014.

Haiti Libre en date du 13 octobre 2013 rapporte que« Pour justifier sa position le Sénateur Lambert a avancé que «l'article 85 de la Loi électorale de 2008 stipule de façon claire et précise que le mandat des sénateurs de 2008 se termine le deuxième lundi de janvier 2015, conformément au mandat de 6 ans des sénateurs prévu dans la Constitution».

Ce à quoi Haïti Libre rétorque :«Une affirmation inexacte en ce qui concerne la loi de 2008 toujours en vigueur. En effet, rappelons que le Sénateur Wencesclass Lambert a été élu en 2009 et a prêté serment le 4 septembre de la même année. [Or] la loi électorale de 2008 publiée dans le numéro spécial #3 du Moniteur le vendredi 25 juillet 2008 stipule dans son article 85, alinéa b) « Le mandat des Sénateurs prend fin le deuxième lundi de janvier de la sixième année de leur mandat, quelle que soit la date de leur entrée en fonction. »

«Par contre, continue Haïti Libre, lorsqu'il fait référence à la Constitution amendée de 1987, l'article 95 stipule "Les sénateurs sont élus pour six (6) ans et sont indéfiniment rééligibles. Ils entrent en fonction le deuxième lundi de janvier qui suit leurs élections. Au cas où les élections ne peuvent aboutir avant le deuxième lundi de janvier, les sénateurs élus entrent en fonction immédiatement après la validation du scrutin et leur mandat de six (6) ans est censé avoir commencé le deuxième lundi de janvier de l'année de l'entrée en fonction". »

«Ce qui effectivement, dans ce cas, conclut Haïti Libre, fixe le terme de son mandat au deuxième lundi de janvier 2015. La loi de 2008 n'ayant pas été abrogée, comme de nombreuses autres lois haïtiennes, semble donc en conflit avec la Constitution. Mais la constitution en tant que loi mère se place au sommet de la hiérarchie des normes, elle doit primer sur les autres lois. La constitution fixe le mandat des sénateurs pour 6 ans, ce mandat doit être respecté».

Le renouvellement du mandat des forces d'occupation des Nations Unies, la MINUSTAH le 10 octobre dernier par le Conseil de Sécurité au mépris de la résolution du Sénat et des revendications du peuple haïtien démontre une fois de plus que les pays impérialistes et colonisateurs veulent à tout prix maintenir leur domination sur le pays le plus appauvri de la planète. Après environ dix longues années de la domination des forces étrangères sur la terre de Dessalines, rien n'a changé, tout s'empire. La MINUSTAH ne fait qu'augmenter les fardeaux du peuple haïtien par l'introduction et la propagation de l'épidémie de Choléra en Haïti. De ce fait, la communauté internationale alimente les crises politiques depuis le coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004 pour justifier sa présence en Haïti, facilitant ainsi le pillage continu des ressources et appauvrissant le pays.

Face à cette décision qui tend à s'aggraver de jour en jour, le peuple haïtien, éternelle victime des crises politiques à n'en plus finir, doit travailler au renforcement des organisations et au maintien de la mobilisation générale pour faire échec au projet de domination et d'exploitation des masses populaires. Les crises politiques profitent toujours aux colonisateurs-occupants et leurs collabos au détriment de la classe laborieuse. Tant qu'il y a domination, la lutte pour l'émancipation totale doit continuer jusqu'au bout.

En marge de ces démêlés politico-électoraux, le groupe « Baz Rebèl » de Petit-Goâve, retranché dans les localités de Mawoz et de Koutis, sur la Nationale No 2, menace de passer à une vitesse supérieure suite à la mort d'un de ses membres la semaine dernière, lors d'une intervention de la police.

Le groupe s'en prend également au chef de l'Etat, Michel Joseph Martelly, dont il réclame la démission. Il s'en prend également au député de Petit-Goâve, Stevenson Jacques Thimoléon, chef de la majorité présidentielle à la Chambre basse, qu'ils accusent de les avoir armés puis jetés en pâture.

Haïti, vue de l'intérieur (5)

Eau potable, l'Etat face à ses responsabilités

Par Catherine Charlemagne

La *Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement* (DINEPA) est un établissement public autonome relevant du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC). Cette institution a vu le jour sous la présidence de René Préval en 2009. Plus exactement créée par la loi du 25 mars 2009. Sa mission étant clairement définie par une loi cadre (art. 21) faisant des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (SAEPA) de la République les propriétés de l'Etat. Dans le même ordre d'idée, les pouvoirs publics reconnaissent que l'exploitation opérationnelle et commerciale est assurée par les *Offices Régionaux d'Eau Potable et Assainissement* (OREPA), entités publiques placées sous l'autorité de la DINEPA.

L'Etat voulait, à travers cet organisme nouvellement créé en remplacement de l'ancien *Service Hydraulique* encore un héritage de l'occupation de 1915 et l'ancêtre de la *Société Nationale d'Eau Potable* (SNEP) et la CAMEP la *Centrale Autonome Métropolitaine Eau Potable* (CAMEP) qui elle, desservait uniquement Port-au-Prince et ses environs, posséder une entreprise publique devenue acteur principal sur l'ensemble du territoire national. Du coup, c'est un organisme décentralisé à travers les départements, villes, communes et sections communales qui est chargé de l'ensemble des opérations relatives à l'exploitation, la distribution et la commercialisation de l'eau à travers la République.

Quatre (4) *Offices Régionaux de l'Eau Potable et Assainissement* (OREPA) sont créés pour superviser les différents *Centres Techniques d'Exploitation* (CTE) installés un peu partout dans le pays auxquels il faut ajouter une pléiade d'*Unités Rurales Départementales* (URD). Enfin, les fameux CAEPA (*Comités d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement*). C'est cette dernière entité qui, en principe, a la charge et le contrôle de l'arrivée de l'eau dans les foyers surtout dans les communes de moindre importance. En fait, le responsable de ce comité une fois élu ne fait qu'à sa tête.

Etant celui qui est chargé d'ordonner d'ouvrir et de fermer les vannes en direction de telles ou telles zones ou quartiers, parfois cela peut arriver qu'il soit en conflit avec un résident d'une zone ou un quartier, et tout bonnement, ce responsable décide de punir la personne en privant carrément la zone d'eau. Ce châtiment collectif arrive fort souvent dans les sections communales où les Casecs ou Asecs et mêmes des maires n'ont cure que leurs administrés reçoivent ou pas d'eau depuis des semaines. Sans oublier de mentionner cette forme de corruption ouverte au vu et au su de tous. C'est ce qui arrive quand tel ou tel notable de la zone, fatigué d'être privé d'eau sans aucune raison, décide de monnayer l'ouverture de la vanne avec le responsable du CAEPA. C'est aussi valable en sens inverse. Pour punir un contribuable ou un opposant politique, le député du coin peut imposer une fermeture de la vanne sous peine de faire révoquer le Président du CAEPA.

Dans les grandes villes et dans la capitale en particulier, la distribution de l'eau relève des gestes les plus improbables. D'ailleurs, 90% de logement à Port-au-Prince et des communes avoisinantes ne sont pas connectés aux réseaux de la DINEPA. Et parfois ceux qui le sont ne voient jamais la couleur de l'eau. Dès le départ, la DINEPA s'est vite écartée de la vision que faisaient les concepteurs de l'exploitation et la distribution de l'eau en Haïti. Déjà, parler d'eau potable pour la DINEPA peut porter à confusion. Comme nous l'avons dit plus haut, l'eau que la DINEPA distribue au hasard dans quelques rares maisons qui ont la chance d'être connectées est malsaine, impropre à la consommation et dangereuse pour la santé.

On ne trouvera personne saine d'esprit et de corps en Haïti pour utiliser l'eau de la DINEPA sans rajouter une forte dose de GIF ou d'aquatabs pour la traiter et ceci bien avant l'arrivée de l'épidémie de cholera ; maladie propagée par le contingent des soldats Népalais de la MUNISTAH, forces multinationales des Nations Unies implantées en Haïti depuis 2004. La DINEPA, avec ses multiples sigles, est une vraie usine à gaz dans laquelle les responsables semblent ne pas savoir comment s'y prendre pour résoudre le problème qui est pourtant de première importance, s'agissant de l'eau. un élément vital pour l'hygiène et la santé de la population. Que ce soit dans la région métropolitaine ou à travers le reste du pays cet organisme du service public ne fait pas exception au point de vue de gestion.

A l'image d'autres entreprises défaillantes de l'Etat, la DINEPA qui, en principe devait avoir le monopole de l'exploitation, de la distribution et de la commercialisation de l'eau, une denrée aussi importante que stratégique pour l'Etat, préfère se contenter d'organiser des colloques, des séminaires ou d'autres journées portes ouvertes à l'occasion des soi-disant journées mondiales de l'eau. Alors que, l'essentiel est ailleurs. Il est arrivé que la DINEPA réclame des sommes astronomiques à tels ou tels contribuables en guise de redevance envers elle, alors que la résidence en question n'a jamais été connectée ni par la DINEPA ni par la CAMEP son ancêtre. Des aberrations de ce genre on en trouve tous les jours dans le pays. Sur le papier, la DINEPA, par sa structure, couvre l'ensemble du territoire. Mais dans la réalité l'institution ne sert que quelques ilots, plus souvent bien ciblés.

Or, l'attente est énorme. En fait, la DINEPA oublie que l'Etat a obligation d'apporter ce service à ses concitoyens et qu'en aucune façon l'eau ne peut être considérée comme un luxe. C'est une question d'utilité publique. C'est un devoir pour l'Etat. Cela relève même de ses compétences régaliennes envers ses habitants. Si la DINEPA est condamnable pour son comportement élitiste, les pouvoirs publics, l'ordonnateur, sont encore plus coupables de cette vision totalement moyenâgeuse envers leur peuple. Comment penser qu'au vingt-et-unième siècle, un pays puisse tolérer et accepter une telle attitude envers ses habitants ?

Comment imaginer qu'un Etat laisse ses citoyens totalement à l'abandon au point de vue d'un élément aussi essentiel pour sa survie ? Même les instances internationales devraient intervenir auprès des autorités haïtiennes afin de remédier à cette situation aussi injuste que criminelle. Dans la plupart des pays du monde on fait la guerre pour se procurer de l'eau au profit des habitants. En Haïti, une île, où l'eau coule en abondance, l'Etat ne se soucie guère des besoins de la population en matière d'eau potable. D'ailleurs, la plupart des organisations internationales se comportent même en complices de cette politique inhumaine.

Voilà qu'on est obligé d'acheter un sachet ou une bouteille d'eau à chaque fois qu'on a soif, ce qui fait quant même un budget annuel assez élevé. Il y a dix, quinze ans, tout le monde buvait tranquillement l'eau du robinet sans se soucier du moindre mal. Et elle était potable. Soudain, elle devient infecte et ouvre un

Suite à la page (19)

Derrière la faim en Haïti

Par Ayiti kale je

Nous continuons avec la série de reportages des journalistes d'Ayiti Kale Je (AKJ), sur la faim en Haïti. Comme dans le journal précédent, nous avions parlé sur la Grand'Anse, particulièrement sur le programme de coupons alimentaires de CARE appelé initialement « Tikè Manje » (« Bon alimentaire ») et par la suite « Kore Lavni Nou » (« Soutenir notre avenir »).
Cette semaine, nous abordons la seconde partie consacrée à la Gonâve et à Savanette, un programme alimentaire de World Vision ciblant les femmes enceintes, les mères et les jeunes enfants. Ce programme s'inscrit dans le cadre du programme d'assistance pluriannuel (« MYAP » an anglais) qui doit se terminer vers la fin de 2013.



Agriculteur Merilus Derius, 71 ans, parle de ce que les familles d'agriculteurs haïtiens cultivaient dans le passé



Sonite Léonard avec son bébé. Elle n'est plus dans le programme de World Vision parce que son bébé est âgé de plus de 6 mois. Léonard nous a dit qu'elle apprécie la nourriture, mais "il ne vous permet pas de vivre comme vous voulez" parce que les bénéficiaires ne sont pas autorisés à vendre de la nourriture afin de payer l'écolage et d'autres nécessités.

Interrogations sur le programme alimentaire de World Vision

Un programme de distribution alimentaire à l'intention des futures et nouvelles mères et de leurs bébés est susceptible d'être responsable de l'augmentation des grossesses parmi les filles et les femmes vivant à Savanette et aux alentours, dans le département du Centre d'Haïti.

C'est le sentiment qu'ont plusieurs résidents et même des bénéficiaires d'un programme d'assistance pluriannuel de Vision World Vision financé par l'USAID (*Multi-Year Assistance Program*, MYAP), mené de 2008 à septembre 2013 dans cette localité et dans certaines autres communautés en Haïti. Dans le cadre du MYAP, World Vision distribue des aliments aux femmes enceintes et aux mères d'enfants de six à 23 mois (un programme connu sous l'appellation « *1,000 day programming* » ou planification sur 1 000 jours), de même qu'aux populations vulnérables comme les gens atteints du SIDA, les orphelins et les enfants souffrant de malnutrition. « *Certaines tombent enceintes chaque année, afin de recevoir gratuitement de la nourritur*e, objecte Carmène Louis, une ex-bénéficiaire. *C'est pourquoi il y a beaucoup plus d'enfants par ici. Si vous voulez être admise dans le programme, il vous faut absolument être enceinte […] Vous voyez des enfants [devenir enceintes à] 12 ou15 ans! Je crois que c'est un véritable problème pour Savanette.* »

Mais elle reconnaît aussi que certaines de ses voisines souffraient de la faim, disant que « *loin de s'améliorer les choses empirent* ».

À cause du manque de statistiques actualisées, Ayiti Kale Je (AKJ) n'a pas été en mesure de vérifier si la natalité avait réellement augmenté à Savanette.

Une enquête menée pendant une année a révélé que plusieurs personnes de ce village situé près de la frontière avec la République dominicaine – y compris des notables, des membres de la radio communautaire, un agronome, et de nombreux bénéficiaires – pensent que le MYAP a conduit des jeunes filles et des femmes à recourir à la grossesse pour pouvoir recevoir du blé boulgour, des fèves, de l'huile végétale, et de la farine lors des distributions mensuelles.

Un rapport sur les programmes d'aide alimentaire en Haïti financé par l'USAID semble confirmer cette perception. Des évaluateurs pour l'Analyse USAID-BEST de 2013 ont constaté une « *augmentation des grossesses dans une région rurale et la possibilité que ce phénomène soit lié à la perception qu'a le public du programme de planification sur 1 000 jours* ». Toutefois, le rapport ne mentionne pas de quelle « *région rurale* » il s'agit.

Comme plusieurs des personnes interrogées, l'agronome Ruben Louis-Jeune assure que ce phénomène est en cause et a fait part de ses préoccupations. « *Certaines tombent enceintes à dessein*, dit-il, faisant remarquer que « *des adolescentes donnent souvent naissance. La population augmente, les gens font des enfants mais ils ne pourront pas prendre soin d'eux ou payer pour l'école.* »

Interrogé au sujet de l'augmentation présumée des grossesses, le secrétaire d'État pour la relance de l'agriculture d'Haïti confirme que, bien qu'il ne soit pas au fait de la question, cette hypothèse n'est pas exclue. « *Je travaille dans le Plateau central depuis 15 ans*, explique-t-il à AKJ. *Si je ne vous parle que des effets pervers des programmes dont j'ai personnellement connaissance […] il y en a énormément!* »

Le programme MYAP de World Vision fournit également aux nouvelles mères des soins prénataux et de l'assistance pour les potagers aux femmes enceintes ainsi qu'une formation sur la « *Communication pour faire évoluer les comportements* » (« *Behavior Change Communication* ») et d'autres prestations par l'intermédiaire de « *Clubs pour mamans* ». De plus, le programme comporte plusieurs autres volets destinés à aider les fermiers haïtiens à améliorer leurs techniques d'élevage ou le rendement de leurs cultures, dont une d'assistance et de formation technique à l'intention des associations de fermiers, la distribution de semences et de bétail, le soutien à l'amélioration de l'irrigation, entre autres.

AKJ ne s'est pas penchée sur ces aspects du programme. Les journalistes se sont uniquement concentrés sur l'aide alimentaire et sur ses effets réels ou perçus à Savanette et aux alentours.

Le programme d'aide alimentaire constitue une tentative par l'USAID pour cibler les populations vulnérables, notamment les enfants.

Le gouvernement haïtien et les agences étrangères disent qu'au moins 21% des enfants souffrent de « *retards de croissance* », ce qui signifie qu'ils souffrent d'une insuffisance pondérale et qu'ils sont d'une taille inférieure pour leur âge. Certaines provinces éprouvent plus de difficultés que d'autres et la prévalence des retards de croissance est généralement plus élevée chez les enfants des régions rurales.

Depuis 2008, l'USAID finance les MYAP qui doivent être gérés par World Vision, ACDI/VOCA et les Catholic Relief Services (CRS) dans trois différentes régions du pays. Les agences reçoivent de l'argent et des aliments, soit environ 14 000 tonnes métriques (MT) d'aide alimentaire par année pour la période de 2011 à 2013. (Les organismes ont reçu et distribué de plus importantes quantités en 2010 et 2011 dans le cadre de la réponse au séisme.)

World Vision a reçu 4 275 MT pour l'exercice fiscal de 2012 et environ 3 830 MT pour l'exercice fiscal 2013. Cette agence, basée aux Etats-Unis, a également reçu US$80 millions pour la subvention, à laquelle elle a contribué de ses propres fonds. Le programme a coûté plus de US$90 millions de 2008 à 2012 et a été prolongé d'une année. (AKJ n'a pas pu savoir combien serait déboursé pour l'année supplémentaire.)

Les programmes de distribution alimentaire de Vision mondiale à la Gonâve, dans le Plateau Central, et d'autres parties du département de l'Artibonite coûtent environ US$4,5 millions par année, selon le responsable des communications de l'organisme, Jean-Wickens Méroné.

D'après une évaluation de World Vision de son propre travail, publiée en 2012, l'aide alimentaire a eu des effets positifs. Au cours des trois premières années du MYAP, indique le rapport interne, le nombre de cas de « *retards de croissance* » a diminué de 23,5% à 6% chez les enfants âgés de six à 59 mois.

L'aide alimentaire « *cause plus de tort que de bien* »

Certaines personnes, à Savanette et aux alentours, souffrent de malnutrition. Dans les rapports des deux dernières années de FEWSNET [lire **Quantifier la faim**], la région de Savanette est assez fréquemment considérée comme étant « *sous pression* », qui constitue le deuxième niveau d'une échelle de 1 à 5, sur laquelle 1 correspond à l'« *absence d'insécurité alimentaire* » et 5 à une « *catastrophe ou famine* ».

« *La faim est présente ici*, note l'agronome Jeune. *La distribution d'aliments ne constitue pas en soi un problème. Elle a de légers effets positifs, mais quand vous investiguez, vous vous rendez compte qu'il y a beaucoup plus de négatif que de positif.* »

À l'instar de Jeune, les cultivateurs et les résidents de Savanette s'interrogent sur le programme, qui s'inscrit dans le cadre de décennies d'aide alimentaire.

En plus de l'augmentation, réelle ou perçue, du nombre de grossesses, AKJ a également découvert que les cultivateurs et agronomes sont convaincus que l'aide alimentaire a contribué à créer une culture de dépendance, qui décourage les gens de travailler leurs terrains et de planter des céréales jadis importantes comme le sorgho. Elle a aussi encouragé les consommateurs à acheter du riz importé plutôt que d'acheter ou de planter du sorgho, du maïs et d'autres cultures comme par le passé.

Même des bénéficiaires soulèvent des questions au sujet du programme.

En automne 2012, des journalistes de AKJ ont interrogé 25 familles bénéficiaires, dont toutes

Suite à la page (19)

Lettre aux Parlementaires dominicains!

DE : Groupe Parlementaires pour le Renforcement Institutionnel (PRI)
Aux : Députés dominicains
Objet : Dénonciation de l'Arrêt « TC/0168/13 » de la Cour Constitutionnelle de la République Dominicaine.

Honorables parlementaires dominicains,

Nous sommes à une époque où les Nations du monde sont de plus en plus inter-reliées par le commerce des marchandises, par le droit naturel et par la dignité humaine. Or la Cour constitutionnelle, une institution de votre Etat qui aurait dû être le garant de l'ordre juridique interne et un maillon de la nécessaire et acquise chaîne du droit international, lequel droit fut conceptualisé et mis en pratique au XVIIe siècle pour civiliser la guerre, a pris une décision aussi bien juridiquement absurde et anti-conventionnelle qu'humainement indigne contre un groupe de ses citoyens, descendants centenaires d'autres peuples et plus particulièrement de la population haïtienne.

Messieurs et Mesdames les députés, dignes représentants du peuple dominicain, au nom aussi bien de la fraternité que du pacte de paix et d'entraide liant les Etats décents du monde, nous vous demandons, en attendant que vous votiez une loi interprétative de la loi relative à la nationalité, de prendre une résolution condamnant et déclarant solennellement nulle et non avenue la décision de la Cour constitutionnelle de votre pays enlevant le droit laborieusement acquis de la nationalité à de nombreux individus dont le seul crime est d'avoir des parents qui ont migré vers votre pays il y a de cela huit décennies.

Cette résolution aura une double valeur. En premier lieu, elle montrera à la communauté des Etats décents et démocratiques que cet arrêt scélérat prononcé par la Cour constitutionnelle n'est pas l'œuvre du peuple dominicain que vous avez l'honneur de représenter, lequel peuple, nous semble-t-il, a toujours manifesté et manifeste encore une grande générosité et une sincère tolérance vis-à-vis des étrangers. De plus, cette résolution constituera une protection éthique voire morale pour les citoyens dominicains et les descendants de ceux-ci qui vivent dans d'autres pays étrangers et qui contribuent sans doute à l'enrichissement matériel et immatériel d'autres nations.

En second lieu, elle constituera un testament patriotique sinon une plaidoirie pour violation de l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention américaine relative aux droits de l'homme – adoptée à San Jose, Costa-Rica, le 22 novembre 1969, à la Conférence spécialisée interaméricaine sur les droits de l'homme –, laquelle Convention, en son préambule, réaffirme la volonté de « consolider sur ce continent [américain], dans le cadre des institutions démocratiques, un régime de liberté individuelle et de justice sociale, fondé sur le respect des droits fondamentaux de l'homme » et reconnait « que les droits fondamentaux de l'homme ne découlent pas de son appartenance à un Etat donné, mais reposent sur les attributs de la personne humaine, ce qui leur justifie une protection internationale, d'ordre conventionnel, secondant ou complétant celle que procure le droit interne des Etats Américains », et en son article 20 traitant du droit à une nationalité stipulant que : (1) Toute personne a droit à une nationalité ; (2) Toute personne a le droit d'acquérir la nationalité de l'Etat sur le territoire duquel elle est née, si elle n'a pas droit à une autre nationalité ; (3) Nul ne peut être privé arbitrairement de sa nationalité ni du droit de changer de nationalité.

Mesdames et Messieurs nos collègues parlementaires dominicains, compte tenu de la dynamique intégratrice du monde moderne, notamment l'intégration régionale à l'esprit de laquelle adhèrent nos deux Etats libres et démocratiques, nous députés du Groupe PRI, ne souhaitons nullement que nos deux chers pays en arrivent à régler leurs différends par devant une Cour régionale ou internationale. Dans cette perspective, nous vous demandons de rappeler au plus vite à l'ordre à la fois la Cour constitutionnelle, et ce malgré sa relative indépendance – puisque ses décisions sont susceptibles d'appel devant une juridiction internationale pour contrôle de conventionalité –, et le Pouvoir exécutif de votre pays et de les remettre, au nom de la nouvelle et nécessaire constellation politique post-nationale, au nom du droit international et de la solidarité socio-économique insulaire, sur la voie de la raison et de la justice.

Honorables confrères et consœurs parlementaires de la République Dominicaine, dans l'espoir que notre humble mais humaine demande sera agréée, veuillez recevoir nos insulaires, solidaires et civilisées salutations.

Pour le Groupe PRI,

Me Sadrac DIEUDONNE, Av.
Député
Président

As International Delegation Pressures UN Officials to End Occupation: MINUSTAH Now Sees "Possible" Withdrawal after 2016, Official Says


Kim Ives/Haiti Liberté

From left to right, unionist Fignolé St. Cyr, Senator Moïse Jean-Charles, William Gardner and Patrick Hein of the UN, Barbara Corrales of Brazil's "To Defend Haiti is To Defend Ourselves," and Ray Laforest of the CWA and International Support Haiti Network (ISHN).

by Kim Ives

A high-ranking UN official is now saying that the Security Council plans to keep UN troops in Haiti for another three years despite a unanimous Haitian Senate resolution demanding their departure no later than May 2014.

On Oct.10, a large international delegation met with United Nations officials at the UN headquarters in New York to express their strong opposition to the continuing foreign military occupation of Haiti and to demand the immediate withdrawal of troops. The same day, the Security Council voted to renew the mandate deploying UN troops in Haiti for another year, until Oct. 15, 2014.

Led by Haitian Senator Moïse Jean-Charles, the 14 delegates from Haiti, Brazil, Mexico, Guadeloupe, and the United States met with William Gardner, the Integrated Operational Team Leader for the UN's Europe and Latin America Division of the Department for Peacekeeping Operations (DPKO), and his assistant Patrick Hein.

This is the third year that the international committee "To Defend Haiti is to Defend Ourselves," based in Brazil, has organized a delegation to pressure UN officials to withdraw the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), which was deployed on Jun. 1, 2004.

At last year's meeting, Gardner said that the MINUSTAH would possibly be withdrawn after 2015. At this year's meeting, he pushed back the "possible" exit date another year until 2016.

"So the Secretary General will provide to the Council in his next report [on Haiti] in March a series of proposals for a post-2016 scenario, which could include a departure of MINUSTAH," Gardner told the delegates in a conference room on the Secretariat's 27th floor. "All options are possible."

The response outraged the delegates, who all presented arguments for why the UN must leave Haiti.

"In 2004, President George Bush invited Brazil's president [Ignacio da Silva] Lula to have Brazil lead UN troops in Haiti for only six months," said Barbara Coralles, the coordinator of the Brazilian anti-MINUSTAH committee which has affiliates throughout Latin America, North America, and Europe. "Now, it's been almost 10 years. Why is the sovereignty of the Haitian people being trampled?"

Sen. Moïse Jean-Charles stressed that the Haitian people, via their elected representatives, have resoundingly rejected the presence of UN troops on Haitian soil, which is in flagrant violation of the Haitian Constitution and of Chapter 7 of the UN Charter.

"We are not at war," Jean-Charles told Gardner. "How can we have United Nations troops stationed in Haiti? In a Senate resolution we called for MINUSTAH's withdrawal from the country and we clearly said: after May 28, 2014, MINUSTAH should be out of Haiti."


A delegation of 14 parliamentarians, unionists, and activists from Haiti, Brazil, Guadeloupe, Mexico, and the U.S. met with UN officials on Oct. 10 to demand that MINUSTAH troops leave Haiti immediately.

"It is a form of modern colonialism," the senator added. "It is obstructing our self-determination."

The delegates from Guadeloupe, Mexico, and the U.S. also explained to Gardner why people in their nations opposed the MINUSTAH and would fight for its end.

"We would like to see the UN live on," said Colia Clark of the Guadeloupe Haiti Tour Committee, who has visited Haiti several times to speak against MINUSTAH, "but live on as a body that represents the people of the world and not the international corporate capitalist interests, especially those of the United States, that it now seems to serve." Clark is a veteran of the U.S. civil rights struggles, having worked and marched with Medgar Evers and Martin Luther King, Jr..

The delegation also visited with unions in New York with an eye to deepening ties of solidarity and support. On Oct. 10 it met with Arthur Cheliotes, the President of Local 1180 of the Communications Workers of America (CWA) and on Oct. 11 with Ozzie Lo Verme, the president of Local 808 of the International Brotherhood of Teamsters.

Finally the delegation held a meeting with the Haitian community of New York at *Haïti Liberté*'s Brooklyn office on the evening of Oct. 11, where Sen. Moïse Jean-Charles, Yves Pierre-Louis of *Haïti Liberté*'s Port-au-Prince office, and Eddy Damas and Jocelyn Lapitre of the delegation from Guadeloupe spoke. Luis Baro, a

Suite à la page (16)

Food Voucher Program Hurt Farmers, Favored U.S. Exports


Haiti Grassroots Watch (HGW)

Marie Edith Dubrevil holds up coupons and cards from a CARE food program in the Grande Anse. Before the program, she and her aunt mainly ate breadfruit, plantains, sweet potatoes, yam, and taro. "Now we eat rice, beans, and cornmeal," her aunt said.

by Haiti Grassroots Watch

A "test" food voucher program in the Grande Anse *département* (province) on Haiti's southern peninsula promoted consumption of imported rather than local food for almost 18,000 families, despite claims to the contrary.

In addition, the program – run by CARE with funding from the U.S. Agency for International Development (USAID) and supposedly meant for victims of the Hurricane Tomas who had lost their crops – did not begin until 11 months after the storm hit on November 5, 2010.

The program launched in October 2011, when food security was improving. The "Food Security Outlook" report for that period – July-December 2011 – noted that parts of Grande Anse were "stressed," but went on to say that "with the promise of more or less satisfactory harvests in Grand' Anse [sic], the upper Artibonite, and the Southeast, food security conditions in these areas are expected to improve between October and December." The report is one put out every three months the Famine Early Warning Systems Network (FEWSNET), a U.S. government-run office that predicts hunger and famine in conjunction with the Haitian government and USAID.

Despite the improved forecast, CARE launched "*Tikè Manje*" ("Food Voucher") program, which later changed its name to "*Kore Lavni Nou*" ("Supporting Your Future"). Funded by USAID, it also had the endorsement of the government's "*Aba Grangou*" ("Down with Hunger") leadership. After a timid beginning in October 2011, the program got into full swing in the spring of 2012 – 16 months after Hurricane Tomas – a year-long Haiti Grassroots Watch (HGW) investigation determined.

HGW asked the head of the government's *Aba Grangou* program why CARE's program was allowed to start so late.

"The project was meant to help people affected by Hurricane Tomas," Director Jean Robert Brutus admitted. "By the time the project started, Grande Anse had probably already started to recuperate. But since it had already been set up, the U.S. government decided to implement it."

When CARE was asked why Grande Anse was selected, rather than other areas of the country – notably the Northwest, which habitually suffers from extreme hunger – the program's coordinator, Tamara Shukakidze, said that CARE and another USAID contractor chose Grande Anse to carry out "a test" after the hurricane caused damage. In interviews with HGW, Brutus also used the word "experiment."

The program "is simply a test in certain regions to see if we can implement the program everywhere in the country," explained Shukakidze in a March 2013 interview, while the program was still ongoing. At the time, CARE was hoping to be a contractor for a future USAID-funded US$20 million "social security net" program that will include food vouchers, CARE spokesman Pierre Seneq told HGW.

People get imported food, government gets a 10% cut

Some 12,000 families were chosen by CARE and community leaders for the *Kore Lavni Nou* program, reportedly according to the following criteria: families with no or little land, with two or less animals, and/or with a child head-of-household or family members who were disabled, extremely elderly, HIV positive, or had other challenges.

Each beneficiary received a monthly voucher worth 2,000 gourdes (about $US46.51) that could be redeemed at specific merchants for specific quantities of rice, vegetable oil, beans, imported dried herring, corn meal, pasta, and bouillon cubes. HGW research in several Grande Anse communes revealed that almost all the products came from U.S. producers. (HGW was not able to visit every single *Kore Lavni Nou* store.)

U.S. law stipulates that almost all U.S. food aid must be U.S. grown and processed food.

Like many other food voucher and cash transfer programs in the country, CARE signed a contract with the mobile telephone company Digicel to assure the cash transfers. In addition to paying Digicel for those services, the CARE program – and all others – have to pay the Haitian government 10% on all "mobile money transactions, including transfer to beneficiaries, vendor payment, and cash out," according to a 2013 USAID report.

After Hurricane Sandy caused damage to some Grande Anse farms in October 2012, CARE extended the program with a "Phase 2," adding 5,708 people to the roll, meaning that a total of 17,708 beneficiaries in Grande Anse received food coupons up through the end of August 2013, according to CARE spokesman Seneq. (Another 8,000 families in the Artibonite and Northwest provinces were also added to the rolls for the period April 2013-end of October 2013.)

"A total of over US$5 million will be directly distributed to families facing food insecurity," Seneq explained in a Jun. 18, 2013 email

According to the USAID 2013 BEST report, CARE received US$7.4 million for the Grande Anse program.

Program criticized by farmers, agronomists, others

Dejoie Dadignac, coordinator of *Rezo Pwodiktè ak Pwodiktris Agrikòl Dam Mari* (ROPADAM – Network of Dame Marie Agricultural Producers), told HGW that the food voucher program represents "a terrible threat" to Grande Anse farmers.

ROPADAM was one of seven organizations that signed a four-page document denouncing the program in July 2012. The organizations said they were shocked that their communities had been targeted since, according to Haitian government documents, "not one of the communes is classified as having 'extreme hunger.'"

"As everyone knows, Grande Anse is a breadbasket for vegetables and fruit," the organizations noted in their press release. "And we see that this food aid program is taking place during our harvest months, when a lot of vegetables and fruits go to waste."

More shocking to Dadignac and the organizations was the almost exclusive promotion of foreign food.

"At every little store we visit, even ones that used to sell cement or tin sheeting, we see a sign: 'USAID,'" Dadignac told HGW in September 2012. "In their radio advertising, they say they are giving people plantains and breadfruit, but that's not what we see. We see rice, spaghetti, oil, while our products are left out."

"We thought other departments would be coming to get our products to take care of the hunger problem," Dadignac added. "We didn't think we'd end up seeing all this imported food here!"

A CARE press release from 2012 claims that the "program supports consumption of locally produced, traditionally appropriate, products which are readily available in all communities." However, visits by HGW journalists to

Suite à la page (16)

FMI ET BANQUE MONDIALE : L'HEURE DU BILAN !

Plaidoyer pour leur remplacement

Par Eric Toussaint

En 2014, la Banque mondiale et le FMI auront 70 ans d'existence. En octobre 2013, elles tiennent comme d'habitude leur réunion annuelle à Washington. De nombreuses organisations, dont le CADTM, appellent ensemble à une semaine d'action contre la dette illégitime et les institutions financières internationales qui se déroulera à l'échelle internationale du 8 au 15 octobre 2013 |1|. Cet article revient sur le bilan du FMI et de la Banque mondiale et propose des pistes pour une nouvelle architecture internationale.

1) Depuis leur création en 1944, la Banque mondiale (BM) et le FMI ont soutenu activement toutes les dictatures et tous les régimes corrompus du camp allié des États-Unis.

2) Ils piétinent la souveraineté des États en violation flagrante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes du fait notamment des conditionnalités qu'ils imposent. Ces conditionnalités appauvrissent la population, accroissent les inégalités, livrent les pays aux transnationales et modifient les législations des États (réforme en profondeur du Code du travail, des Codes miniers, forestiers, abrogation des conventions collectives, etc) dans un sens favorable aux créanciers et « investisseurs » étrangers.

3) Bien qu'ils aient détecté des détournements massifs, la BM et le FMI ont maintenu, voire augmenté, les montants prêtés aux régimes corrompus et dictatoriaux alliés des puissances occidentales (voir le cas emblématique du Congo-Zaïre de Mobutu après le rapport Blumenthal en 1982).

4) Ils ont aidé par leur soutien financier la dictature d'Habyarimana au Rwanda jusqu'en 1992, ce qui a permis de quintupler les effectifs de son armée. Les réformes économiques qu'ils ont imposées en 1990 ont déstabilisé le pays et exacerbé des contradictions latentes. Le génocide préparé depuis la fin des années 1980 par le régime d'Habyarimana est perpétré à partir du 6 avril 1994, faisant près d'un million de morts chez les Tutsis (et les Hutus modérés). Par la suite, la Banque mondiale et le FMI ont exigé le remboursement de la dette contractée par le régime génocidaire.

5) Ils ont soutenu d'autres régimes dictatoriaux de l'autre camp (Roumanie de 1973 à 1982, Chine à partir de 1980) afin d'affaiblir l'URSS avant son implosion en 1991.

6) Ils ont soutenu les pires dictatures jusqu'à ce qu'elles soient renversées. Exemples : le soutien emblématique à Suharto en Indonésie de 1965 à 1998, à Marcos aux Philippines de 1972 à 1986, à Ben Ali en Tunisie et à Moubarak en Égypte jusqu'à leur renversement en 2011.

7) Ils ont activement saboté des expériences démocratiques et progressistes (de Jacobo Arbenz dans la première moitié des années 1950 au Guatemala aux sandinistes au Nicaragua dans les années 1980 en passant par Salvador Allende au Chili de 1970 à 1973).

8) La Banque et le FMI exigent des peuples, victimes des tyrans qu'ils financent, le remboursement des dettes odieuses que ces régimes autoritaires et corrompus ont contractées.

9) De même, la Banque et le FMI ont exigé de pays qui ont accédé à l'indépendance à la fin des années 1950 et au début des années 1960 qu'ils remboursent les dettes odieuses contractées par les anciennes puissances coloniales pour les coloniser. Cela a été notamment le cas en ce qui concerne la dette coloniale contractée par la Belgique auprès de la Banque mondiale pour compléter la colonisation du Congo dans les années 1950. Rappelons que ce type de transfert de dettes coloniales est interdit par le droit international.

10) Dans les années 1960, la Banque mondiale et le FMI ont soutenu financièrement des pays comme l'Afrique du Sud de l'apartheid et le Portugal qui maintenaient sous son joug des colonies en Afrique et dans le Pacifique alors que ces pays faisaient l'objet d'un boycott financier international décrété par l'ONU. La Banque mondiale a soutenu un pays qui en avait annexé un autre par la force (annexion du Timor oriental par l'Indonésie en 1975).

11) En matière d'environnement, la Banque mondiale poursuit le développement d'une politique productiviste désastreuse pour les peuples et néfaste pour la nature. Elle a réussi en plus à se faire attribuer la gestion du marché des permis de polluer.

12) La Banque mondiale finance des projets qui violent de manière flagrante les droits humains. Parmi les projets directement soutenus par la Banque mondiale, on peut mettre en exergue le projet « transmigration » en Indonésie (années 1970-1980) dont plusieurs composantes sont assimilables à des crimes contre l'humanité (destruction du milieu naturel de populations indigènes, déplacement forcé de populations). Plus récemment, la Banque mondiale a financé intégralement la mal nommée opération « départs volontaires » en RDC, un plan de licenciement qui viole les droits de 10 655 agents de la Gécamines, l'entreprise publique minière située au Katanga. Ces derniers attendent toujours le paiement de leurs arriérés de salaires et les indemnités prévues par le droit congolais.

13) La Banque mondiale et le FMI ont favorisé l'émergence des facteurs ayant provoqué la crise de la dette qui a éclaté en 1982. En résumé : a) la Banque mondiale et le FMI ont poussé les pays à s'endetter dans des conditions menant au surendettement ; b) ils ont poussé, voire forcé, les pays à lever les contrôles sur les mouvements de capitaux et sur le change, accentuant la volatilité des capitaux et facilitant ainsi fortement leur fuite ; c) ils ont poussé les pays à abandonner l'industrialisation par substitution d'importation au profit d'un modèle basé sur la promotion des exportations.

14) Ils ont dissimulé les dangers qu'ils avaient pourtant eux-mêmes détectés (surendettement, crise de paiements, transferts nets négatifs...).

15) Dès que la crise a éclaté en 1982, la Banque mondiale et le FMI ont systématiquement favorisé les créanciers et affaibli les débiteurs.

16) La BM et le FMI ont recommandé, voire imposé, des politiques qui ont fait payer la facture de la crise de la dette par les peuples, tout en favorisant les plus puissants.

17) La BM et le FMI ont poursuivi la « généralisation » d'un modèle économique qui augmente systématiquement les inégalités entre les pays, et à l'intérieur de ceux-ci.

18) Dans les années 1990, la BM et le FMI, avec la complicité des gouvernants, ont étendu les politiques d'ajustement structurel à la majorité des pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, d'Europe centrale et orientale (y compris la Russie).

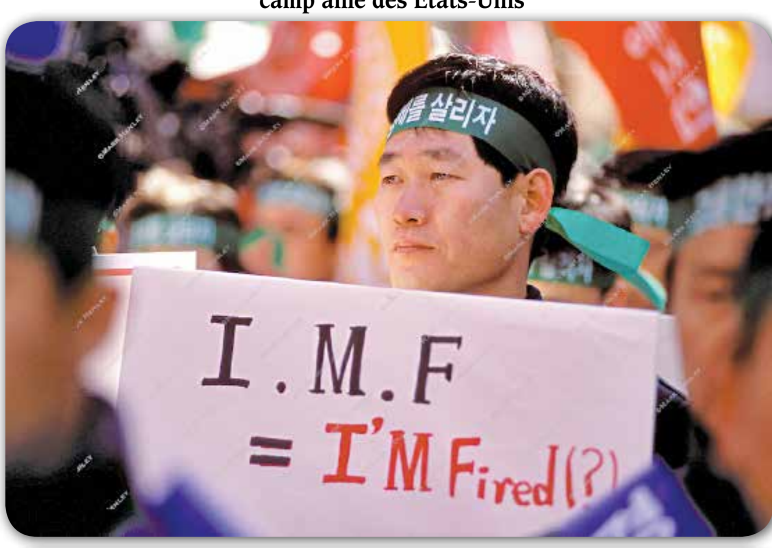
19) Dans ces derniers pays, les privatisations massives ont été réalisées au détriment du bien commun et ont enrichi de manière colossale une poignée d'oligarques.

20) Ils ont renforcé les grandes entreprises privées et affaibli à la fois les pouvoirs publics et les petits producteurs. Ils ont aggravé l'exploitation des salariés et les ont précarisés davantage. Ils ont fait de même avec les petits producteurs.

21) Leur rhétorique de lutte pour la réduction de la pauvreté cache mal une politique concrète qui reproduit et renforce les causes même de la pauvreté.



Depuis leur création en 1944, la Banque mondiale (BM) et le FMI ont soutenu activement toutes les dictatures et tous les régimes corrompus du camp allié des États-Unis





Christine Madeleine Odette Lagarde directrice de la Banque Mondiale

22) La libéralisation des flux de capitaux qu'ils ont systématiquement favorisée a renforcé l'évasion fiscale, la fuite des capitaux, la corruption.

23) La libéralisation des échanges commerciaux a renforcé les forts et écarté les faibles. La plupart des petits et moyens producteurs des pays en développement ne sont pas en mesure de résister à la concurrence des grandes entreprises, qu'elles soient du Nord ou du Sud.

24) La Banque mondiale et le FMI agissent avec l'OMC, la Commission européenne et les gouvernements complices pour imposer un agenda radicalement opposé à la satisfaction des droits humains fondamentaux.

25) Depuis que la crise frappe l'Union européenne, le FMI est en première ligne pour imposer aux peuples grec, portugais, irlandais, chypriote... les politiques qui ont été imposées préalablement aux peuples des pays en développement, à ceux d'Europe centrale et orientale dans les années 1990.

26) La Banque mondiale et le FMI, qui prêchent la bonne gouvernance à longueur de rapports, couvrent en leur sein des agissements douteux.

27) Ils maintiennent la plupart des pays dans la marginalité bien qu'ils constituent la majorité de ses membres, privilégiant une poignée de gouvernements des pays riches.

28) En résumé, la Banque mondiale et le FMI constituent des instruments despotiques aux mains d'une oligarchie internationale (une poignée de grandes puissances et leurs sociétés transnationales) qui renforcent le système capitaliste international destructeur de l'humanité et de l'environnement.

29) Il est nécessaire de dénoncer les agissements néfastes de la Banque mondiale et du FMI afin d'y mettre fin. Les dettes dont ces institutions réclament le remboursement doivent être annulées et ces institutions doivent être traduites devant la justice.

30) Il est urgent de construire une nouvelle architecture démocratique internationale qui favorise une redistribution des richesses et soutienne les efforts des peuples pour la réalisation d'un développement socialement juste et respectueux de la nature.

Bâtir une nouvelle architecture internationale

Il faut opter pour des propositions qui redéfinissent radicalement le fondement de l'architecture internationale (missions, fonctionnement...). Prenons le cas de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale.

La nouvelle OMC devrait viser, dans le domaine du commerce, à garantir la réalisation d'une série de pactes internationaux fondamentaux, à commencer par la Déclaration universelle des droits humains et tous les traités fondamentaux en matière de droits humains (individuels ou collectifs) et environnementaux. Sa fonction serait de superviser et de réglementer le commerce de manière à ce qu'il soit rigoureusement conforme aux normes sociales (conventions de l'Organisation internationale du travail – OIT) et environnementales. Cette définition s'oppose de manière frontale aux objectifs actuels de l'OMC. Ceci implique bien évidemment une stricte séparation des pouvoirs : il est hors de question que l'OMC, comme d'ailleurs toute autre organisation, possède en son sein son propre tribunal. Il faut donc supprimer l'Organe de règlement des différends.

L'organisation qui remplacera la Banque mondiale devrait être largement régionalisée (des banques du Sud pourraient y être reliées), elle aurait pour fonction de fournir des prêts à taux d'intérêt très bas ou nuls et des dons qui ne pourraient être octroyés qu'à condition d'être utilisés dans le respect rigoureux des normes sociales et environnementales et, plus généralement, des droits humains fondamentaux. Contrairement à la Banque mondiale actuelle, la nouvelle banque dont le monde a besoin ne chercherait pas à représenter les intérêts des créanciers et à imposer aux débiteurs un comportement de soumission au marché-roi. Elle aurait pour mission prioritaire de défendre les intérêts des peuples qui reçoivent les prêts et les dons.

Le nouveau FMI, quant à lui, devrait retrouver une part de son mandat originel pour garantir la stabilité des monnaies, lutter contre la spéculation, contrôler les mouvements de capitaux, agir pour interdire les paradis fiscaux et la fraude fiscale. Pour atteindre cet objectif, il pourrait contribuer avec les autorités nationales et les fonds monétaires régionaux à la collecte de différentes taxes internationales.

Toutes ces pistes requièrent l'élaboration d'une architecture mondiale cohérente, hiérarchisée et dotée d'une division des pouvoirs. La clef de voûte pourrait en être l'ONU, pour autant que son Assemblée générale en devienne la véritable instance de décision - ce qui implique de supprimer le statut de membre permanent du Conseil de Sécurité (et le droit de veto qui lui est lié). L'Assemblée générale pourrait déléguer des missions spécifiques à des organismes ad hoc.

Une autre question qui n'a pas encore fait suffisamment de chemin est celle d'un dispositif international de droit, d'un pouvoir judiciaire international (indépendant des autres instances de pouvoir international), qui complète le dispositif actuel comportant principalement la Cour internationale de La Haye et la Cour pénale internationale. Avec l'offensive néolibérale des trente dernières années, la loi du commerce a progressivement dominé le droit public. Des institutions internationales comme l'OMC et la Banque mondiale fonctionnent avec leur propre organe de justice : l'Organe de règlement des différends au sein de l'OMC et le CIRDI au sein de la Banque mondiale dont le rôle a démesurément augmenté. La charte de l'ONU est régulièrement violée par des membres permanents de son Conseil de Sécurité. Des nouveaux espaces de non droit sont créés (les prisonniers sans droit, embastillés à Guantanamo par les États-Unis). Les États-Unis, après avoir récusé la Cour internationale de La Haye (où ils ont été condamnés en 1985 pour avoir agressé le Nicaragua), refusent la Cour pénale internationale. Tout cela est extrêmement préoccupant et requiert d'urgence des initiatives pour compléter un dispositif international de droit.

En attendant il faut amener des institutions comme la Banque mondiale et le FMI à rendre des comptes à la justice devant des juridictions nationales |2|, exiger l'annulation des dettes qu'elles réclament et agir pour empêcher l'application des politiques néfastes qu'elles recommandent ou imposent.

Notes

|1| Voir : http://cadtm.org/Semaine-globale-d-...

|2| À ce jour, il n'existe toujours pas de juridiction internationale compétente pour juger des crimes de la Banque mondiale et du FMI.



Whether you're buying or selling a car, If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call 877-356-5030 For Complimentary Pick Up
WE HAVE MORE THAN A LOT...
THERE'S A WHOLE WORLD OF
SAVINGS!
PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!
'12 CHEVY CRUZE
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 47k miles, Stk#82690
BUY FOR: $9,995
'10 TOYOTA RAV4 4WD
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#73241
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
'10 HONDA CIVIC
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 35k miles, Stk#74688
'12 TOYOTA CAMRY
BUY FOR: $10,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 21k miles, Stk#84619
'12 NISSAN ALTIMA 2.5S
BUY FOR: $12,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 32k miles, Stk#77868
'11 TOYOTA SIENNA
BUY FOR: $14,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 15k miles, Stk#73236
'12 NISSAN MAXIMA
BUY FOR: $16,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#76311
'12 NISSAN PATHFINDER
BUY FOR: $17,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 29k miles, Stk#78422
CLIP IT. BRING IT. CASH IN!
UP TO $3,000
• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE
• ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT*
Authorized Signature Required, General Manager
Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.
2011 CHEVY MALIBU
BUY FOR: $99 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 69396, 18k mi.
2012 TOYOTA COROLLA S
BUY FOR: $103 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 84301, 35k mi.
2012 HONDA ACCORD LX
BUY FOR: $115 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82471, 32k mi.
2011 FORD EDGE
BUY FOR: $147 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82896, 51k mi.
2009 HONDA PILOT EX
BUY FOR: $199 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 72824, 36k mi.
2011 MERCEDES C300^
BUY FOR: $249 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 68924, 13k mi.
CARS STARTING AS LOW AS $2,995!
YEAR MAKE/MODEL/MILES STK /VIN PRICE
2001 Honda Civic, 87k 73406 $2,995
2003 Toyota Camry, 108k 67147 $2,995
2000 Honda Civic, 130k 544413 $2,995
YEAR MAKE/MODEL/MILES STK /VIN PRICE
2004 Nissan Sentra, 53k UC16122 $3,995
1999 Toyota Rav4, 160k 218724 $3,995
MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!
YEAR MAKE/MODEL/MILES STK /VIN PRICE
2003 Toyota Matrix, 146k 037110 $4,995
2005 VW Passat ndsmtr, 24k 69686 $4,995
2005 Toyota Camry, 65k 62871 SAVE
YEAR MAKE/MODEL/MILES STK /VIN PRICE
2003 Honda Accord EX, 91k 72885 $5,995
2005 Honda Civic, 142k 78453 $5,995
MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!
YEAR MAKE/MODEL/MILES STK /VIN PRICE
2008 Toyota Corolla, 7k 43265 $6,995
2007 Scion TC, 103k 160625 $6,995
2008 Volkswagen Jetta, 30k 52550 SAVE
YEAR MAKE/MODEL/MILES STK /VIN PRICE
2009 Toyota Camry, 87k 82713 $7,995
2010 Honda Fit, 17k 73329 $7,995
2007 Toyota Corolla, 92k 74352 $7,995
»»MANAGER SPECIALS««
YEAR MAKE/MODEL/MILES STOCK /VIN PRICE
2006 Nissan Altima, 6K TMU 65610 $6,995
2009 Honda Accord EX, 40k 65124 $7,995
2009 Chevy Cobalt, 56k 65308 $7,995
2010 Nissan Sentra, 46k 68559 $7,995
2012 Hyundai Elantra, 15k 79461 $8,995
2008 Jeep Liberty, 17k 54235 $9,495
2010 Chrysler Sebring, 38k 61787 $9,995
2011 Ford Escape XLT, 25k 74493 $9,995
YEAR MAKE/MODEL/MILES STOCK /VIN PRICE
2009 Nissan Murano, 45k 73621 $12,888
2011 Nissan Rogue, 50k 69968 $13,995
2013 Nissan Altima, 16k 82570 $13,995
2011 GMC Terrain, 51k 82272 $13,995
2007 Lexus ES350, 53k 56974 $14,888
2010 Infiniti G37, 28k 70898 $18,995
2009 Acura MDX, 31k 73459 $22,888
2010 Lexus LS 460, 39k 82704 $31,995
2007 Chevy Impala, 28k, Stk#42370. $117 per month for 72 months @ 5.9% APR
1% IS ALL YOU PAY TO DRIVE AWAY! ~ WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET!
EASY FINANCING! OVER 30 BANKS ON LOCATION! EASY FINANCING!†† • NO CREDIT NO PROBLEM!
Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!
MAJORWORLD.com
1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101
TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!**
CAR FOX VEHICLE HISTORY REPORT
AUTONET MCU FINANCING
Look for this logo when buying your car.
TAKE THE R M SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS
Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. *Voucher available on vehicle purchase of $10,000 or more. ^slight h2o damage. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. Offers cannot be combined. NYC DCA#0851824, DMV#7046226.

L'Égypte, la Syrie & Edward Snowden : ou l'hypocrisie des grands principes

Par Tontongi

L'Égypte, la Syrie et Edward Snowden sont apparemment très différents, mais au fond ils ont beaucoup en commun. D'abord, ils démontrent que les grands principes ont des clauses d'exception qui pervertissent leur idéalisme originel. En tant qu'opérateur du réseau de surveillance de la NSA (Agence nationale de sécurité), Edward Snowden a recueilli une énorme pile de données sur l'appareil d'espionnage des États-Unis à la fois à l'intérieur et chez les autres pays, particulièrement sur la Chine, la Russie, l'Union européenne et l'Amérique latine. Le mois de juin dernier, il décide de tout révéler, se disant exaspéré par la finalité orwellienne d'une telle politique. Il suit en cela une longue tradition de dénonciateurs aux États-Unis appelés *whistleblower* (celui qui souffle le sifflet), le plus fameux étant Daniel Ellsberg qui en 1971 publiait dans le *New York Times* des documents top-secrets du Pentagone relatés à la conduite de la guerre du Vietnam.

Contrairement à Ellsberg cependant, Snowden choisit de s'enfuir, n'ayant pas voulu encourir la fureur vengeresse de l'administration d'Obama, qui a initié des mesures répressives particulièrement punitives contre les *whistleblowers*. Snowden se rend d'abord à Hong Kong, qui l' « encourage » à aller en Russie, qui à son tour l' « encourage » à solliciter l'asile politique en d'autres capitales moins soucieuses de la rétribution des États-Unis... avant de lui accorder une asile sous conditions.

Les médias étatsuniens ont fait semblant d'ignorer beaucoup des révélations faites par Snowden alors qu'un bon nombre de ces révélations a été reporté dans les journaux, dans des livres et même pré-annoncé dans le Patriot Act. Par exemple la connivence entre les médias sociaux tels Facebook, Verizon et Google, et le gouvernement fédéral dans la surveillance des fichiers et lignes téléphoniques des abonnés a été chose commune et connue depuis sous l'administration de Georges W. Bush, qui l'a commencée ; elle a continué en douceur sous l'administration d'Obama, qui l'a intensifiée.

Ceux-là mêmes des puristes de la constitution étatsunienne qui aiment s'enorgueillir des Amendements IV et V qui consacrent les libertés individuelles, particulièrement les droits à la vie privée et à l'expression, sont aujourd'hui les premiers à condamner Snowden et à l'accuser de trahison sous prétexte qu'il répand des révélations secrètes nuisibles à la sécurité des États-Unis. Dans la négociation entre la sécurité et la liberté dans un régime de droit, ils disent qu'ils préfèrent sacrifier la liberté et leur droit à la vie privée si ça permet au gouvernement de capturer des terroristes. Le problème c'est que, justement, même avec l'énorme nasse de pêche qu'il étale, le gouvernement ne capture guère de terroristes même s'il exhibe une poignée de cas où il a déjoué des plans d'attaque pour le moins prématurés...

Il va de soi que les nations s'espionnent les unes les autres, le contraire aurait été impensable. Cependant, je l'appelle hypocrisie quand je vois ceux-là mêmes qui dénonçaient jadis l'oeil omniprésent du Big Brother orwellien, qu'ils assimilaient au soi-disant « totalitarisme » soviétique, condamnent aujourd'hui Snowden au nom de la sécurité nationale des États-Unis.

Humiliation latino-américaine

La France républicaine, soi-disant championne des libertés, dirigée par un gouvernement à appellation « socialiste


Edward Snowden

», a refusé le passage sur son espace aérien de l'avion qui ramenait le président de la Bolivie Eva Morales dans son pays le 2 juillet 2013, revenant d'une conférence des pays du Pacifique ayant eu lieu en Russie. L'Italie, l'Espagne et le Portugal en ont fait autant. Finalement l'avion est détourné à Vienne, en Autriche, où il a été questionné, le président et sa suite y sont retenus pour plus de dix heures. Les pays de l'Amérique latine dénoncent ce qu'ils appellent l'humiliation de tout le continent, la Bolivie menaçant d'amener l'affaire devant la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies. Le président bolivien s'en est indigné,



Bashar al-Assad

déclarant que l'action européenne constitue *« une erreur historique » et une « provocation »*.

Selon l'*Agence France Presse* et *Libération*, à La Paz des manifestants « ont brûlé des drapeaux français (...) et jeté des pierres contre l'ambassade de France en Bolivie [et criant] *France, fasciste, hors de Bolivie !»*, portant des pancartes qui disent « *France hypocrite, France colonialiste* ». L'Équateur, le Venezuela, le Chili, l'Argentine (l'Union des nations sud-américaines, Unasur, qui regroupe 12 pays) ont tous dénoncé l'action, la présidente de l'Argentine Christina Kirchner estimant qu'elle « constitue un vestige du colonialisme que nous pensions totalement dépassé. Ça n'a pas été seulement une humiliation pour la Bolivie, mais pour toute l'Amérique du Sud ». (*Libération*)

Dans un communiqué publié par le Parti de Gauche en France, cette formation dénonce l'action du gouvernement français, la qualifiant d'attitude *« grave »*. Le Parti de Gauche poursuit : « En traitant ainsi le président Evo Morales Ayma comme un potentiel dangereux terroriste, le gouvernement français a commis une lourde faute politique et diplomatique qui n'honore pas notre pays déjà si malmené par son alignement atlantiste. (...) Cette attitude signe l'asservissement de notre gouvernement aux intérêts des États-Unis qui pourtant nous espionnent. » Il demande au gouvernement français de présenter ses excuses à Bolivie. Ce qu'a fait Laurent Fabius, le ministre français des Affaires étrangères, le jour même, prétendant ne pas savoir que le président était dans l'avion. Mais personne n'était dupe.

Dans un article au *Monde Diplomatique* titré « Moi président de la Bolivie, séquestré en Europe », Evo Morales a donné plus de détails sur ce qu'il appelle sa « séquestration » à l'aéroport de Vienne, en Autriche, ce 2 juillet 2013. Quand l'ambassadeur espagnol en Autriche, Alberto Carnero, vient voir Morales dans une petite salle à l'aéroport, l'ambassadeur lui dit que l'Espagne n'approuverait une nouvelle feuille de route que si le président accepte qu'il inspecte l'avion présidentiel. Affirmant les droits d'extraterritorialité conférés à son avion présidentiel, Morales refuse. Malgré les insistances de l'ambassadeur, sous l'ordre évident du gouvernement espagnol, Morales tient ferme : « Si vous tenez à pénétrer dans cet avion, il vous faudra le faire par la force. Et je ne résisterai pas à une action militaire ou policière : je n'en ai pas les moyens » dit-il. Dans l'article au *Monde Diplomatique* Morales dénonce à la fois les États-Unis et ce qu'il appelle le « néo-obscurantisme » de l'Europe qui accepte de jouer le rôle de gérant colonial de ceux-ci : « Washington a dépassé les limites du concevable. Violant tous les principes de la bonne foi et les conventions internationales, il a transformé une partie du continent européen en territoire colonisé. Une injure aux droits de l'homme, l'une des conquêtes de la Révolution française. L'esprit colonial qui a conduit à soumettre de la sorte plusieurs pays démontre une fois de plus que l'empire ne tolère aucune limite – ni légale, ni morale, ni territoriale. Désormais, il est clair aux yeux du monde entier que, pour une telle puissance, toute loi peut être transgressée, toute souveraineté violée, tout droit humain ignoré *», déplore-t-il. Il cite d'autres agissements de la part de Washington « destinés à propager la peur, le chantage et l'intimidation (...) que l'on pense aux coups d'État contre Hugo Chávez au Venezuela en 2002, contre le président hondurien Manuel Zelaya en 2009, contre M. Correa en 2010, contre le président paraguayen Fernando Lugo en 2012 et, bien sûr, contre notre gouvernement en 2008, sous la houlette de l'ambassadeur américain en Bolivie, M. Philip Goldberg. »*

Le président bolivien ne cache pas sa fureur contre la gifle diplomatique, qu'il place, avec raison, dans un contexte géopolitique plus large :


Mohamed Morsi

« L'attentat dont nous avons été victimes dévoile les deux visages d'une même oppression, contre laquelle les peuples ont décidé de se révolter : l'impérialisme et son jumeau politique et idéologique, le colonialisme. La séquestration d'un avion présidentiel et de son équipage – que l'on était en droit d'estimer impensable au XXI siècle – illustre la survivance d'une forme de racisme au sein de certains gouvernements européens. Pour eux, les Indiens et les processus démocratiques ou révolutionnaires dans lesquels ils sont engagés représentent des obstacles sur la voie de la civilisation. *» Ladite guerre contre le terrorisme ayant ravalé l'Europe au rang de colonie des États-Unis, une Europe qui est aujourd'hui une « pâle figure d'elle-même », Morales a émis l'espoir que sa séquestration offre « à tous les peuples et gouvernements d'Amérique latine, des Caraï*bes, d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Nord l'occasion unique de constituer un bloc solidaire condamnant l'attitude indigne des États impliqués dans cette violation du droit international. Il s'agit également d'une occasion idéale de renforcer les mobilisations des mouvements sociaux en vue de construire un autre monde, de fraternité et de complémentarité. Il revient aux peuples de le construire ». 2

Snowden n'était pas dans l'avion, mais l'humiliation était déjà faite, infligée avec une certaine désinvolture vis-à-vis du respect dû au représentant d'une nation souveraine. Suite à cette insulte, la Bolivie, le Nicaragua et le Venezuela ont offert l'asile politique à Snowden, montrant ainsi leur défiance aux énormes pressions et menaces des États-Unis pour décliner l'appel international au refuge de Snowden. Cette offre d'asile politique de la part de ces pays est d'autant plus courageuse et émouvante qu'elle arrive à la lueur de la lâcheté d'un bon nombre de soi-disant « grandes puissances » qui plient l'échine au seul gargouillement de l'aigle étoilé. Encore une fois ces pays de l'Amérique latine ont fait montre de bravoure et honoré les principes de souveraineté des nations et des droits des individus au refuge quand ils sont menacés par des puissances abusives. Haïti l'avait fait jadis pour les insurgés du monde entier, voir ces principes réaffirmés aujourd'hui par l'Équateur, la Bolivie, le Nicaragua et le Venezuela, est une grande source de plaisir et de fierté.

En effet, devant l'ampleur de l'arrogance et du contrôle de l'impérialisme de l'unique super-puissance sur une si grande pluralité de nations, il faut rien de moins qu'une nouvelle coalition de conscience qui juge prioritaires les notions de droit, de justice, d'égalité et de fraternité, et qui maintienne le principe d'un monde multipolaire où plusieurs centres de pouvoir existent et coopèrent les uns avec les autres.

L'effet Snowden et le conditionnement sécuritaire

Un récent sondage a montré que malgré la campagne de démonisation orchestrée par l'administration d'Obama et ses nouveaux amis républicains pour discréditer Snowden, une bonne partie de l'opinion étatsunienne le soutient (selon un sondage publié par Quinnipiac University en juillet dernier 55% de personnes le considèrent comme un légitime *whistleblower* (*ndlr*. déclencheur d'alerte) 34% qui le considèrent comme un traître). Les démocrates, mêmes ceux qui se considèrent généralement de gauche ou modérés, tel le sénateur Larry Summers de New York, sont les farouches défenseurs de la chasse à Snowden du gouvernement d'Obama ; naturellement, les républicains, faucons coutumiers en politique intérieure et étrangère, applaudissent sa ligne dure vis-à-vis de Snowden. Le principe de la liberté de conscience étant un produit pour consommation étrangère, les dirigeants étatsuniens, démocrates comme républicains, ne s'encombrent pas outre mesure de son application à l'intérieur.

En réalité, comme on l'a vu durant l'affaire des Papiers du Pentagone en 1971, les gouvernements n'aiment pas les *whistleblowers,* l'administration d'Obama montrant un zèle particulier dans leur poursuite en justice. Beaucoup des articles de loi du Patriot Act (la loi draconienne sur la sécurité intérieure adoptée à la suite des attentats du 11-Septembre 2001), en ayant privilégié et placé la sécurité intérieure des États-Unis au centre des réflexions et décisions sur leurs problèmes et devenir, la surveillance des citoyens ne fait que suivre la logique, d'autant plus qu'elle existait déjà même si sur un plan moins répandu. En jouant sur cette hantise de la sécurité, les autorités fédérales et locales avaient osé bloquer toute la ville de Boston et certaines des municipalités voisines comme Cambridge, Brookline, Watertown dans leur poursuite des plastiqueurs du Marathon de Boston. Le nombre de ceux qui questionnaient le déploiement d'un tel arsenal répressif pour poursuivre deux terroristes amateurs (supposément en possession d'autres bombes) étaient minuscule comparé à ceux qui applaudissaient l'action, félicitant les policiers pour leur sagesse et héroïsme, acceptant la mise en état de siège de leurs villes et leur confinement « à résidence » comme un inconvénient nécessaire.

C'est dans une telle logique de conditionnement sécuritaire que s'inscrit le programme de surveillance de la NSA. C'est pourquoi l'administration d'Obama, avec l'aide des médias de communication de masse, a pu arriver à orienter le débat sur la culpabilité et non-culpabilité de Snowden, et non pas sur la nature orwellienne de la surveillance et sa violation des garanties constitutionnelles.

Finalement, la Russie a approuvé la requête d'asile politique de Snowden sous la condition qu'il s'abstienne d'embarrasser les États-Unis avec ses révélations. Cet arrangement a temporairement conclu une saga qui pourrait mener à une escalade dangereuse. Naturellement, les néo-cons et les faucons crient scandale, dénonçant Vladimir Poutine et appelant pour le boycott des Jeux Olympiques fixés en 2014 en Russie, à leur tête les sénateurs John McCain et Lindsey Graham, deux interventionnistes invétérés qui semblent vivre encore dans le temps révolu de la guerre froide.

Le calcul de Snowden s'est révélé brillant : la Chine et la Russie, les deux premiers pays où il a choisi de se rendre, ont cela d'unique qu'ils sont les deux seuls non seulement capables

Suite à la page (14)

Vers un monde sans les États-Unis

Par Thierry Meyssan

Thierry Meyssan a souvent expliqué dans ses colonnes les contradictions internes des États-Unis pour souligner la manière dont ils devraient se disloquer. Dans cet article, il s'interroge sur les conséquences de deux événements susceptibles de faire démarrer le processus de décomposition.

L'Empire américain est le reste hypertrophié d'un des deux joueurs de la Guerre froide. L'Union soviétique a disparu, mais les USA sont toujours là et ont profité de l'absence de compétiteur pour monopoliser le pouvoir mondial.

En 1991, la logique eut voulu que Washington utilise ses ressources pour faire des affaires et développer sa prospérité. Mais, après diverses hésitations, le Congrès républicain imposa en 1995 au président Clinton son projet d'impérialisme global en votant le réarmement bien qu'il n'y ait plus d'adversaire. Dix-huit ans plus tard, les États-Unis —qui ont consacré leurs ressources à une course en solitaire aux armements— sont à bout de souffle tandis que les BRICS se posent en nouveaux compétiteurs. La 68e assemblée générale de l'Onu, le mois dernier, a été le théâtre d'une révolte généralisée contre l'unipolarisme US.

Selon Mikhail Gorbatchev, la chute de l'Union soviétique était devenue inévitable dès 1986, lorsque l'État soviétique s'était trouvé dépassé par l'accident nucléaire de Tchernobyl, incapable de protéger sa population. Si l'on doit établir un parallèle, l'État fédéral US ne s'est pas encore affronté à une telle situation, même si les désastres occasionnés par les ouragans Katrina en 2005 et Sandy en 2012, et les faillites de collectivités locales, ont déjà montré l'incapacité des États fédérés

Le blocage durant deux semaines, voire plus, du fonctionnement de l'État fédéral US n'est pas dû à une catastrophe, mais à un jeu politicien. Il suffirait d'un accord entre républicains et démocrates pour qu'il prenne fin. Mais pour le moment, seuls quelques services particuliers ont fait l'objet d'une dérogation, comme celui des aumôniers militaires. La seule véritable entorse au blocage a été l'autorisation d'emprunter pour six semaines. Cet accord était exigé par Wall Street qui n'a pas réagi à la fermeture de l'État fédéral, mais était affolé à l'idée d'une incapacité de Washington de faire face à ses échéances financières.

Avant de s'effondrer l'Union soviétique a tenté de se sauver en faisant des économies. Du jour au lendemain, Moscou a cessé le soutien économique qu'il apportait à ses alliés. D'abord ceux du Tiers-monde, puis ceux du Pacte de Varsovie. Par conséquent, ses alliés n'eurent d'autres choix pour survivre que de passer dans le camp adverse, celui de Washington. Leur désertion, symbolisée par la chute du Mur de Berlin, accéléra encore la décomposition de l'Union soviétique.

C'est manifestement pour éviter ce choc, à un moment où la Russie est en train de triompher pacifiquement au Proche-Orient, que l'administration Obama a tant attendu avant de suspendre son aide à l'Égypte. Certes, au regard de la loi états-unienne, cette aide est devenue illégale après le coup d'État militaire qui renversa la dictature



Les USA sont toujours là et ont profité de l'absence de compétiteur pour monopoliser le pouvoir mondial.

des Frères musulmans. Cependant rien n'obligeait la Maison-Blanche à appeler un chat un chat. Aussi a t-il suffit pendant trois mois d'éviter de parler de « coup d'État » pour continuer à arrimer l'Égypte au camp impérial. Pourtant, alors que rien n'a changé au Caire, Washington a coupé les vivres.

Le pari du président Obama était de diminuer le budget états-unien de manière proportionnelle et progressive, de sorte que son pays aurait évité l'effondrement, abandonné ses prétentions extravagantes et serait redevenu un État parmi les autres. La diminution d'environ 1/5e du format de ses armées était un bon début. Toutefois, le blocage du budget et la suspension de l'aide versée à l'Égypte montrent que ce scénario n'est pas possible. La formidable puissance des États-Unis ne peut décroître sans à-coups, au risque de se briser.

Appel pour la Journée internationale pour les réparations liées à la Colonisation

Communiqué de presse

Le 12 octobre 1492, Christophe Colomb posa le pied sur le supposé "Nouveau Monde", inaugurant tout un cycle d'occupations, de violences, de génocides et d'esclavage : ce fut la Colonisation.

La Colonisation fut un phénomène global: il n'y a pratiquement pas un pays du monde qui n'ait été colonisé, colonisateur, voire les deux à la fois comme les Etats-Unis. La Colonisation est l'un des phénomènes qui ont le plus bouleversé l'humanité. Elle a laissé des traces profondes et durables sur tous les continents. Ces conséquences sont d'ordre

• démographique: ce sont des dizaines et des dizaines de millions de personnes qui ont été selon les cas exterminées, déportées, vendues ou usées à la tâche.

• politique: en Afrique, en Amérique, en Asie, en Océanie, des villes, des royaumes, des empires ont totalement disparu. Les communautés traditionnelles ont été progressivement disloquées et soumises à la domination européenne.

• économique: tout le tissu économique des sociétés concernées s'est trouvé brutalement démantelé. Les récoltes étant pillées, les famines devinrent plus fréquentes. Dépossédés de leurs propres richesses, les peuples colonisés furent plongés durablement dans un état de pauvreté chronique.

• culturel: la Colonisation a détruit de nombreuses civilisations, langues, cultures et religions. Les populations colonisées ont souvent perdu leurs racines, leur identité. L'image sociale des non- européens, désormais dégradée, a favorisé l'élaboration de théories racistes, alimentant violences et discriminations de toutes sortes.

• écologique: en saccageant des millions d'hectares de forêts, en instaurant des technologies au seul service du profit et d'une vision productiviste, la colonisation a gaspillé les ressources naturelles, pollué des régions entières et fragilisé

l'environnement et la santé. Elle a contribué à dérégler des écosystèmes dont l'effet le plus catastrophique est l'accroissement du réchauffement climatique.

Commencée dès la fin du XV siècle, la Colonisation a duré plusieurs siècles, et se prolonge encore aujourd'hui sous des formes modernes (impérialisme, exploitation minière, accaparement des terres, interventions militaires, etc.).

Quand un tort est commis, il doit être réparé. Si l'on reconnaît que la Colonisation a été source de crimes de masse, alors il faut qu'il y ait réparation. Si l'on refuse qu'il y ait réparation, c'est qu'on récuse le caractère criminel des crimes coloniaux.

C'est pourquoi nous posons avec force la question de la réparation, comme exigence non négociable. Depuis le début de la Colonisation, il y a plus de cinq siècles, des hommes et des femmes se battent contre elle et demandent justice.

Qu'il s'agisse du génocide dans les Amériques, de l'esclavage transatlantique, de la colonisation en Afrique, en Asie ou en Océanie, des figures aussi illustres que Condorcet, Callie House, Martin Luther King, Malcolm X, Frantz Fanon, Desmond Tutu, Wole Soyinka ont défendu le principe même de la réparation.

La conférence de l'ONU à Durban en 2001 a renforcé la mobilisation des peuples: désormais s'impliquent les Etats, et même les organisations régionales. La question est désormais débattue à l'Union Africaine, au Caricom, dans de nombreux pays d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Océanie, d'Europe. Certains Etats ont commencé à mettre en place des politiques de réparation.

En ce 12 octobre 2013, nous lançons ensemble la Journée internationale pour les réparations liées à la Colonisation. Approuvée et soutenue par l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum Social Mondial qui s'est tenu à Tunis en mars 2013, cette initiative permettra de donner plus de vigueur et de visibilité aux actions engagées autour de ce sujet: l'union fait la force, tel est notre credo.

Que l'on discute des modalités de la réparation, certes. Mais il importe qu'elle soit mise en oeuvre au plus tôt, de manière effective, et cette journée que nous entendons désormais célébrer chaque

Suite à la page (15)

Un article sur les Cinq dans le Washington Post



Les cinq Cubains combattaient le terrorisme. Pourquoi les avons-nous emprisonnés ?

Fait inhabituel dans la grande presse nord-américaine, l'influent quotidien The Washington Post a publié dans son édition du vendredi 4 octobre un long article sur les Cinq, dans lequel il reconnaît que les cinq antiterroristes auraient été aussi considérés comme des héros aux États-Unis.

Dans un article intitulé Les cinq Cubains combattaient le terrorisme. Pourquoi les avons-nous emprisonnés ?, l'écrivain canadien Stephen Kimber aborde les multiples contradictions de la justice étasunienne au cours des procédures judiciaires de Gerardo, Ramon, Antonio, Fernando et René. « Considérez un instant ce qui se passerait si des agents de l'intelligence nord-américaine sur le terrain, dans un pays étranger, découvraient un grave complot terroriste, avec un temps suffisant pour l'en empêcher. Considérez ensuite comment les Nord-américains réagiraient si les autorités de ce pays, au lieu de coopérer avec nous, arrêtaient et emprisonnaient les agents étasuniens pour avoir opéré dans leur pays », interroge Kimber, auteur du livre What Lies Across the Water: The Real Story of the Cuban Five 5 (Ce qu'il y a de l'autre côté de la mer : la véritable histoire des Cinq).

« Ces agents, ajoute-t-il, seraient considérés comme des héros nord-américains aujourd'hui. Le gouvernement des États-Unis remuerait ciel et terre pour obtenir leur retour.

« Ce type de scénario a bel et bien eu lieu, sauf que dans la vie réelle, il dure depuis 15 ans déjà, et que les Nord-américains jouent le rôle du gouvernement étranger et Cuba (oui, la Cuba de Fidel Castro) joue le rôle des États-Unis offensés.

« Les cinq agents cubains ont été jugés dans cette ville hostile (Miami) à tout ce qui peut représenter Cuba, condamnés sous les chefs d'inculpation de « complot pour commettre » toute sorte de délits, depuis l'espionnage jusqu'à l'assassinat, et condamnés à des peines incroyablement longues, y compris deux peines à perpétuité plus 15 ans ».

Kimber oppose l'attitude des autorités nord-américaines dans cette affaire avec la position prise dans le cas de terroristes d'origine cubaine, qui ont reconnu publiquement leur participation à des attentats contre l'Île.

Il cite le cas du terroriste Rodolfo Frometa, arrêté en 1994 dans une rafle par le FBI alors qu'il tentait d'acheter un missile Stinger, un lance-grenades et des missiles anti-tanks avec lesquels, déclara-t-il alors, il prévoyait d'attaquer Cuba.

« Ces actions violaient de toute évidence les lois de neutralité des États-Unis, mais le système de justice nord-américain préféra faire celui qui n'a rien vu. »

L'écrivain canadien mentionne également Luis Posada Carriles, auteur intellectuel de l'attentat qui fit exploser un avion cubain à La Barbade, et qui participa par ailleurs à de nombreux actes terroristes, y compris contre le leader historique de la Révolution Fidel Castro.

« Le seul moment où le

Suite à la page (18)

37ème anniversaire du crime de la Barbade

Les familles des victimes exigent l'extradition de Posada Carriles et la libération des Cinq.

Par Diana Ferreiro Hernández

Un hommage a été rendu aux victimes du crime de la Barbade le dimanche 6 octobre au cimetière Colomb au cours duquel des couronnes de fleurs ont été déposées au nom du leader historique de la Révolution Fidel Castro Ruz et du général d'armée Raul Castro Ruz, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres.

Au nom des familles, des amis, des compagnons et du peuple cubain, Wilfredo Pérez – fils du pilote de l'avion CU-455 de la compagnie Cubana de Aviacion le 6 octobre 1976 –, a exigé l'extradition de Luis Posada Carriles au Venezuela afin qu'il soit condamné pour le crime auquel il échappe depuis 37 ans, et il a réclamé en même temps la libération des Cinq Cubains injustement condamnés pour avoir lutté contre le terrorisme.

Dans cet attentat, 73 passagers perdirent la vie, dont l'équipe nationale d'escrime qui avait obtenu plusieurs médailles lors du 4e Championnat centre-américain et caribéen d'escrime, célébré au Venezuela.

37 ans plus tard, la douleur se lit encore sur le visage des mères, et dans les regards éteints des enfants qui ont grandi sans leur père. C'est une douleur qui nous atteint tous. Fidel le disait déjà lors des funérailles, quelques jours après l'attentat :

« Nous ne pouvons pas dire que la douleur se partage. La douleur se multiplie. Des millions de cubains pleurent aujourd'hui les êtres chers victimes de ce crime abominable. Et quand un peuple énergique et viril pleure, l'injustice tremble ! ».

La cérémonie était présidée par Estaban Lazo Hernandez, président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, et par Mercedes Lopez Acea, première secrétaire du Comité provincial du Parti à La Havane et vice-présidente du Conseil d'État, tous deux membres du Bureau politique.

Étaient également présents, René Gonzalez, Héros de la République de Cuba, les familles des Cinq Héros emprisonnés aux États-Unis, des membres du corps diplomatique, les familles des victimes et des travailleurs de l'Institut de l'aéronautique civile de Cuba.

Granma La Havane.
9 Octobre 2013

Suite de la page (12)

de dire non aux États-Unis mais également capables de dissuader toute action de commando style Navy SEAL qu'ils auraient contemplée...

Espérons pour maintenant que l'Agence de sécurité nationale, devant la poussée d'outrage proféré par le peuple étatsunien à la lueur des révélations de Snowden, sera amenée à tenir compte du droit des citoyens à la vie privée et au non harcèlement par le pouvoir d'État ; oui, espérons que la NSA, poussée par les forces qui soutiennent les libertés individuelles et civiles, soit interdite de continuer ces pratiques. Il existe d'autres moyens d'assurer la sécurité des citoyens et citoyennes, le regard espiègle du Big Brother ne devrait pas être l'un d'entre eux. Quant à l'espionnage international de la NSA, une de ses retombées a été l'annulation par la présidente du Brésil, Mme Dilma Rousseff, d'une rencontre officielle avec Obama fixée pour le mois d'octobre. Dans son allocution devant l'Assemblée Générale des Nations Unies le 24 septembre 2013, Rousseff dénonce l'espionnage dont elle a été personnellement l'objet de la part de la NSA comme « une violation des lois internationales et un affront » à la souveraineté du Brésil. Elle continue : « Dans l'absence du droit à la vie privée, il ne peut y avoir une véritable liberté d'expression et d'opinion, donc pas une démocratie effective. Dans l'absence du respect de la souveraineté, il n'y a aucune base pour les relations entre nations. » (Notre traduction)

Réflexe anti-islamiste en Égypte

S'agissant du cas d'Égypte, là encore les grands principes sur la démocratie, le vote individuel, la légitimité électorale sont jetés par la fenêtre, non pas au nom de la souveraineté des masses ou de la multitude comme le préconisent Antonio Negri et Michael Hardt dans leur livre *Multitude* 1, ou comme peut le suggérer le nombre imposant des protestataires anti-Morsi, mais au nom d'un réflexe anti-islamiste. Pourquoi l'accent est-il mis sur les « erreurs » de Morsi et non pas sur la violation des normes démocratiques que constitue le coup d'État militaire ?

La vérité c'est que, ni l'opposition séculaire à Hosni Moubarak, ni l'armée, ni les partisans de Moubarak, ni les Étatsuniens, ni les Israéliens ressentaient une tolérance particulière pour Morsi et les Frères Musulmans. C'était déjà assez que ceux-ci acceptassent le résultat des élections, mais il ne fait aucun doute qu'ils attendaient la première opportunité (et prétexte) pour renverser le gouvernement islamiste.

En effet, comme on l'a vu en Turquie où un parti islamiste gouverne sous l'oeil vigilant d'une armée toute-puissante dans un arrangement constitutionnel et pratique chargé de tension, souvent la nature providentialiste des partis islamistes ne les prédispose guère aux accommodations et compromis programmatiques qu'implique et qu'exige le processus démocratique, mais ça ne devrait pas donner feu vert à leurs ennemis de les renverser s'ils acceptent de jouer le jeu démocratique. Toutefois, la vérité qui est en train de se révéler depuis au moins 1992, quand les forces armées d'Algérie bloquent par la force la prise de pouvoir par les partis islamistes, c'est que les forces armées des nations concernées, souvent de connivence avec des puissances étrangères dominantes (en l'occurrence la France, les États-Unis, Israël) n'acceptent pas une alternance islamiste dans le cadre de l'électoralisme démocratique. Les règles de conduite ne sont pas si automatiques, mais les exemples d'Algérie en 1992, de Hamas en 2006 en Palestine et d'Égypte en 2013 montrent une claire tendance à cet effet. Il n'est pas dès lors étonnant qu'Israël soutienne à bras ouverts le coup d'État anti-Morsi « lequel, reporte le *New York Times* du 19 août, a dressé un plan pour intensifier une campagne diplomatique exhortant l'Europe et les États-Unis à soutenir le gouvernement militaire égyptien malgré sa répression meurtrière des protestataires islamistes... Les ambassadeurs d'Israël à Washington, Londres, Paris, Berlin, Bruxelles et d'autres capitales se proposent d'avancer l'argument que l'option militaire était le seul espoir de prévenir d'avantage de chaos au Caire...» À remarquer que le même article a révélé que les partisans de Moubarak vont demander son élargissement. Ce qu'ils ont effectivement fait sans trop de problème, celui-ci jouissant de ses libertés sous le gouvernement militaire actuel (septembre 2013).

« L'histoire n'est pas un séminaire de droit » a dit Serge Halimi parlant du coup d'État contre Mohamed Morsi, et la vérité historique le prouve bien. Cependant c'est tout de même écoeurant, et franchement répréhensible de voir, dans le cas d'Égypte en particulier, cette brutale, systématique et impitoyable répression de la dissidence démocratique, et le peu de scrupules dont font montre les États-Unis – et les classes dominantes d'Égypte – à cautionner cette répression du droit et des idéaux démocratiques quand leurs intérêts sont en jeu.

Le massacre des protestataires Frères Musulmans par l'armée égyptienne le 17 août 2013 où plus de 600 personnes sont tuées à armes blanches, sans compter des milliers de blessés, et la réaction du bout des lèvres qu'il soulève de la part des États-Unis, sont des exemples saillants de cette hypocrisie. Non seulement l'administration d'Obama a refusé de désigner le coup d'État militaire contre Morsi comme un putsch – ce qui l'aurait automatiquement fait encourir la cessation des 1.7 milliard de dollars d'aide étrangère annuelle que les États-Unis versent à Égypte –, mais elle essaie de duper l'opinion en faisant croire que la remise de l'exercice militaire avec l'Égypte qu'il annonce constitue une réponse adéquate à un régime militaire qui vient de massacrer en un jour plus de 600 citoyens non armés. Là encore, comme on le voit dans la réaction de l'administration d'Obama face aux fuites de Snowden, assurant le public qu'elle va prendre des mesures adéquates pour sauvegarder la protection de la vie privée des citoyens quand elle poursuit en justice Snowden, il y a un grand décalage entre les grands principes et la réalité...

Le background syrien

Quand on sait que toute la crise d'Égypte et le détour snowdenien se jouent dans le background, l'arrière-fond syrien, il n'est pas tout à fait étonnant de voir l'intervention étatsunienne prendre l'ampleur que l'on voit, d'autant plus que la répression sauvage, meurtrière, déclenchée par le gouvernement de Bashar al-Assad contre son propre peuple offensait la conscience du monde. Naturellement, le gouvernement étatsunien était déjà intervenu dans la crise syrienne – par combattants interposés – bien avant la présumée attaque chimique du gouvernement contre la population civile. Là encore, il sait toujours choisir ses tueurs, comme jadis il choisissait ses « amis autoritaires » à l'opposé de ses « ennemis totalitaires ».3 Les généraux putschistes égyptiens peuvent tuer comme bon leur semble, les États-Unis les considèrent comme des alliés plus sûrs que l'incrédule Morsi. Ils voient une différence entre tuer des centaines de civils avec des canons mitrailleurs et des obus, et tuer des centaines de civils avec des armes chimiques. Bien entendu, les familles des victimes ne voient pas une telle différence. J'appelle cela l'hypocrisie à la fois en termes de la déviation aux principes de la démocratie, du non-respect de la vie, et de l'inégalité de jugement au-devant du mal.

En effet, à bien considérer l'épisode Snowden, on espérerait qu'un homme qui porte l'éclairage sur les agissements totalitaires (le mot est correct dans ce contexte) du gouvernement soit vénéré pour son courage et esprit civique. Pourtant c'est le contraire qui s'est produit, du moins de la part du gouvernement, dans les cas de Bradley Manning et Edward Snowden. La presse dominante, pro-establishment, adoptant pour une large part le point de vue du gouvernement d'Obama, essaie de peindre ceux-ci comme des traîtres. L'opinion publiques est partagée, mais elle montre une tendance majoritaire pour l'appréciation de l'effet Snowden et, en dépit des battages propagandistes anti-Snowden du gouvernement étatsunien, la sympathie pour Snowden grandit de plus en plus.

Faute d'éclaircissement sur les principes et agissements démocratiques, on finirait par accepter que toute tactique en vaut une autre. Pourtant, en démocratie, et dans la plupart des circonstances, la fin ne justifie pas les moyens. En fait, les moyens peuvent irrémédiablement pervertir la fin comme on l'a vu dans les énormités barbares du régime de Pol Pot au Cambodge dans les années 1970, ou encore, dans une moindre mesure, dans l'institution du goulag en Union Soviétique, une perversion qui a grandement souillé l'idéal communiste du régime soviétique et qui a été exploitée par les ennemis de classe du régime pour supporter leur anti-communisme. Un autre exemple de moyens qui souillent la fin est certainement l'Inquisition chrétienne du Moyen-Âge dont l'idéal rédempteur a pris un bon coup par les répressions sanglantes des autres croyances et par son alliance avec les forces conquérantes de l'Europe. Un autre pendant de cette pensée, mais qui vient d'un autre bout, c'est la notion, condescendante, ignoble dans son ambivalence, que le colonialisme aurait apporté du « progrès » ou de la « civilisation » dans des mondes autrement arriérés et autodestructifs : le colonialisme serait donc ce « moyen » dont la fin — le progrès de l'humanité et la rédemption de l'esprit — justifierait des méthodes d'exécution autrement exécrables ! Naturellement, ces genres de pensées ignorent le fait que le « progrès » de l'humanité est un processus cumulatif et complémentaire auquel contribue, dans un sens ou dans un autre, l'ensemble de l'humanité.

Sowden, Manning, Assange, l'Égypte et la Syrie ont en commun la connexion avec l'Empire, l'idéologie globaliste, corporatiste dominante qui inclut, bien entendu, le maelström sécuritaire dont les États-Unis sont le leader. Un empire qui règne depuis maintenant un siècle, exerçant une hégémonie indéniable. Cependant, face au vote négatif du Parlement anglais qui rejette l'argument interventionniste avancé par David Cameron, le premier ministre britannique, récusant en cela le rôle de suppôt inconditionnel à une aventure impérialiste dont il ne voit pas le bien-fondé ni le bénéfice pour le peuple anglais, Obama a certainement eu la trousse, d'autant plus que beaucoup de membres de son propre parti proférent des réservations. Encore une fois il recourt à la formule familière d'accommodation des deux bouts pour résoudre le problème syrien : il renvoie la décision au Congrès, qui est pris de court par la manoeuvre.

En dépit de la nature criminelle de l'attaque au sarin contre le peuple syrien, il n'incombe à aucun pays du monde d'être le policier universel, c'est une obligation que l'ONU se réserve même si elle n'a pas toujours les moyens pour l'exécuter. Ainsi, en l'absence d'une pré-autorisation par le Conseil de sécurité toute action des États-Unis – à l'instar de l'invasion d'Irak en 2003 – sera illégale, en violation des lois internationales.

L'injustice ou la criminalité en elle-même ne crée pas de droit. Quelque indignés que nous soyons devant l'horreur de l'usage d'armes chimiques, ça ne donne le droit, à aucun pays que ce soit, de « punir » la Syrie. Comme on l'a vu en Haïti en 1915, mais aussi en République Dominicaine en 1965, en Irak en 1991 et 2003, en Afghanistan en 2003, en Libye en 2011 ou en Syrie en 2013, le droit d'intervention est une prérogative que se donnent les États-Unis de par leur propre auto-proclamation de sauveurs du monde. C'est une stratégie impérialiste délibérée, conçue pour imposer un mode et ordre de choses pensés a priori et qui n'entend pas s'infléchir devant quiconque, en l'absence d'une contre-force contrariante correspondante. Car, quelque altruiste qu'il paraisse, le droit d'intervention militaire pour des raisons ou objectifs soi-disant humanitaires est un droit que se réservent les plus puissantes des nations aux dépens des plus faibles ou des moins fortes.

Voyant les préparatifs d'Obama, avant le vote négatif britannique, pour bombarder la Syrie, on ne pouvait manquer de relever l'ironie d'un président qui était initialement élu grâce à son image d'anti-guerre, qui est aujourd'hui applaudi et soutenu par les faucons va-t'en-guerre, les néo-cons comme Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, William Kristol, Richard Perle, etc., soit ceux-là mêmes qui avaient préconisé et aidé à l'exécution de la deuxième guerre contre l'Irak en 2003, une guerre dévastatrice s'il y en ait et qui continue aujourd'hui encore dans sa phase « civile », même si il est vrai avec moins d'engagement de la part du pays qui avait allumé l'étincelle : les États-Unis.

Le vote négatif du Parlement britannique a certainement fait réfléchir Obama, qui était prêt à déchaîner son arsenal meurtrier et punitif contre la Syrie, mais le vote, qui reflète l'attitude anti-guerre constante de l'opinion anglaise, lui a servi peut-être de prétexte pour soulager son état d'âme quand en même temps il l'aide à se distancer de la soif de sang des faucons. Il est tout de même intéressant de voir comment l'opinion a été manipulée pour faire accroire l'idée que l'envoi au Congrès étatsunien de la décision de bombarder constitue une solution alternative légitime : les voix pour et contre de la légalité démocratique ! Or, comme l'a très justement observé Noam Chomsky, même si le Congrès étatsunien voterait pour l'attaque contre la Syrie, ça ne la rendrait pas moins illégale en termes des lois internationales, comme l'a été l'invasion d'Irak par les États-Unis en mars 2003, une invasion votée par la majorité des deux chambres du Congrès en octobre 2002 et qui était dénoncée par presque l'ensemble du monde comme un acte illégal qui viole la souveraineté irakienne et dont les méthodes d'exécution sont sujettes à la poursuite pour crimes contre l'humanité.

Finalement, sentant que son propre Congrès allait récuser ses velléités de guerre et lui refuser l'autorisation d'attaquer la Syrie, une éventualité fort embarrassante, Obama s'emparait à bras ouverts de la suggestion de Sergey Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, qui propose de demander aux Syriens, en échange de l'arrêt de l'attaque étatsunienne jugée imminente, de soumettre sous contrôle international leur armement chimique, l'objet de condamnation pour l'attaque

Suite à la page (15)









Suite de la page (14)

contre la population civile, qui, selon les reportages, a tué 1400 personnes et fait des milliers de blessés, y compris des enfants. La Syrie elle aussi a trouvé l'initiative russe bien à son avantage, l'attaque étatsunienne pourrait bien susciter le pire, et le précédent libyen était loin d'être rassurant. Quant aux Russes, et à Poutine en particulier, il a trouvé l'occasion d'or de préempter une attaque étatsunienne qui, une fois de plus – après la Serbie, le Kosovo, l'Irak, l'Afghanistan et la Libye –, aurait démontré l'impuissance de la Russie face aux agissements des puissances occidentales. Après tout, pour Poutine, éliminer des armes chimiques qui pourraient bien tomber sous la main des combattants indépendantistes du Caucase, est un objectif bien méritoire.

L'option de la paix

À l'heure où nous écrivons cet essai (septembre 2013), tout porte à croire que la Syrie est sérieuse dans sa décision de sacrifier son arsenal d'armes chimiques en échange de la garantie de non-attaque par les États-Unis. Comme on se le rappelle, le gouvernement de Saddam Hussein avait fait le même calcul en 2002, au point que les inspecteurs de l'ONU dépêchés à Baghdad étaient arrivés à identifier et à détruire à la fois l'armement d'armes chimiques et le programme nucléaire irakiens – un détail qu'on n'avait pas trop disséminé à l'époque. Comme on le sait, ça n'avait pas empêché l'agression de l'Ouest.

Les milieux bellicistes et interventionnistes aux États-Unis, dont la plupart font partie du complexe militaro-industriel et sécuritaire, qui a des intérêts tangibles dans la poursuite de la guerre, peuvent toujours inventer des prétextes ou exagérer tout signe de résistance souveraine du régime d'Assad, pour saboter l'accord russo-étatsunien. On peut donner un certain crédit à Obama pour avoir au moins voulu poursuivre la voie de la paix, mais pour qu'il mérite la médaille de l'ange pacifique que certains sont trop pressés de lui conférer, il faudra qu'il montre du courage à résister jusqu'au bout aux faucons dans et en dehors de son administration. Dans la question de la guerre ou de la paix, la recherche de la paix par voie de la négociation doit être plus qu'une astuce pour justifier la guerre.

Avant et au temps de Cléopâtre VII, la dernière reine de l'Égypte hellénistique avant sa tombée finale sous la domination de Rome, les tracasseries, tergiversations et comptes mal taillés entre les divers peuples et centres de pouvoir de la région (Romains, Parthes, Perses, Syriens, Égyptiens, Grecs, Babyloniens, Phéniciens, etc.) semblaient tracer pour nos présentes générations les codes de conduite entre États, peuples et centres de pouvoir. C'est comme si les choses sont restées les mêmes, particulièrement en termes du réflexe de contrôle et de domination des grandes puissances. Changez les noms propres Rome par Washington ou Perse par Iran, les comportements semblent être les mêmes. Ce n'est pas par hasard, car en fait il n'y avait pas de principes, ou plus précisément le principe était l'impératif de la domination et de la prévalence des intérêts des puissances conquérantes et des classes dirigeantes. Les bêtes noires de Rome sont devenues celles de Washington, et les intrigues pour vaincre la Perse, l'Égypte, la Syrie et la Mésopotamie en général sont restées les mêmes, plus de deux millénaires plus tard. Autrefois comme aujourd'hui encore, les questions militaires recoupent les intérêts particuliers, souvent économiques.

Clemenceau l'avait bien vu, les intérêts des nations guident leur politique étrangère, la droite aux États-Unis croit clairement que la paix n'est pas bonne pour le business. Halliburton, Boeing, General Motors et leurs consorts ne sont pas particulièrement des chapelles de peacenicks (*ndlr.* pacifistes). Obama doit finalement décider s'il veut poursuivre une véritable voie de la paix, comme il l'a annoncé, ou verser dans le jeu d'accommodation des deux bouts, qui n'amènera qu'à davantage de cynisme. La nouvelle politique de détente avec l'Iran dont semblent se réjouir Obama et le nouveau président iranien, Hassan Rouhani, est bien encourageante dans la mesure que les États occidentaux sont préparés à accepter de reconnaître le droit que l'Iran revendique depuis le début de la litige : celui d'avoir un programme pacifique d'enrichissement de l'uranium, un droit reconnu à beaucoup d'autres nations par l'AIEA. Le désaccord porte naturellement sur l'« intention » de l'Iran à « *weaponiser* », militariser ce programme.

De toute évidence, profondément affecté par les sanctions draconiennes mises sur pied par les pays occidentaux, Iran semble préparé à accepter pour l'instant la non-militarisation de son programme nucléaire et à donner des garanties vérifiables aux puissances occidentales si celles-ci sont préparées en retour à reconnaître son droit à l'énergie nucléaire. Un accord sur cette question est donc possible.

Malheureusement, pour certains milieux motivés par la hantise — et les profits — de la guerre, les compromis de la Syrie et de l'Iran ne sont jamais suffisants. Ils feront tout pour saboter l'accomplissement de la paix. Elle n'est pas de leur intérêt. Pour les autres, c'est-à-dire les peuples du monde entier, il n'y a de meilleure stratégie que la paix car la stratégie de la guerre est toujours menée contre eux, encourant toujours ses horribles conséquences.

Conclusion

Oui, l'histoire n'est pas un séminaire de droit, mais c'est bien condamnable de prétendre se souscrire à certains principes d'éthique politique et de les souiller à la plus opportune des occasions quand on force les autres à s'y soumettre au risque du châtiment. Cela s'appelle l'hypocrisie.

S'il faut chercher une morale dans ces histoires de duplicité et d'hypocrisie, c'est dans l'assertion de Georges Clemenceau, l'ancien premier ministre français, qui a dit que les nations n'ont pas d'amis mais uniquement des intérêts ; cela est vrai spécialement pour les nations impérialistes qui sont guidées non pas par une éthique de droit et de justice comme souvent elles le prétendent, mais par des intérêts et considérations qualifiés « stratégiques » mais qui sont souvent crasseux et mesquins. Comme on le voit dans les trois cas analysés ici (Égypte, Syrie, Snowden), la Maison Blanche privilégie ses intérêts jugés stratégiques, voire « vitaux », aux dépens du principe de l'éthique politique, qui est relativisé.

Il est intéressant de remarquer qu'à l'instar du coup d'État contre Jean-Bertrand Aristide en 2004, le coup d'État contre Mohamed Morsi a pris prétexte d'une soi-disant insatisfaction populaire pour légitimer l'intervention militaire, même si dans les deux cas on peut montrer une égale pluralité de citoyens qui soutient le gouvernement en place. La crise égyptienne est certainement une histoire en devenir, un processus révolutionnaire toujours en cours, et nous ne prétendrions pas la contenir dans une analyse réductionniste qui ignore sa complexité. Mais les premières leçons qui en filtrent ne sont pas encourageantes. Elles confirment une fois encore la prépondérance du fait contre le droit, des intérêts particuliers contre le principe universel, des considérations idéologiques, souvent mesquines et personnelles, contre l'intérêt général, contre l'harmonie de la collectivité. S'agissant du cas de l'Égypte en particulier, les intérêts stratégiques des États-Unis pourraient bien les amener à cautionner le coup d'État militaire contre Morsi, mais le moment venu, le peuple égyptien se souviendra qu'à un moment crucial de son histoire son prétendu protecteur de l'Ouest l'avait utilisé à des fins impérialistes qui allaient à l'encontre de ses intérêts.

Ce que Ellsberg, Manning, Assange et Snowden ont en commun, c'est une conviction inébranlable que l'agissement secret de l'État est plus dommageable à la démocratie que toute menace exogène venant des présumés terroristes ou ennemis de l'État. L'État secret qui espionne les citoyens et qui les conditionne à une normalité préconçue est plus dangereux à la démocratie que la plus meurtrière des actions d'Al-Quaeda ou de tout autre ennemi. En fait ceux-ci peuvent se vanter, comme ils le font souvent, qu'ils sont arrivés à atrophier l'espace démocratique par la hantise sécuritaire qu'ils ont aidé à imposer chez leurs ennemis. C'est cette possibilité de déviation qui amène le peuple étatsunien à repousser la logique sécuritaire avancée par la NSA, et à voir Snowden comme un défenseur de la démocratie.

-Tontongi
Revi *Tanbou*

NOTES

1. Cf. Antonio Negri et Michael Hardt, *Multitude,* Édition Penguin Books, 2004.

2. Toutes les citations sont tirées du *Monde Diplomatique* d'août 2013.

3. Selon la fameuse citation de l'ambassadrice de Ronald Reagan à l'ONU, Jeane Kirkpatrick, affirmant en 1980 que les États-Unis se doivent de supporter les tyrans et caudillos de droite, ses « amis autoritaires », et combattre ses « ennemis totalitaires », les régimes de gauche du tiers-monde.

Suite de la page (13)

année aura pour but de faire avancer la justice dans le monde. Car il ne s'agit pas seulement du passé, mais de ses conséquences actuelles et de toutes les potentialités futures entravées à la fois par le poids du passé et par les nouvelles formes de domination impérialiste.

Nous invitons donc les citoyennes, les citoyens, les ONG, les peuples et les gouvernements à se saisir de cette date emblématique et à mettre en oeuvre toutes les actions susceptibles de faire avancer dans le monde la cause des réparations (communiqués de presse, conférences, expositions, campagnes médiatiques, actions de rue, festivals culturels, émissions à la radio ou à la télé, décisions politiques, etc.).

Nos parents et nos grands-parents se sont battus pour obtenir indépendance et liberté. A nous de poursuivre le combat pour obtenir justice.

Plataforma DESCAM-Uruguay
Afifa Ltifi -Tunisie
Boulanouar -France
Miriam Abu Salem -Italie
Donatella Barazzetti Italie
Union des Femmes pour la Dignité Humaine (UFDH)- Congo, République Démocratique
Slave Trade Reparations Project (STeR) - Royaume-Uni
Réseau National Dette et Développement (RNDD) Niger-Niger
Mouvement International pour les Réparations (MIR)-Martinique, France
Glokal-Germany
Conseil Représentatif des Associations Noires (CRAN)-France
Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) Lubumbashi-Congo, Democratic Republic
Comité International des Peuples Noirs (CIPN)-Guadeloupe, France
Colonialism Reparation-Italie
Berlin Postkolonial- Allemagne
Association Tunisienne de la Sociologie (ATS) -Tunisie
Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) Togo-Togo
Association des Jeunes Méditerranéens pour les Echanges Culturels (AJMEC)-Tunisie
Afrika-Hamburg-Allemagne
AfricAvenir- Allemagne
Berthony Dupont/Haiti Liberté-Haiti
Marion Davenas-France
Vanesa Moscatello-Argentine
Joaquín García-El Salvador
Oswaldo Mostacero Leon-Pérou
Oscar Loncochino-Sweden
Yolanda Nieves Payano Iturrizaga-Pérou
Dionicio Barrales-Canada
William Morkill-Canada
Maria Leticia Mascotto-Argentine
Maria Pia Osella-Italie
Carlos Pilquil- Chili
Dirección Regional del Movimiento Indígena de la Agencia de Contrainformación 'ArgosIs-Internacional' en la Red Humahuaca, Jujuy - Argentine
Gianfranco Monaca-Italie
Rosa Mendoza -Pérou
Albert Moliner-Espagne
Diane-Brésil
Soldepaz-Asturies
Nicole Moeller- Costa Rica
Giuliana Cupi-Italie

Il est possible d'adhérer à l'Appel à l'adresse: http://www.colonialismreparation.org/fr/ce-que-tu-peux-faire/adhere-a-l-appel-pour-la-journee-internationale-pour-les-reparations.html

Pour d'autres renseignements, approfondissements et interviews:

Colonialism Reparation http://www.colonialismreparation.org

Bureau de presse: media@colonialismreparation.org

Colonialism reparation est un mouvement international pour la reconnaissance, la réconciliation, les excuses et le dédommagement du colonialisme. Il développe des activités non violentes sur le plan personnel et à niveau institutionnel pour créer conscience de la situation et faire de sorte que les nations colonisatrices qui ont donné origine à des situations d'inhumaine injustice et souffrance condamnent leurs actions coloniales, en reconnaissant leur propre comportement comme criminel, en même temps qu'ils se réconcilient avec leur passé, ils présentent leur propres excuses et enfin indemnisent les nations colonisées.

Food Voucher Program...

Suite de la page (9)

stores in two communes during Phase 1 and two communes during Phase 2 did not find any "locally produced" food aside from Haitian spaghetti, made with imported wheat, and – in some, but not all locations – beans. Asked if CARE used or was planning to use local food, spokesman Pierre Seneq confirmed that mostly imported food was utilized in the current programs, but that CARE was planning to source some local food in future programs.

Jean Robert Brutus, head of *Aba Grangou*, also admitted that the Grande Anse programs mostly used foreign food.

"Everyone wanted [the program] to use local food, but the market could not always provide it," Brutus told HGW. He also said that people cannot be forced to buy one thing over another.

"We don't force people who have vouchers to buy local products, but we encourage them, and we encourage the distributors to make local products available," Brutus said. "We need to make an effort to guarantee producers that their products will be competitive with imported products and will be purchased, so that they start to produce again."

Brutus did not give details on how Haitian rice and other local products would be able to compete with the highly subsidized and/or cheaply produced foreign food.

In the meantime, the agronomists in Grande Anse are as despondent as Dadignac and other farmers. "It's true, there are places in Grande Anse where people are hungry," agronomist Vériel Auguste admitted.

Veriél is a member of a farmers cooperative. Like every farmer and agronomist contacted by HGW, he bemoaned the use of foreign food to help hungry people, since it undercuts local production, makes people dependent, and, in the long run, contributes to even more hunger.

"They call the program 'Down with Hunger,' but to me, it's a 'Long Live Hunger' program," he said.

Auguste also pointed out that the province has a lot of cultivable land sitting empty, in part because cheap imported food undercuts Haitian production, and in part because Haitian farmers get no technical support from the government.

"A long time ago, every week we would see four boats loaded with food leave [Jérémie] every week, and there would still be food left on the wharf!" he said. "Not any longer… but the land is there. It can still be farmed."

Agronomist Jean Wilda Fanor, who has worked in Grande Anse for over 25 years, said much the same thing.

"Instead of an *Aba Grangou* program that promotes imported food, the government should help develop the internal market so producers can sell their products," said Fanor, who currently works for *Entraide Protestante Suisse* (Swiss Protestant Aid).

Questioned by HGW in June 2013, the head of the government's *Coordination Nationale de Securité Alimentaire* agency (CNSA or National Coordination for Food Security) also expressed reserves about voucher programs that favor U.S. food.

"The objective is to allow people to buy local food," CNSA director Pierre Gary Mathieu said. "If it is poorly targeted and people buy imported rather than local food, then it penalizes local production."

Mathieu said he was aware of the "deviation" in Grande Anse, which was a "very bad" experience, but added that thought it had been corrected. However, as noted above, Phase 1 and 2 of CARE's program were identical.

Beneficiaries and Vendors Happy

But the program does have its cheerleaders. In publicity materials, CARE lauds its program, which undoubtedly did feed families. And of course, store owners were very pleased.

Silvain Julien said his store became part of the program in March 2012 – 16 months after Hurricane Tomas.

"The program is going very well, and people are asking me if it will continue," Julien said. His store was packed with bags of Tchako rice from the U.S.-based cooperative Riceland, one of the world's largest rice exporters and the largest recipient of U.S. government farm subsidies. According to Oxfam Senior Research Marc Cohen, between 1995 and 2010, Riceland collected over US$500 million from Washington.

Julien said *Kore Lavni Nou* "really helps people… not only the beneficiaries, but also me, as a businessman. I used to sell 50 sacks [of rice], but now I sell 100 sacks. So business has really improved." Program beneficiaries were also pleased.

HGW wanted to investigate whether all beneficiaries were indeed victims of hurricanes Tomas or Sandy, and/or if they fit the CARE criteria. Due to lack of time and human resources, a survey with a representative sample was not possible.

However, HGW did note that Catholic Relief Services (CRS), which also carried out a USAID-funded food voucher program in the region, said there were signs of some corruption in a report given at a September 2012 food voucher workshop sponsored by USAID. A CRS PowerPoint obtained by HGW noted that "partisan infiltration of beneficiary" lists was one of several challenges.

Not all *Kore Lavni Nou* beneficiaries were willing to speak openly. But at one household in Chambellan – where at least two voucher beneficiaries lived together – Marie Edith Dubrevil was happy to talk. She represented herself as someone living in "misery," and told HGW that her region was "miserable." She said that she started getting coupons in June or July 2012, about 18 months after Hurricane Tomas, thanks to a church worker.

"Every now and then one of the supervisors would check to see if my name got onto the list," Dubrevil said. "Two months ago my name came up… Now, thanks to the program, I get rice, and it's good rice… I wasn't able to eat that kind of thing because I am poor, but now, thanks to CARE and USAID, I applaud them, because my life has changed!"

Dubrevil and her aunt, 89-year-old Louima Leon, who is also a beneficiary, said that before the program, they mainly ate breadfruit, plantains, sweet potatoes, yam, and taro. "Now we eat rice, beans, and cornmeal," Leon said. [See **Aid or Trade?** for more on diet changes]

Imported supplants local

Since the earthquake, the U.S. alone has provided US$22.5 million worth of food vouchers to 179,000 people, according to the 2013 version of the USAID-BEST Analysis, a report on USAID-funded food aid produced every year.

While the CARE program focused on imported food, some programs have utilized – at least in part – locally produced food. The CRS food voucher program in Grande Anse allowed beneficiaries to buy yams and potatoes, according to the agency's report, made public at the September 2012 workshop. (HGW was not able to look into the CRS program.)

Another report, from *Action Contre la Faim* (ACF), described a post-earthquake program for 15,000 families who received "fresh food" vouchers. Merchants included street vendors (most of whom are women) as well as shops.

Other food aid programs in Haiti use locally procured food. In 2012, the World Food Program (WFP) bought over 27% of its food locally, according the BEST report. The WFP is also piloting the purchase and distribution of local milk as part of the national school meal program.

In their written report on the workshop, *Aba Grangou* representatives Frisnel Désir and Rédjino Mompremier expressed their concerns, noting that the programs reviewed were all short-term, "with no integration of regional production and with no exit strategies. In other words, once the project is over, the beneficiary will return to his or her original situation."

Désir et Mompremier also called for more focus on local products and on outreach to promote the use of local rather than imported goods.

"People who are hungry clearly give imported products more social value," they wrote. "The integration of local products needs to be accompanied by other measures related to production and to transportation all the way to the point of sale in the future."

Jean Robert Brutus, director of *Aba Grangou*, told HGW that everyone "learned lessons" from the Grande Anse program. Brutus promised that the new food voucher program will promote local food as much as possible, and will be "structured in a way that encourages food producers in the region to produce food."

"If [a farmer] knows there is a guarantee that people will buy, he will produce," Brutus said.

So far, details of new program have not been announced, but as of this writing, it appears the current U.S. Farm Bill will be extended again, meaning that most U.S. food aid programs will need to use U.S. products.

Agronomists Auguste and Fanor both told HGW that Grande Anse farmers will need more than a "guarantee" to improve their output. Both said the government must intervene to deal with the structural issues. But neither the government nor foreign agencies have yet announced any major agricultural projects aimed at increasing production in Grande Anse.

As he walked around his demonstration plot, Auguste talked excitedly about the potential of the peninsula. But he was also very worried, because every year he sees more people leaving their fields, nailing shut their fences, boarding up their homes, and leaving for the capital.

"If we don't root out the structural causes and try to solve them, we are going to become like Savane Desolée," said Auguste, referring to an arid region near Gonaïves whose name in English means "Desolate Savannah."

Fanor called on the government to build roads, help with irrigation systems, and create seed banks. "The state has a major role to play," he told HGW.

In the meantime, the farmers in the ROPADAM network continue to farm and to promote their products, like "*verichips*" – similar to potato chips but made with breadfruit (called "*lanm veritab*" in Kreyòl).

"We are the breadbasket for Haiti," Dadignac told HGW. "We have a government that has given up. We need agronomists, technicians, who can help us produce more. We need agricultural stores where we can find seeds and things. That's what should be in the government's program."

On Sep. 27, USAID announced the launch of a new program, "*Kore Lavi*" ("Support Life"). CARE will work with the Ministry of Social Affairs to, among other actions, "reach approximately 250,000 households by providing food vouchers," USAID said in news release.

HGW asked CARE if the new program would be like the "test" program in Grande Anse, with an emphasis on mostly imported food. CARE promised a response via email by Oct. 5, but then never followed through.

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti.

This series distributed in collaboration with Haïti Liberté

Suite de la page (9)

representative of the Cuban Embassy in New York, also attended the meeting and spoke, as did Colia Clark.

Below is the final resolution put out by the delegation that visited the UN.

2004 - 2014: Ten Years Is Enough! UN-MINUSTAH Troops Out of Haiti Now!

We -- the undersigned political and trade union leaders, human rights activists, peace and democratic rights activists -- have been mandated by the Continental Conference For the Withdrawal of UN-MINUSTAH Troops from Haiti -- To Defend Haiti Is To Defend Ourselves" to present to the United Nations officials in New York the conference's unanimous demands:

- Immediate withdrawal of UN-MINUSTAH troops from Haiti!

- Compensation for all the victims of the cholera epidemic!

The Continental Conference was held in Port-au-Prince, Haiti, on May 31-June 1, 2013, with the participation of 140 delegates from ten countries. It was the third such conference since 2008.

Our delegation was received at the United Nations on Oct. 10, 2013, by Mr. William Gardner, Integrated Operational Team Leader, Europe and Latin America Division, Office of Operations, UN DPKO, to whom we presented the results of the Continental Conference.

Our delegation underscored, in particular, the importance of the resolution adopted by the Haitian Senate, which, as a co-custodian of Haiti's national sovereignty, took a stand to demand "a gradual and orderly withdrawal of U.N. troops in a lapse of time not exceeding one year (1) to be counted from the date of the vote of the present resolution, i.e., no later than May 28, 2014."

Based on the reports presented by the Haitian delegates to the UN officials, our delegation was able to put the spotlight on the current situation in a country that for 10 years has suffered under the boot of military occupation, focusing in particular on the involvement of the UN-MINUSTAH forces in political repression in response to the popular mobilizations; the absence of calls to hold elections; the impossibility to hold truly democratic elections in a country under military occupation; the increased abuses by the UN troops (all protected by UN impunity); and the inhumane situation of Haitians living in the Diaspora.

Mr. Gardner, representing the United Nations, replied that in defiance of the will of the sovereign institutions of Haiti and of the Haitian people themselves, "the United Nations will maintain the MINUSTAH troops in Haiti until at least 2016."

Also, in opposition to the Haitian Senate's resolution on the matter of the cholera epidemic, which calls on the UN to pay reparations to all the victims, Mr. Gardner responded that the United Nations was not responsible and that it would not pay reparations to the victims.

Our delegation reaffirmed that the campaign will continue and broaden to demand the immediate withdrawal of the UN-MINUSTAH troops from Haiti. In this vein, our delegation calls upon all governments to respect the resolution voted by the Haitian Senate in the name of the Haitian people for the withdrawal of the UN-MINUSTAH troops "no later than May 28, 2014."

That is why our delegation calls for the continued and broadest mobilization on all continents for the immediate withdrawal of the UN-MINUSTAH troops from Haiti.

Ten years is enough! Let's make 2014 the year of the broadest and most powerful mobilizations for the withdrawal of UN-MINUSTAH troops from Haiti.

* Let us demand that governments throughout Latin America and the Caribbean -- as well as all governments involved in the occupation of Haiti -- immediately carry out the withdrawal of these troops from Haiti!

* Let us call upon the parliaments/congresses of these countries to insist that they respond positively in solidarity with the appeal issued by the Haitian Senate!

* In each country, let us reach out more widely to the popular, democratic, political and trade union organizations and invite them to join this campaign in the manner they consider most appropriate!

In the framework of the decisions of the Continental Conference held in Haiti on May 31-June 1, 2013, the organizations involved in the campaigns that were adopted are currently considering initiatives at the continental level for the first semester of 2014, including the perspective of holding a Fourth Conference on Haiti. As these decisions are taken, we pledge to get the word out widely to deepen the campaign.

More than ever, the demands raised by the 2013 Continental Conference are the order of the day for all peoples the world over:

- For the Immediate Withdrawal of UN-MINUSTAH Troops from Haiti!

- To Defend Haiti Is to Defend Ourselves!

SIGNATORIES (the Delegation):

HAITI: Moise Jean-Charles, Senator; Fignolé Louis St-Cyr, CATH; Yves Pierre-Louis, Haiti Liberté - BRAZIL: Barbara Corrales, Committee "To Defend Haiti Is to Defend Ourselves!" - UNITED STATES: Larry Adams, Peoples Organization for Progress; Ray Laforest, Communication Workers of America Local 1180; Nat Wood,

Suite à la page (18)

Brésil : Les enseignants en grève

Deuxième mois de grève des enseignants à Rio : 50 000 manifestants dans la rue pour défendre une éducation publique ravagée



Deuxième mois de grève des enseignants à Rio : 50 000 manifestants dans la rue pour défendre une éducation publique ravagée

Les manifestations de juin ont été l'étincelle d'une explosion de colère généralisée contre la gestion loyale et cynique des intérêts du capital par le Parti travailliste de Lula puis Dilma. Désormais, au tour des enseignants de refuser ce système inégalitaire et clientéliste.

Les médias français ont préféré retenir de la manifestation massive du 7 octobre, à Rio de Janeiro, les échauffourées entre provocateurs « Black blocks » et forces de police, destinées à effrayer le badaud et à discréditer le mouvement.

Pourtant, 50 000 enseignants avaient répondu à l'appel lancé par le seul Syndicat de l'État de Rio des professeurs (SEPE). La manifestation a également reçu le soutien des enseignants d'autres villes et Etats du pays qui ont défilé, notamment à Sao Paulo.

Cette démonstration de force marque le point d'orgue de deux mois d'une grève lancée le 8 août dernier contre le « Plan d'emplois et de salaires » proposé par la municipalité et l'État de Rio de Janeiro. A l'heure actuelle, la grève est encore suivie par 80 à 90% des personnels de l'État.

Ce plan prévoit une série de mesures présentées de façon cynique comme un progrès pour la condition désastreuse des enseignants au Brésil : une revalorisation salariale de 8 % pour tout enseignant qui s'acquittera de 40 heures par semaine effectives.

Or, seuls 7% des professeurs des écoles et collèges publics de l'État effectuent actuellement ce service de 40 h. De deux choses l'une : soit cette revalorisation ne concerne qu'une infime minorité, soit elle suppose l'alignement de tous les profs sur les 40 h par semaine ... en classe.

Le but premier est donc de faire travailler plus les enseignants, en classe ou dans l'établissement, avec un salaire toujours modique. Selon les chiffres du Ministère, à Rio, le salaire moyen s'élèverait à 750 € par mois.

Selon le syndicat, il est au moins 2 fois inférieur. Pour un professeur sur deux, au niveau fédéral, il est à peine au-dessus du SMIC … lui-même fixé à 200 €. Le SEPE évoque, pour Rio, l'absence d'augmentation du salaire réel depuis 21 ans.

En parallèle, cette réforme de l'emploi et de la rémunération prévoit deux mesures de libéralisation : l'introduction de la polyvalence des enseignants et l'ajustement des salaires au « mérite », deux remises en cause supplémentaires de la qualification et de l'égalité dans la profession.

Face aux allégations de « corporatisme » répandues dans la presse brésilienne, les professeurs ont tenu à souligner que leurs revendications allaient au-delà du salaire : elles portent sur la défense même de l'éducation publique contre l'achèvement de sa privatisation.

La faillite de l'éducation privatisée au Brésil

Le système éducatif brésilien, largement défaillant, est un héritage d'une longue histoire construite sur l'absence d'un service public national fort de l'éducation, sur une décentralisation auprès des entités fédérées, des municipalités, de privatisation au profit des Églises et entrepreneurs privés.

Cette tradition remonte pour une grande partie à la période de la dictature militaire, entre 1964 et 1985 ; de la présidence de Lula à partir de 2002 puis, Dilma n'a pas inversé ce processus, elle l'a géré et aggravé.

Concrètement, l'éducation primaire et secondaire publique au Brésil est largement de la responsabilité des municipalités, et des États fédérés (régions). Dans un système gangrené par la corruption et le clientélisme, l'éducation publique est perçue comme un coût.

Sous-financée, sous-équipée, avec des profs sous-formés et sous-payés, de fait, l'éducation publique a cédé face à un système à deux vitesses. La concurrence du privé conduisant mécaniquement à un cercle vicieux de dévalorisation du secteur public.

D'un côté, une éducation privée, généralement de qualité, attirant les meilleurs professeurs, bénéficiant des meilleurs équipements, concentrant les élèves des classes supérieures, au prix de frais d'inscription pouvant aller de 200 € (le salaire minimum!) à 800 € par mois !

De l'autre, une éducation publique, de qualité inégale mais globalement médiocre, attirant des professeurs démotivés, dépassés, dans des locaux dégradés et concentrant les problèmes sociaux et l'échec scolaire des classes défavorisées, comme celles des « favelas » de Rio.

Ce système biaisé grave dans le marbre l'inégalité scolaire qui se perpétue pour l'entrée au supérieur. Seul le privé prépare aux examens ultra-sélectifs (« vestibular ») pour l'entrée dans les meilleures universités … publiques du pays, les prestigieuses universités d'État.

Pour ceux que l'éducation publique n'aura pas déjà poussés au décrochage, la seule alternative reste les universités … privées, souvent à but lucratif, promettant ascension sociale contre frais exorbitants, mais n'offrant finalement qu'une éducation au rabais sans perspective.

Ces universités accueillent actuellement 75% des étudiants du supérieur, elles ont absorbé 3 des 3,5 millions de nouveaux étudiants que compte le Brésil depuis 2000.

Le gouvernement Lula a même adopté de façon spécieuse un système de bourses dit Pro-Uni pour permettre aux enfants de milieux pauvres d'accéder aux universités publiques.. Il s'agit de fait d'un financement déguisé des universités privées, un encouragement à leur expansion au Brésil.

Les résultats pour le Brésil sont catastrophiques. Selon l'UNESCO, dans son rapport sur l'éducation mondiale de 2010, le Brésil se classe à la 88ème place sur 128 pays pour son éducation. A titre de comparaison, Cuba socialiste se place au 14ème rang.

Révélateur de la faillite de ce système privatisé, outre le nombre encore élevé d'analphabètes de plus de 15 ans – 14 millions, soit 10% de la population – un quart des Brésiliens sont dans les faits incapables de lire ou écrire. Le Brésil touche le fond dans les tests de science ou de langue.

Les taux de redoublement, d'abandon atteignent des records, même pour l'Amérique latine : un élève sur cinq redouble, un élève sur deux ne va pas au bout de sa scolarité obligatoire.

Le malaise est profond dans la société brésilienne. Les grandes manifestations de juin dernier en avaient été l'illustration. La grève historique des personnels de l'enseignement supérieur, en août 2012, en était un autre signal alarmant.

Pour nous, en France, outre note nécessaire solidarité internationaliste, c'est une mise en garde contre la tentation toujours présente de favoriser la décentralisation, l'autonomie des établissements de l'éducation, la polyvalence et la flexibilisation des personnels : cheval de Troie de la privatisation, remise en cause de l'accès universel à l'éducation qui nous préoccupent.

Solidarité Internationale
11 octobre 2013

Italie : la catastrophe de Lampedusa



Un navire transportant 500 migrants d'Afrique s'est échoué au large des côtes de l'île de Lampedusa au Sud de l'Italie, la mort de 250 d'entre eux a été confirmée. La plupart des gens à bord venaient d'Érythrée et de Somalie

Par Robert Stevens

Recrudescence des manifestations à l'annonce d'un bilan probable de 400 morts dans la catastrophe de Lampedusa

Six jours après qu'un navire transportant 500 migrants d'Afrique s'est échoué au large des côtes de l'île de Lampedusa au Sud de l'Italie, la mort de 250 d'entre eux a été confirmée. La plupart des gens à bord venaient d'Érythrée et de Somalie.

Avec seulement 155 survivants, on s'attend à ce que le bilan final de cette tragédie approche les 400 morts. C'est le nombre le plus élevé de migrants jamais tués en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe. Le nombre de morts va dépasser celui du désastre de 1996 dans lequel 283 décès avaient été enregistrés, également au large de l'Italie.

Le bateau a coulé lorsque le feu a pris à bord, apparemment causé par le capitaine qui tentait de se servir d'une couverture pour envoyer un signal de détresse après une panne du moteur. Le feu se propageant, une grande partie des personnes à bord se sont ruées du même côté, ce qui a fait chavirer le navire. Cela s'est produit à seulement un kilomètre des côtes.

Lundi soir, des plongeurs des gardes-côtes ont libéré 38 corps supplémentaires de la coque du navire. Décrivant des scènes déchirantes, un plongeur a dit qu'ils avaient « défait un mur composé de personnes, » ajoutant que les corps étaient « tellement entremêlés » qu'ils étaient difficiles à en extraire. La police a indiqué que les plongeurs ont maintenant récupéré tous les corps qui avaient coulé et qui se trouvaient autour du navire ou sur sa coque, mais qu'il en reste encore beaucoup à l'intérieur du navire ou qui sont introuvables. Le plongeur de la police Riccardo Nobile a déclaré, « Nous en avons trouvé certains dont les bras étaient tendus en avant. On essaie de ne pas trop penser à ce genre de choses, sinon la tâche devient trop difficile. » 18 autres corps ont été récupérés mardi.

La mort de centaines de migrants a entraîné des manifestations de colère. Des réfugiés érythréens ont été attaqués par la police anti-émeute dans des camps de réfugiés en Éthiopie quand ils ont organisé une veillée funéraire à la mémoire des victimes de la tragédie de Lampedusa.

L'International Business Times a cité le militant des droits de l'Homme Meron Estefanos qui décrivait comment « une émeute a éclaté dans le camp de réfugiés de Mai Ayni après que des réfugiés érythréens aient commencé à exprimer leur frustration contre les autorités. » L'IBT a ajouté, « la police a ouvert le feu pour disperser l'émeute et quatre enfants ont été blessés. Les troubles se sont propagés à d'autres camps comme celui d'Adi Harish et trois personnes ont été tuées. » Estefanos a dit que beaucoup d'autres réfugiés ont été blessés.

Les 154 survivants de la catastrophe maritime, tous, sauf un, originaires d'Érythrée, ont manifesté mardi contre les mauvaises conditions dans lesquelles ils sont détenus dans le « centre d'accueil » surpeuplé de Lampedusa. Ces survivants sont détenus dans un camp de 250 lits qui dépasse déjà les 1000 résidents. De nombreux réfugiés doivent dormir en plein air. Parmi eux, il y aurait 40 mineurs de 11 à 17 ans sans adultes pour les accompagner.

Les habitants de Lampedusa ont organisé une procession aux chandelles dans les rues de l'île à la mémoire des victimes. Les pêcheurs sont sortis en mer samedi pour rendre hommage aux noyés.

L'un des pécheurs, Salvatore Martello, a déclaré, « On ne peut pas oublier les morts, ils doivent être commémorés parce que ce sont des gens qui ont tenté de venir et de travailler pour avoir une vie meilleure. » Cette tragédie et les manifestations qui en ont suivi ont déclenché un déluge de larmes de crocodile de la part de l'élite bourgeoise en Italie et en Europe. Le gouvernement italien a déclaré vendredi dernier une journée de deuil national.

Le même jour, le premier ministre italien Enrico Letta a annoncé, « les centaines de personnes qui ont perdu la vie au large de Lampedusa hier sont citoyens italiens à compter d'aujourd'hui. » C'est d'une hypocrisie à vomir. Le gouvernement italien est pleinement responsable de ces morts, en raison de ses lois répressives qui traitent les demandeurs d'asile et les réfugiés comme des criminels. Alors même que Letta accordait la citoyenneté aux morts, des lois passées en 2002 par le gouvernement de droite de Silvio Berlusconi font des survivants de cette tragédie des « immigrés clandestins » qui ont tenté d'entrer illégalement en Italie. Ils risquent jusqu'à 5000 euros d'amende.

Le gouvernement est également accusé d'avoir réagi trop lentement au désastre. Ce week-end, Vito Fiorino, un pêcheur arrivé le premier sur les lieux du naufrage, a affirmé que les garde-côtes italiens ont perdu du temps en voulant filmer les tentatives de sauvetage. Fiorino a déclaré à l'agence de presse Ansa, « ils ont refusé de prendre à bord certaines personnes que nous avions déjà sauvées parce qu'ils disaient que le protocole l'interdisait. »

Un article de La Sicilia a indiqué que deux navires appartenant à la douane italienne, qui ont pour tâche des missions de police et de sauvetage, étaient restés au port.

D'après une déclaration des garde-côtes italiens, « Après avoir reçu l'alerte par radio à 07:00 nous

Suite à la page (18)

Suite de la page (16)

Producer, MNN Public Television; Colia Lafayette Clark, Guadeloupe-Haiti Tour Committee; Quincy Saul, Eco-Socialist Horizons; Anthony Gronowicz, New York City Green Party; Nellie Bailey, Occupy Harlem - GUADELOUPE: Eddy Damas, Executive board member and communications director, General Union of Workers of Guadeloupe (UGTG); Jocelyn Lapitre, representative, Association of Workers and Peoples of the Caribbean (ATPC) - MEXICO: Luis Alfonso Vázquez Villalobos, representative, Organization of Workers and Peoples (OPT).

The delegation was supported by messages, motions and letters from the following individuals and organizations:

ALGERIA: Labatcha, Salim, Deputy, National People's Assembly, APN (Algeria's Congress), and General Secretary, Federation of Food and Agricultural Workers, UGTA; Tazibt, Ramdane, Deputy, APN; Akdjout, Amar, General Secretary, National Federation of Textile Workers (UGTA); Abdellah El Houari, Wilaya General Secretary, Workers (UGTA); Hamarnia, Mohamed Tayeb, National Organization Secretary, UGTA; Ben Bessa Rahima, Deputy, APN; Zitouni Lamtaï, General Secretary, Organization of African Trade Unions, Metal Mines and Energy Division; Dheb Ben Ali, UGTA; Djouambi, Amar, General Secretary, Trade and Commercial Federation, UGTA; Chaabane, Souraya, Deputy, APN; Boufenara, Mohamed, Deputy, APN - ARGENTINA: Argentine Workers Central (CTA) - BOLIVIA: Bolivian Workers Central (COB) - BRAZIL: Unified Workers Central (CUT) - Eduardo Suplicy, Senator; Union of Workers in the Public Service (Sintrasem) in the city of Florianópolis - DOMINICA: Arlington Wilson, Deputy Secretary-General of the National Workers Union, NWU - FRANCE: Jacques Girod, Force Ouvrière, Paris - UNITED STATES: Communication Workers of America (CWA) Local 1180; International Brotherhood of Teamsters (IBT) Local 808 - GUADELOUPE: Association of Workers and Peoples of the Caribbean (ATPC) - MEXICO: Electrical Workers Union (SME) - PERU: General Confederation of Peruvian Workers (CGTP); National Federation of Metalworkers of Peru; National Union of Higher Education Workers; United Teachers Union of Lima; Federation of Electrical Workers, CGTP, Section of Lambayeque.

Suite de la page (13)

gouvernement a été sur le point de juger Posada Carriles, c'est en 2009, lorsque l'administration d'Obama l'accusa, non pour son rôle dans les attentats à la bombe à La Havane, mais pour avoir menti sur un formulaire d'immigration. Il a été acquitté.

« Aujourd'hui, Posada est libre dans les rue de Miami, une contradiction vivante de la guerre des États-Unis contre le terrorisme. Comment ajuster sa liberté avec la déclaration du président George W. Bush, à la suite du 11 septembre selon laquelle "toute nation qui continuerait d'héberger ou de soutenir un terroriste serait considérée comme un gouvernement hostile par les États-Unis" ? Comment faire cadrer la liberté de Posada avec l'emprisonnement prolongé des cinq Cubains dont le principal objectif était d'empêcher des attaques terroristes ? C'est une contradiction que les Nord-américains devraient considérer.

« Vous commencez à comprendre maintenant pourquoi les Cinq Cubains – comme ils sont connus – sont considérés comme des Héros dans leur pays, pourquoi des portraits d'eux alors qu'ils étaient plus jeunes sont sur des affiches dans tout le pays, pourquoi chaque étudiant cubain les connaît par leur prénom », explique l'écrivain dans son article.

Le Washington Post est le plus important et le plus ancien quotidien de la capitale des États-Unis. Il tire à environ 500 000 exemplaires et le dimanche, il dépasse les 800 000. Dans les années 70, il atteignit la notoriété avec la couverture des événements du Watergate qui aboutirent à la démission du président Richard Nixon. Il est considéré, avec le New York Times et le Wall Street Journal, comme un des quotidiens les plus respectés et les plus influents du pays. (SS).

Granma La Havane.
9 Octobre 2013

Suite de la page (17)

sommes immédiatement intervenus avec nos navires, arrivant sur les lieux du naufrage à 07:20. » Cecile Kyenge, ministre italienne de l'intégration, a visité l'île dimanche et face à la colère croissante devant les pertes massives de vies, elle a déclaré, « Les règles doivent être changées, nous ne pouvons pas nous contenter d'une approche répressive de l'immigration, nous avons également besoin d'une approche d'acceptation. »

La « répression » à laquelle elle fait référence est systématique et brutale et est un trait majeur de la politique italienne de lutte contre l'immigration depuis plus de dix ans. En mars 2002, la coalition de Berlusconi avait fait passer un « état d'urgence » qui accordait à la police le pouvoir de prendre des décisions rapides sur les questions relatives aux immigrés, y compris sur les demandes d'asile et les procédures d'expulsion.

Par la suite, une loi « Bossi-Fini », passée en juillet et nommée d'après le ministre des réformes Umberto Bossi et du vice-premier ministre Gianfranco Fini, un ex-fasciste, exigeait que tous les immigrés non-européens aient leurs empreintes digitales relevées et autorise l'usage des navires de guerre pour patrouiller les côtes et intercepter les navires transportant des migrants.

En septembre 2011, la police anti-émeute italienne a brutalement attaqué des centaines d'immigrés tunisiens détenus dans un bâtiment où étaient confinés 1500 personnes. Des dizaines de migrants avaient été blessés, alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre un accord entre l'Italie et la Tunisie qui forçait plus de 1000 tunisiens à être renvoyés en Tunisie. Une vidéo ici montre l'attaque de la police, durant laquelle on les voit frapper des gens contraints de fuir pour sauver leur vie, alors même qu'ils sautent d'un balcon à 4 mètres du sol.

Le maire Bernardino De Rubeis avait cherché à attiser l'hostilité contre les migrants. Révélant qu'il gardait une batte de baseball dans un tiroir de son bureau, il avait déclaré à Al Jazeera, « je dois me défendre et je suis prêt à m'en servir. C'est comme une zone de guerre. »

De Rubeis avait demandé au gouvernement d'« envoyer immédiatement des hélicoptères et des navires pour évacuer les Tunisiens. »

En janvier 2009, 650 réfugiés africains s'étaient échappés de leur camp qui était lourdement gardé par les Carabinieri, sur l'île de Lampedusa. Manifestant contre les conditions déplorables dans lesquelles ils étaient maintenus en attendant la déportation, ils avaient traversé le centre de la principale ville de l'île en criant « Liberté ! » et « Aidez-nous ! »

Wsws 9 octobre 2013



La mort de centaines de migrants a entraîné des manifestations de colère. Des réfugiés érythréens ont été attaqués par la police anti-émeute dans des camps de réfugiés en Éthiopie quand ils ont organisé une veillée funéraire à la mémoire des victimes de la tragédie de Lampedusa

18 ¡Hasta siempre Comandante!,Chavez pour toujours!

En guise d'hommage à Hugo Chávez *(4ème partie)*

Par Jean-Michel Mabeko-Tali *



Hugo Chávez Frías

[…] Mais la Révolution bolivarienne de Hugo Chavez n'a pu survivre et porter des fruits, même encore modestes, que parce qu'elle a pu bénéficier d'une conjoncture et d'une dialectique sociopolitiques continentales et inter-latino-américaines spéciales : l'émergence d'une génération politique certes idéologiquement diverse, mais qui, dans sa majorité, a pris de forme délibérée et très inventive le relais de la révolution castriste, sous un label démocratique et pluraliste. Une génération défiante de leaders qui n'ont plus peur de dire au «grand-frère » du nord que l'Amérique Latine appartient à ses peuples, et que c'est au bénéfice de ceux-ci, et non plus des vieilles oligarchies pro-américaines qui ont, depuis le 19ème siècle, joué le rôle de simples appendices du capital et de diktats politiques venus du Nord.

De cette génération, et plus que quiconque, Hugo Chavez aura été la voix la plus sonore et indubitablement la plus audacieuse dans l'affirmation de ce nationalisme latino-américain de gauche, doublé dans son cas d'un indubitable internationalisme anti-impérialiste. Cela s'est traduit sur le plan continental et international par une solidarité active et matérielle avec ceux qu'il estimait être partie du camp anti-impérialiste, mais aussi et avec les laissés-pour-compte du «Premier monde», à l'instar des aides en énergie et en financement de projets sociaux qu'il apporta aux populations déshéritées des ghettos de Harlem, à New York, ou des quartiers pauvres de Boston, dans le Massachusetts – dans cette même Amérique du Nord dont les dirigeants le haïssaient.

C'était un homme «qui ne pensait qu'à son peuple et surtout aux personnes les plus pauvres[2] » rappelle son ami Lula da Silva, l'ancien chef d'État brésilien et autre figure fondamentale de cette nouvelle et politiquement inventive gauche latino-américaine. Mais son héritage politique le plus durable sera surtout d'avoir su donner la parole au peuple, d'avoir introduit le peuple de plain-pied dans le monde politique ; d'avoir désacralisé la politique en faisant du bas peuple un partenaire plutôt qu'un spectateur passif. D'en avoir fait des citoyens à part entière plutôt que des sujets sans voix au chapitre dans la gestion de leur pays. D'en avoir fait des acteurs et les principaux réceptacles des réformes sociales qu'il laisse en héritage. Et d'avoir passé avec son peuple un accord de confiance sans lequel l'action politique reste affaire d'élite, et toute réforme sociale sans effet majeur sur la longue durée.

Cette combinaison de réformes sociales audacieuses et de remise de la parole politique au peuple, et la transformation de celui-ci en partenaire, en compagnon de route politique majeur, sera sans doute un héritage subversif sur le long terme. Un héritage complexe sans doute, à la portée transnationale, et auquel quiconque veut présider aux destinées du Venezuela de l'après-Chavez devra inévitablement faire face, car il sera désormais jugé à l'aune de l'action du charismatique Comandante. Et parce qu'il y aura désormais dans la chronique politique et sociale du Venezuela contemporain un «avant Chavez» et un «après Chavez». Et une manière «chaviste» de faire la politique, qui défiera dorénavant tant ses héritiers que ses ennemis politiques face à leur peuple.

¡Hasta la Victoria, siempre, Comandante !

.[2] Cité par Thierry Deronne, in « Chavez organise la rébellion anges" , http://www.afrique-asie.fr/menu/ameriques/5137-chavez-organise-la-rebellion-des-anges.html

Suite de la page (8)

affirmaient posséder des terres et être des planteurs. Le tiers disait que si elles avaient le choix, elles préfèreraient recevoir des semences plutôt que de l'aide alimentaire. (Des bénéficiaires disaient avoir reçu une fois des semences de légumes.)

Merilus Derius, 71 ans, dit qu'il pense que les plus jeunes générations semblent en effet vouloir cultiver la terre, et il ajoute qu'ils n'ont aucun intérêt pour le type d'aliments qu'il consommait en grandissant. « *Les gens négligent leurs terres!* Indique-t-il à HGW. *Auparavant, nous pouvions en vivre*. »

Même si Derius admet que les dommages environnementaux et d'autres facteurs contribuent à la baisse de la production agricole, il blâme également l'invasion de l'aide alimentaire et les aliments étrangers que les gens achètent au lieu de se procurer des produits locaux. « *Nous avons désormais cette denrée que l'on appelle "écorce de riz". En République dominicaine, on s'en sert pour nourrir les animaux. En Haïti, ce sont les gens qui en mangent! Mais auparavant, les fermiers cultivaient le sorgho et le broyaient. Ils cultivaient le pois Congo, plantaient des pommes de terre, du manioc. Un matin comme aujourd'hui, un cultivateur faisait son café, puis à l'aide d'un dispositif appelé "top-top", une petite meule, il broyait de la canne à sucre et faisait bouillir le jus de canne et mangeait de la cassave et était en bonne santé*, dit-il. *Lorsque vous viviez des aliments de votre jardin, vous étiez indépendants […] Mais lorsque vous dépendez de quelqu'un d'autre pour vous nourrir, vous n'êtes pas indépendants.* »

World Vision ne croit pas que son programme crée de la dépendance parce que le programme vise principalement à aider les fermiers à améliorer leur production. « *C'est un programme qui encourage la résilience et l'indépendance, après un certain temps* », indiquait le directeur des opérations de World Vision, Lionel Isaac, à AKJ.

En, effet, il serait injuste d'imputer au programme de World Vision tous les maux qui affligent Savanette. Jeune et d'autres agronomes et planteurs comme Derius espèrent que la pléthore de projets agricoles gouvernementaux et étrangers récemment annoncés viendront en aide à leur région, qui est à même de produire du sorgho, du maïs, plusieurs variétés de légumes et de fruits, des tubercules et des produits de l'élevage comme du lait. La région présente un potentiel intéressant, affirme Jeune, mais les méthodes de culture archaïques avec peu d'intrants agricoles l'empêchent d'être autosuffisante. « *Toutes les communes produisent de la nourriture*, note Jeune. *Si les planteurs disposaient d'une assistance technique, ils gagneraient plus d'argent et la qualité s'améliorerait aussi*. »

Interrogations sur une distribution alimentaire

Le 18 mars 2013, les journalistes d'AKJ ont observé une distribution d'aliments qui a soulevé des questions sur le traitement réservé aux bénéficiaires. Les aliments ont été distribués aux gens qui avaient fait la queue pendant plusieurs heures, parfois à des groupes qui devaient la partager. Les journalistes ont été témoins de bousculades et même de bagarres, et ont également vu des dames âgées assises à même le sol en train de ramasser des graines de lentilles une par une. « *Il y a souvent des bousculades lors des distributions*, explique Jeune à AKJ. *Les personnes âgées sont parfois blessées. Même si la nourriture est donnée, il y a des principes de base qui devraient être respectés*. »

Interrogés en 2012, environ un tiers des 25 bénéficiaires ont déclaré avoir été maltraités au cours des distributions de nourriture.

Le personnel de World Vision ne voulait pas qu'AKJ filme la distribution, où – à la fin de laquelle – une partie des aliments n'avait pas été distribuée. « *Vous ne pouvez pas filmer ici* » crie un des hommes, en bousculant les journalistes. Avec l'aide d'autres personnes, il essaie de forcer les journalistes à éteindre leurs caméras et à partir.



Agronome Rubin Louis Jeune parle avec une femme sur ses ignames

Des membres de la radio communautaire et des passants ont protégé les journalistes qui ont finalement pu continuer leur travail. Des dirigeants de World Vision dans la capitale ont par la suite présenté des excuses pour l'attaque, affirmant qu'ils avaient réprimandé les employés.

Savanette, HAÏTI, 10 octobre 2013 Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/Université d'Etat d'Haïti. Cette série est distribuée avec la collaboration du journal Haïti Liberté

Suite de la page (7)

boulevard parsemé d'argent pour la mafia du secteur. Très rapidement, l'eau est devenue le commerce le plus lucratif qui soit. Et oui, si pour les gouvernements la santé de la population ne vaut pas un sou, d'autres, loin d'être des philanthropes, et sous couvert de rendre service à des gens abandonnés, tentent de compenser ou de combler le vide laissé par l'Etat, quitte à s'en mettre plein les poches. En effet, le commerce de l'eau en Haïti est une véritable découverte.

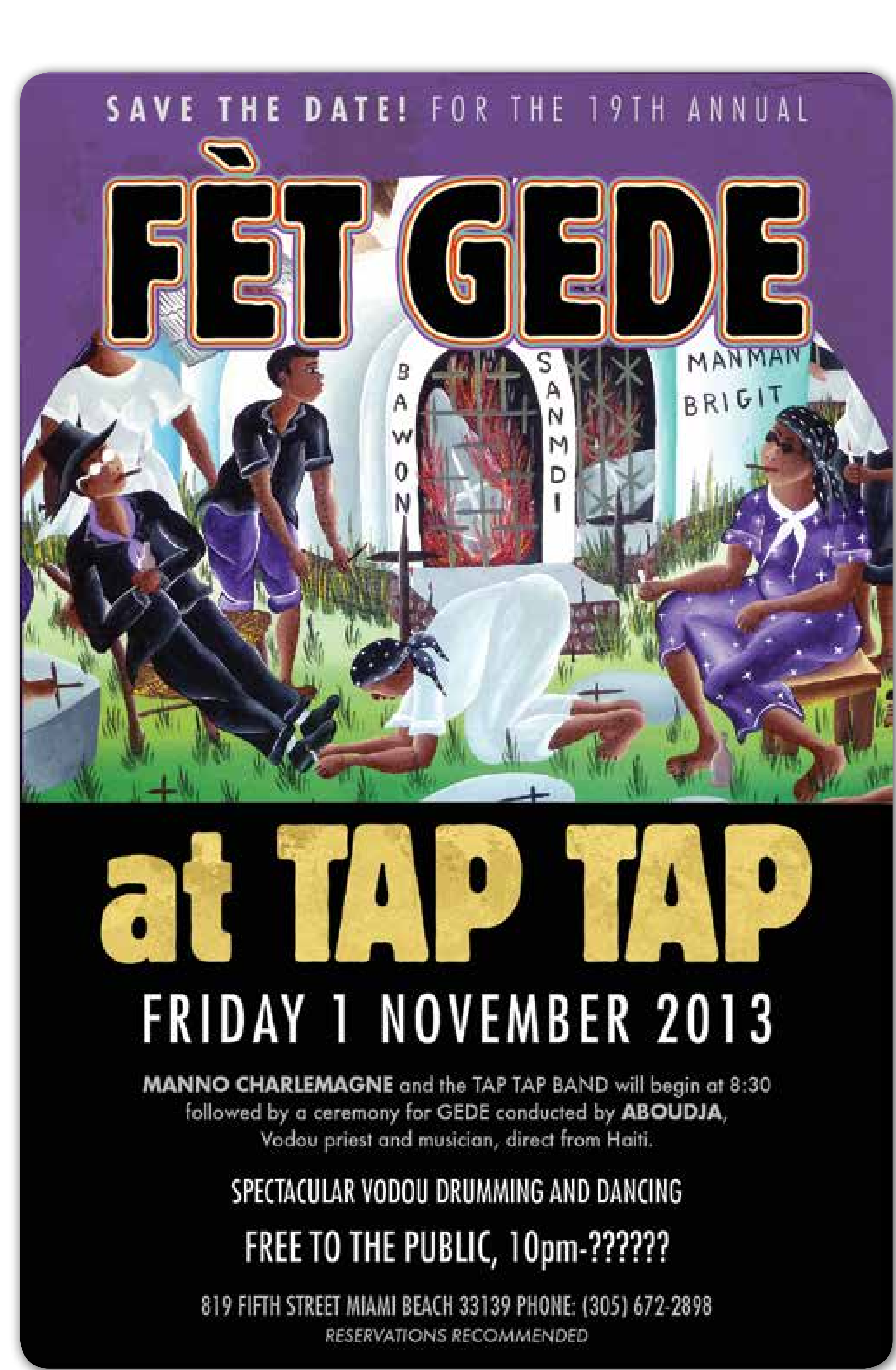
Pour certains, c'est un vrai eldorado. Comme pour la vente du pain au coin des rues ou sur le marché. L'eau est la star incontestée et incontestable du commerce informel. Jeunes et vieux s'y acharnent par camions, en bouteilles, en sachets, en gros et en détails. Bref, l'eau, c'est le filon pour toutes les bourses. Mêmes les organisations non gouvernementales (ONG) s'y mettent. Puisqu'il existe de manière officielle un accord-cadre en VI chapitres entre la DINEPA et les ONG œuvrent dans le secteur de l'eau. Plus de dix millions d'habitants à abreuver du matin au soir. En plus la chaleur intense et accablante.

Tout ça fait le bonheur des revendeurs de tout acabit. Partout à travers le pays des camions citernes sillonnent les rues et les routes pour approvisionner les maisons. Même dans les coins les plus reculés de la République tout le monde boit de l'eau traitée. Personne ne veut être la nouvelle victime des soldats Népalais avec leur choléra qu'ils trainent partout où ils passent. De grands groupes fouillent partout, parfois sans autorisation des autorités. Ils pillent l'eau sans même faire attention à la nappe phréatique qui n'est pas intarissable. La moindre source d'eau est vite dévalisée et épuisée par des pompes qui polluent en même temps la source en question. Qu'importe, la concurrence fait rage.

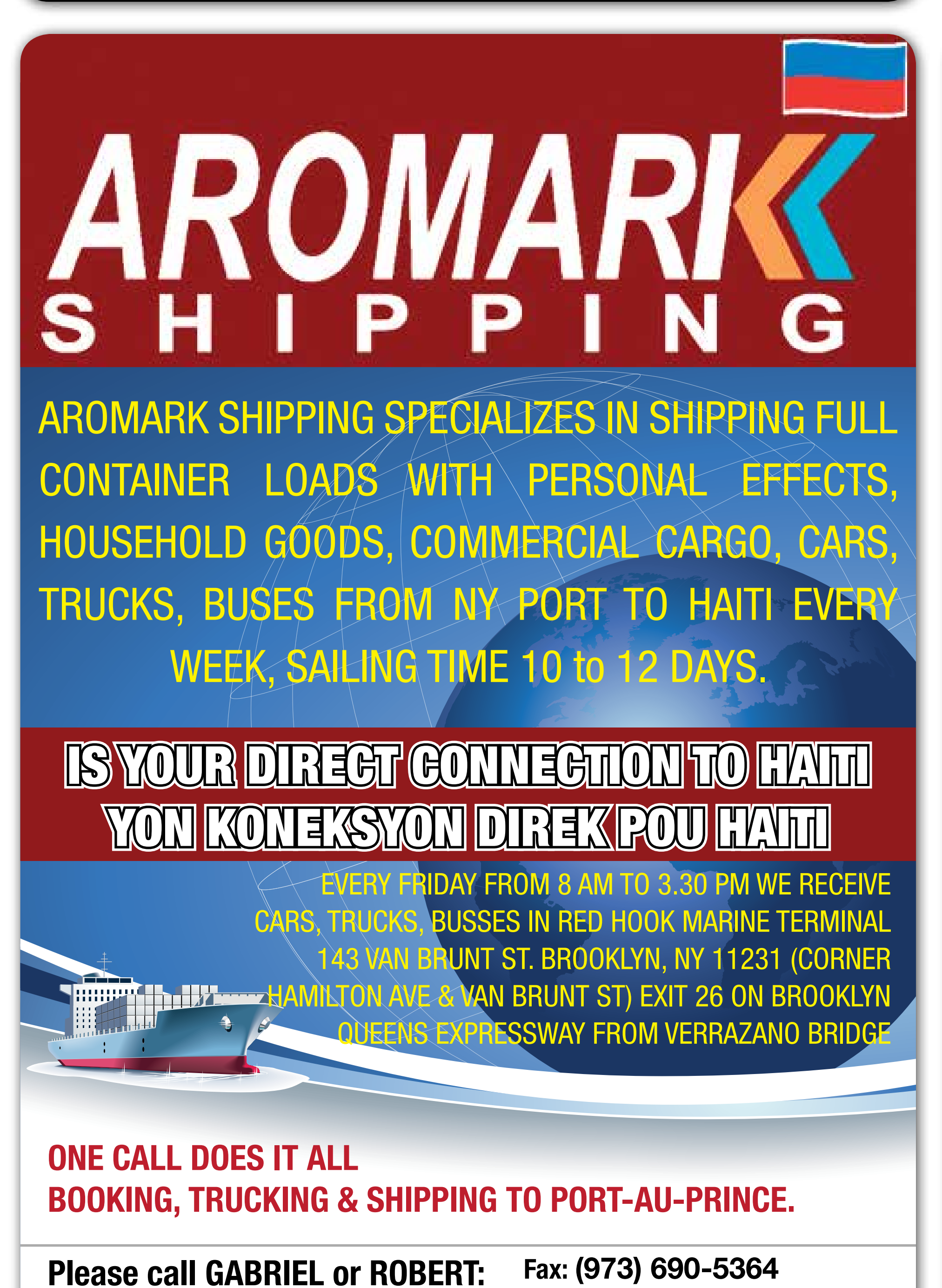
L'on s'entretue. On monte des opérations punitives pour faire taire les plus intrépides. L'anarchie est à ce prix. Point d'Etat. Point d'autorité. C'est la loi de la jungle. Le soi-disant ministère de l'Environnement ou son homologue des Transports et des Communications cause beaucoup mais sans grande efficacité. Ici l'autorité de l'Etat est bafouée. Les discours des ministres ou autres Commissaires du gouvernement sur les vieux camions transportant des milliers de centimètre de cube d'eau sans freins ni klaxon restent inaudibles comme pour les Carrières de sable. D'ailleurs, derrière ce commerce alléchant qu'est devenue la vente de l'eau en Haïti, une vraie mafia s'est organisée en vue de garantir la pérennité d'un secteur en pleine évolution.

Entretemps, la *Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement* continue à organiser de grands colloques et des festivités à l'occasion des journées mondiales de l'eau. Sauf que dans le reste du monde où l'eau est considérée comme une denrée rare, ce sont les pouvoirs publics qui la contrôlent au profit de leurs populations soit directement soit à travers de vraies entreprises mixtes où la participation de l'Etat reste assez importante. Il est vrai pour les dirigeants de ces pays, que la vie, la santé et l'hygiène de leurs concitoyens restent des priorités pour l'Etat.

C.C


SAVE THE DATE! FOR THE 19TH ANNUAL
FÈT GEDE
BAWON
SANMDI
MANMAN BRIGIT
at TAP TAP
FRIDAY 1 NOVEMBER 2013
MANNO CHARLEMAGNE and the TAP TAP BAND will begin at 8:30
followed by a ceremony for GEDE conducted by ABOUDJA,
Vodou priest and musician, direct from Haiti.
SPECTACULAR VODOU DRUMMING AND DANCING
FREE TO THE PUBLIC, 10pm-??????
819 FIFTH STREET MIAMI BEACH 33139 PHONE: (305) 672-2898
RESERVATIONS RECOMMENDED




AROMARK
SHIPPING
AROMARK SHIPPING SPECIALIZES IN SHIPPING FULL CONTAINER LOADS WITH PERSONAL EFFECTS, HOUSEHOLD GOODS, COMMERCIAL CARGO, CARS, TRUCKS, BUSES FROM NY PORT TO HAITI EVERY WEEK, SAILING TIME 10 to 12 DAYS.
IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI
EVERY FRIDAY FROM 8 AM TO 3.30 PM WE RECEIVE CARS, TRUCKS, BUSSES IN RED HOOK MARINE TERMINAL 143 VAN BRUNT ST. BROOKLYN, NY 11231 (CORNER HAMILTON AVE & VAN BRUNT ST) EXIT 26 ON BROOKLYN QUEENS EXPRESSWAY FROM VERRAZANO BRIDGE
ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.
Please call GABRIEL or ROBERT:
973-690-5363
Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com


The Respectable Lodge
L'Alpha & L'Omega Celebrating
35 Years! Anniversary
TROPICANA
D'HAITI
FRIDAY, NOVEMBER 8 2013
TROPICAL PARADISE
BALLROOM
1367 UTICA AVE., BROOKLYN, NY 11203
BTW: FOSTER AVE & FARRAGUT RD
$45/Adv - $50 @ The Door
Showtime:
10 pm - 3 am
Info: 718-284-4122 | 718-753-2606
516-902-7167 | 631-764-7996
HENKA COLOR: 516-348-5439